



**ENSEMBLE  
NOUS POUVONS  
CHANGER LES CHOSES**

**LA RENCONTRE  
DES JEUNES  
EUROPÉENS**

# **Façonner l'Europe de demain: 50 idées pour un avenir meilleur**

**Rapport sur la rencontre EYE2016**



**Écrit par le  
European Youth Press  
Avec les commentaires du  
Forum Européen de la Jeunesse**

**PARLEMENT EUROPÉEN  
STRASBOURG  
20-21 MAI 2016  
#EYE2016**



## Remerciements

Les auteurs du présent rapport tiennent à remercier le Parlement européen et ses partenaires pour l'organisation de la rencontre des jeunes européens 2016 à Strasbourg. Nous souhaitons également remercier les bénévoles, qui ont apporté une aide extrêmement précieuse à au moins un rédacteur du présent rapport, perdu plus de fois qu'il ne veut l'admettre.

Nous tenons à remercier plus particulièrement Iris Walter et Christina Altides du Parlement européen, ainsi que Martin Maska du European Youth Press, pour leurs conseils et orientations lors de l'élaboration du présent rapport.

Enfin, nous remercions les participants à la rencontre EYE 2016, qui ont tous contribué à en faire un week-end stimulant et inspirant.

## Introduction

Avant-propos .....	4
Note des rédacteurs .....	8
50 idées percutantes pour une Europe meilleure .....	10
Principales conclusions .....	16

## Guerre et paix : Perspectives pour un monde pacifique

Migrations – vers un objectif commun .....	18
Terrorisme – une occasion de mieux se comprendre .....	27
Unis dans la diversité – vers la fin de la discrimination moderne.....	31
Commentaire du Forum européen de la jeunesse.....	36

## Apathie ou participation : Stratégie pour une démocratie vivante

Unis dans la diversité – vers la fin de la discrimination moderne.....	38
Éducation politique – la voie vers la démocratie ouverte .....	42
L'intégration européenne – jeter les bases d'un débat pour les générations futures .....	46
Commentaire du Forum européen de la jeunesse.....	52

## Exclusion ou inclusion : Halte au chômage des jeunes

Affronter le chômage des jeunes.....	54
Compétences – Construire les outils dont nous avons besoin pour le XXI <sup>e</sup> siècle .....	58
Universalité du travail – relever le défi de l'accès au marché du travail et faire évoluer les mentalités.....	61
Commentaire du Forum européen de la jeunesse.....	64

## Stagnation ou innovation : Le monde du travail de demain

Changement des dynamiques de travail – élaborer des lignes directrices pour un monde en mutation.....	66
Entrepreneuriat numérique – exploiter au mieux les avantages d'un monde connecté .....	70
La nouvelle économie – propager les avantages liés aux innovations technologiques .....	76
Commentaire du Forum européen de la jeunesse.....	82

## Échec ou réussite : Nouvelles pistes pour une Europe durable

Changement climatique – l'occasion d'un changement pour une nouvelle génération .....	84
Commerce équitable – les jeunes au cœur d'un changement de mentalité.....	88
Alimentation – l'évolution des modes de vie et une chance pour une meilleure consommation .....	90
Commentaire du Forum européen de la jeunesse.....	92

Les auteurs.....	94
------------------	----

# Avant-propos



**Mairead McGUINNESS et Sylvie GUILLAUME**  
*Vice-présidentes du Parlement européen chargées de la communication*

L'édition 2016 de la rencontre des jeunes européens (EYE) a été un événement mobilisateur unique. C'est la deuxième fois que le Parlement européen ouvrait ses portes à des milliers de jeunes venus de tout le continent européen et les invitait à présenter leurs idées sur l'Europe et sur son avenir.

Les rôles se sont inversés lors de la rencontre EYE : les jeunes ont mené les débats et les députés au Parlement européen ont écouté.

Au cours de cette manifestation de deux jours, un grand nombre de discussions et de débats passionnants se sont tenus, avec en leur cœur un profond désir des jeunes d'être acteurs du changement et de participer activement à la construction de leur avenir.

Ces échanges sont essentiels alors que l'Europe est confrontée à de nombreux défis d'envergure, notamment la crise des réfugiés, la sortie de la crise économique et la menace permanente du terrorisme.

Il est ressorti clairement de la rencontre EYE que les jeunes tiennent à relever ces défis et à œuvrer pour un avenir meilleur. Nous sommes convaincus que ces idées peuvent constituer une source d'inspiration pour l'ensemble des députés européens. Les jeunes peuvent faire la différence, et nous sommes certains que leur contribution permettra de rendre la démocratie européenne plus vivante.

Il appartient désormais aux députés européens d'aller de l'avant et de poursuivre ce dialogue important avec les jeunes européens.

**Mairead McGuinness**

**Sylvie Guillaume**



**Klaus Welle**  
*Secrétaire général du Parlement européen*

Après la première édition de la rencontre des jeunes européens en 2014, les participants ont exprimé clairement leur volonté d'en faire une manifestation régulière. Le Parlement a entendu cette demande: dès lors que l'édition 2016 de la rencontre EYE a été de nouveau un succès, une troisième édition aura lieu en mai 2018.

Les dirigeants du Parlement ont décidé d'utiliser la rencontre EYE comme une plate-forme centrale pour instaurer un dialogue ouvert, structuré et permanent entre les députés européens et les jeunes.

La rencontre EYE est une plate-forme formidable pour les jeunes européens. Les auteurs du présent rapport, sélectionnés avec l'aide de la Jeune presse européenne (European Youth Press), ont illustré le foisonnement d'idées qui ont émergé à Strasbourg les 20 et 21 mai 2016.

Le succès de la rencontre EYE repose sur les contributions d'une série d'acteurs : les responsables politiques du Parlement, les services du Parlement chargés de l'organisation, nos partenaires, les nombreux bénévoles et, bien évidemment, la plupart des participants, qui se sont mobilisés avec enthousiasme avant, pendant et après l'événement.



# Note des rédacteurs

Il apparaît clairement que la place des jeunes en Europe est de plus en plus menacée. Dans la plupart des pays d'Europe, le taux de chômage des jeunes est un taux à deux chiffres et l'inégalité des chances va croissant. De nombreux jeunes ont le sentiment d'être privés des possibilités qu'ils devraient avoir et qu'il est de plus en plus difficile de progresser dans la vie. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les jeunes se sentent trop souvent sous-représentés, impuissants et indifférents vis-à-vis de la politique nationale et européenne.

Pourtant, en dépit de tous ces éléments, ils ne sont pas dépourvus d'opinion. Le présent rapport constitue une compilation et un aboutissement des idées, des ateliers, des débats, des discours et des discussions qui ont marqué la rencontre des jeunes européens de cette année à Strasbourg: un rassemblement unique de 7 500 jeunes venus de toute l'Europe pour débattre des principaux défis auxquels notre continent fait face et proposer des solutions innovantes.

Il s'appuie sur trois grandes sources de contributions des jeunes européens: des informations écrites et qualitatives collectées au cours de la rencontre EYE 2016, un questionnaire auquel 606 personnes ont répondu au cours de la manifestation et une enquête Eurobaromètre menée auprès des jeunes en 2016. Il contient également des informations provenant d'un large éventail de sources au niveau européen.

Les conclusions du présent rapport s'appuient essentiellement sur le questionnaire et offrent un aperçu représentatif de l'avis des participants à la rencontre. Si les participants étaient des jeunes, il importe de rappeler que le rapport n'est pas nécessairement représentatif de l'ensemble des jeunes européens.

L'enquête Eurobaromètre a été réalisée auprès de 10 294 personnes âgées de 16 à 30 ans dans toute l'Europe et a été publiée la veille de la rencontre des jeunes européens. Cette enquête nous a apporté des données externes, qui ont permis d'étayer certaines de nos observations lors de la rencontre EYE.

Un thème revient manifestement de manière récurrente: une volonté de changement et d'action sociale, qui rassemble les jeunes européens. Cette volonté peut sembler être l'expression de personnes en colère et désespérées, et c'est d'ailleurs parfois le cas, mais elle est plus souvent constructive et convaincante.

En offrant une perspective unique à des débats politiques qui s'enlisent et se répètent bien souvent, les jeunes ont présenté leurs idées sur des thèmes variés, tels que l'amélioration de la maîtrise des outils informatiques et la promotion du dialogue interconfessionnel dans les écoles au sein des communautés locales. Bon nombre de ces idées constituent des solutions pratiques, émanant des citoyens mêmes, pour certains des principaux problèmes de l'Europe.

La collaboration est un thème qui revient de façon récurrente dans les idées exposées dans le présent rapport. Les jeunes européens qui ont grandi après la chute du mur de Berlin représentent la génération la plus interconnectée et interdépendante qui soit. La mondialisation a peut-être été à l'origine d'un grand nombre de problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés en Europe, mais elle constitue également une occasion très importante d'améliorer les conditions dans lesquelles nous vivons. Ces observations, tant positives que négatives, sont omniprésentes dans notre travail.

Un autre élément qui ressort du présent rapport est la différence de perception des jeunes européens sur les questions sociopolitiques par rapport à leurs parents. Ce n'est pas seulement un acte de rébellion. Le monde hypermédiatisé dans lequel les jeunes vivent aujourd'hui et le paysage culturel qui leur est propre ont donné lieu à des points de vue et à des perspectives uniques sur les questions internationales. Prenons le cas des migrations, par exemple : si l'approche inclusive n'est en aucune façon universelle, les jeunes favorables à l'accueil des réfugiés et des migrants dans leur société sont aujourd'hui plus nombreux que dans la génération de leurs parents. En outre, ils sont résolument en faveur de l'Europe dans une période où l'Union est confrontée à des divisions internes sans précédent.

Les décideurs politiques doivent examiner ces idées avec un esprit ouvert et la volonté de comprendre le point de vue des jeunes. Nous espérons que vous trouverez dans le présent rapport un ensemble riche et unique de solutions pleines d'ambition offrant des applications réalistes.



**Greg Bianchi**, rédacteur en chef



**Hugo Winn**, rédacteur en chef



# 50 idées percutantes pour une Europe meilleure

## Guerre et paix : Perspectives pour un monde *pacifique*

- 1. Placer les migrants dans les pays les plus adaptés à leurs compétences** et à leur culture permettrait de limiter les conséquences sur les marchés du travail et de contribuer à améliorer les relations avec la population locale (*voir p. 20*)
- 2. Instaurer un système de parrainage pour réfugiés** : Encourager les programmes de bénévolat de jeunes afin d'établir un cadre solide destiné à intégrer les réfugiés dans leurs nouvelles sociétés (*voir p. 21*)
- 3. Autoriser les ambassades de tous les pays d'Europe à recevoir directement les demandes d'asile** afin d'éviter toute traversée dangereuse de la Méditerranée (*voir p. 22*)
- 4. Encourager une éducation religieuse qui favorise l'ouverture d'esprit** – tous les enfants du monde devraient bénéficier de l'égalité des chances et avoir accès à une éducation qui réaffirme l'importance de la tolérance à l'égard des personnes d'autres religions et d'autres cultures (*voir p. 23*)
- 5. Ouvrir les frontières intérieures et protéger les frontières extérieures** pour empêcher le morcellement de l'espace Schengen tout en préservant la sécurité (*voir p. 27*)
- 6. Renforcer les organisations de jeunes** qui proposent des activités donnant du sens aux jeunes qui peinent à trouver un sens à leur vie (*voir p. 28*)
- 7. Renforcer les relations interreligieuses** pour stimuler l'engagement et lutter contre la diffusion de toutes sortes de superstitions en Europe (*voir p. 29*)
- 8. Soutenir les clubs et les associations qui jettent des ponts** entre les groupes culturels dominants et minoritaires dans les écoles mixtes (*voir p. 32*)
- 9. Promouvoir les manifestations qui vont à l'encontre de la stigmatisation des personnes handicapées** et qui contribuent à réfuter les idées reçues à propos des personnes handicapées dans la société européenne (*voir p. 33*)
- 10. Nommer des ambassadeurs de la diversité** pour assurer la représentation des minorités en politique, tant au niveau local que de l'Union (*voir p. 34*)

# Apathie ou participation : Stratégie pour une démocratie *vivante*

**11. Investir dans le vote en ligne** au niveau de l'Union pour un scrutin digne du XXI<sup>e</sup> siècle et une meilleure participation (*voir p. 39*)

**12. Mettre au point une appli communautaire** qui permette de proposer et de débattre des politiques en temps réel (*voir p. 41*)

**13. Améliorer l'éducation à l'internet** pour rendre ce dernier plus démocratique et plus accessible (*voir p. 41*)

**14. Enseigner la sensibilisation et le lobbying à l'école** pour faire en sorte que les jeunes participent davantage à la démocratie (*voir p. 42*)

**15. Créer un prix à la mémoire de Giulio Regeni** pour permettre à davantage de jeunes de voyager pour leurs études et de mieux comprendre la société civile (*voir p. 43*)

**16. Enseigner la politique européenne** à l'école pour faire en sorte que les jeunes participent davantage à la démocratie (*voir p. 43*)

**17. Penser mondialement, agir localement :** aider à financer un projet de trois ans destiné à former les dirigeants de demain (*voir p. 44*)

**18. Améliorer l'apprentissage de l'anglais parlé à l'école** pour permettre aux citoyens de mieux se comprendre (*voir p. 47*)

**19. Améliorer la transparence et l'accessibilité** des documents et de la législation de l'Union européenne afin que les jeunes puissent les comprendre et prendre part au débat (*voir p. 48*)

**20. Mettre en place un système de quotas** pour les jeunes dans les collectivités locales et les comités nationaux afin d'améliorer leur représentation (*voir p. 48*)

**21. Étendre le programme Erasmus** aux jeunes qui choisissent une autre voie que l'enseignement supérieur (*voir p. 50*)

## Exclusion ou inclusion : halte au **chômage** des jeunes

**22. Comblent le fossé entre l'enseignement et le travail** en offrant aux jeunes des possibilités de stages rémunérés et de qualité (*voir p. 55*)

**23. Améliorer l'orientation professionnelle en ligne et les ressources destinées aux chômeurs** afin de fournir aux jeunes des informations sur l'emploi (*voir p. 56*)

**24. Améliorer la mobilité et le transfert de compétences** afin que les jeunes Européens puissent explorer le marché de l'emploi européen (*voir p. 56*)

**25. Faciliter l'acquisition d'expérience professionnelle et les premières chances sur le marché du travail** en renforçant la coopération entre universités et entreprises (*voir p. 58*)

**26. Introduire des exigences européennes en matière de codage** afin de développer les compétences numériques essentielles dans toute l'Union (*voir p. 58*)

**27. Encourager les organisations de bénévoles** et expliquer aux jeunes que le bénévolat est une voie vers l'emploi (*voir p. 59*)

**28. Valider un système de diplôme pour l'éducation informelle** afin de réduire la tendance européenne à privilégier les filières traditionnelles de l'enseignement (*voir p. 60*)

**29. Centraliser la collaboration entre les ONG à l'échelle européenne** afin de stimuler l'emploi et la cohésion et d'affronter les problèmes qui touchent l'Europe dans son ensemble (*voir p. 61*)

**30. Créer un site/une application sur les droits des jeunes** afin de s'assurer qu'ils connaissent leurs droits et leurs perspectives en matière d'emploi (*voir p. 61*)

**31. Officialiser et encourager le télétravail à travers l'Union** afin de réduire le nombre de jeunes handicapés qui sont actuellement exclus du marché du travail (*voir p. 62*)

## Stagnation ou innovation : Le monde du travail *de demain*

**32. Stimuler l'apprentissage basé sur un projet dans les écoles** afin de développer les compétences personnelles aux côtés des sciences et de la technologie (*voir p. 67*)

**33. Créer un revenu minimal universel** afin d'exploiter pleinement le potentiel de la révolution numérique (*voir p. 68*)

**34. Faire respecter les droits des travailleurs européens** car les lois existantes sont rendues obsolètes par les technologies numériques (*voir p. 70*)

**35. Unifier les ressources et les exigences de l'entrepreneuriat** pour aider les jeunes entreprises à démarrer (*voir p. 72*)

**36. Modifier la législation en matière de faillites** pour permettre aux entrepreneurs de bénéficier d'une seconde chance (*voir p. 72*)

**37. Créer des espaces de travail participatifs et plus égalitaires** dans le but de renforcer les compétences entrepreneuriales des jeunes travailleurs (*voir p. 73*)

**38. Instaurer le jumelage universitaire** qui permet aux étudiants de suivre un cursus de premier cycle à deux endroits différents (*voir p. 74*)

**39. Améliorer la formation et la sensibilisation aux nouveaux modèles économiques** afin de stimuler l'innovation dans ce secteur clé (*voir p. 76*)

**40. Intégrer l'économie du partage dans le système fiscal** afin de pouvoir tirer parti des avantages sociaux qui y sont associés (*voir p. 77*)

**41. Encourager les junior entreprises** à se faire l'écho de l'opinion des jeunes à propos des problématiques mondiales (*voir p. 78*)

## Échec ou réussite : Nouvelles pistes pour une Europe **durable**

**42. Mettre en commun les ressources énergétiques et investir dans les réseaux intelligents** en vue de répondre aux demandes d'énergie croissantes en Europe

(voir p. 86)

**43. Accroître l'engagement de l'Europe en faveur de la lutte contre le changement climatique** et fixer des objectifs plus ambitieux – réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030

(voir p. 86)

**44. Remettre les maisons « zéro carbone » au programme** afin de développer un projet à l'échelle européenne visant la construction de maisons à faible consommation d'énergie

(voir p. 86)

**45. Mettre au point une législation propre à ancrer le commerce équitable dans l'industrie** en vue de garantir la stabilité et l'équité du marché

(voir p. 88)

**46. Faire la promotion des vêtements issus du commerce équitable, en mettant en avant la qualité par rapport à la quantité,** en vue d'améliorer la commercialisation des vêtements sur la base du prix

(voir p. 89)

**47. Appliquer davantage de codes de conduite en guise d'exemple pour les autres marques** et établir un code de pratique standard

(voir p. 90)

**48. Acheter local: encourager plus de personnes à acheter de la nourriture localement** en vue de réduire l'empreinte carbone et de promouvoir les produits locaux

(voir p. 90)

**49. Promouvoir des cours sur la durabilité et un mode de vie sain dans les écoles** de sorte que les jeunes puissent faire des choix en toute connaissance de cause en matière d'achat et d'alimentation

(voir p. 91)

**50. Lutter contre la faim dans le monde en instituant une taxe sur les transactions financières** en vue de financer les campagnes, par exemple pour améliorer l'autosuffisance des agriculteurs

(see p. 91)

## EYE key findings

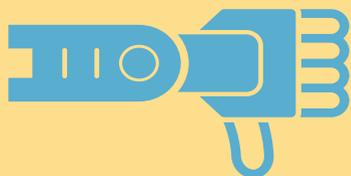
NOTE: Les chiffres repris dans ces principales conclusions proviennent d'un questionnaire distribué lors de la rencontre EYE, auquel 606 personnes ont répondu. Ces conclusions ne sont donc représentatives que des participants à la rencontre EYE, et non de l'ensemble de la jeunesse en Europe.

### LES JEUNES EUROPÉENS CONVIENNENT QUE L'EUROPE A LE DEVOIR D'ACCEPTER UN PLUS GRAND NOMBRE DE MIGRANTS.

Les jeunes de 23 ans y sont les plus favorables dans l'Union, invitant instamment les États membres à accepter plus de migrants.



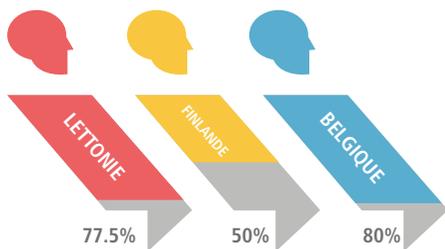
La majorité des participants à la rencontre estiment que c'est la société qui empêche une meilleure intégration des migrants, et non les migrants eux-mêmes. Au-delà de 25 ans, le point de vue des jeunes commence à changer.



### LA MAJORITÉ DES PARTICIPANTS À LA RENCONTRE EYE SONT RÉTICENTS À L'IDÉE DE TRAVAILLER AVEC DES ROBOTS.

Cette préoccupation est plus grande chez les personnes de moins de 25 ans et semble s'atténuer avec l'âge.

### Garantie pour la jeunesse



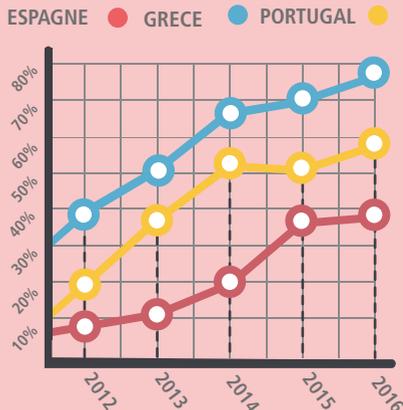
Les jeunes ne sont pas bien informés sur la garantie pour la jeunesse, bien que leur connaissance de ce système progresse avec l'âge

### COMPRÉHENSION MOYENNE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE SON FONCTIONNEMENT



Les mieux informés sont les jeunes de 25 ans.

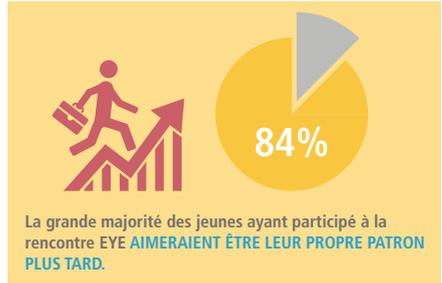
### EUROSCEPTICISME



Les jeunes européens interrogés sont plus eurosceptiques aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Les personnes interrogées âgées de 20 à 25 ans étaient les plus susceptibles de se sentir plus eurosceptiques. En outre, il est plus probable de trouver des jeunes eurosceptiques dans les pays qui ont subi une grave crise économique au cours des dernières années.

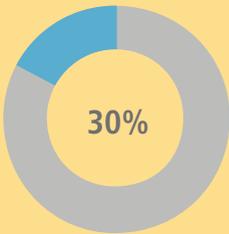


PENSENT QUE, DANS LEUR PAYS, ILS SONT MARGINALISÉS ET EXCLUS EN RAISON DE LA CRISE ÉCONOMIQUE.



La grande majorité des jeunes ayant participé à la rencontre EYE AIMERAIENT ÊTRE LEUR PROPRE PATRON PLUS TARD.

ACQUIÈRENT DES COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES À L'ÉCOLE



LETTONIE



ROUMANIE



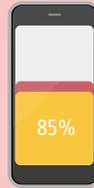
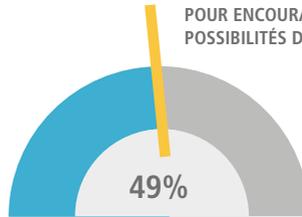
SUÈDE



FINLANDE

70 % des participants à la rencontre estiment ne pas acquérir de compétences entrepreneuriales à l'école

NE PENSENT PAS QUE L'UNION DÉPLOIE SUFFISAMMENT D'EFFORTS POUR ENCOURAGER D'AUTRES POSSIBILITÉS D'EMPLOI.



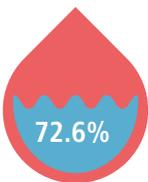
DES MOINS DE 28 ANS N'HÉSITENT PAS À S'EXPRIMER EN LIGNE,

contre moins de 15 % en moyenne, qui sont plus réticents. Néanmoins, au-delà de 28 ans, le pourcentage des personnes plus réticentes augmente de manière considérable.



UTILISENT LES PLATEFORMES EN LIGNE POUR ACHETER ET VENDRE DES PRODUITS

Ce pourcentage augmente avec l'âge, sans doute en raison de l'augmentation du pouvoir d'achat qui accompagne la progression en âge des jeunes.



ESTIMENT QUE LEURS DIRIGEANTS NE FONT PAS SUFFISAMMENT D'EFFORTS POUR LUTTER CONTRE

## Guerre et paix : Perspectives pour un monde *pacifique*

*Il est facile de comprendre pourquoi les jeunes européens ont souvent l'impression d'assister à l'effondrement du projet européen. Parallèlement aux répercussions de la crise financière de 2007-2009, les principales raisons de cette instabilité sont la sécurité et les menaces extérieures. Le terrorisme et la migration – les deux questions clés du moment en ce qui concerne la sécurité de l'Union – ont radicalement transformé la manière dont les citoyens européens perçoivent leurs voisins et le tissu social de leurs propres communautés. Cette réévaluation de la moralité et des valeurs européennes représente à la fois une menace et une occasion pour le projet européen.*

Ces sujets ont occupé une place centrale dans les débats, les ateliers et même les représentations artistiques qui ont eu lieu au cours des deux journées de la rencontre EYE 2016. Les participants à la confrontation d'idées très animée qui s'est tenue dans l'hémicycle sur le thème «Migration: Across the Universe» et au laboratoire d'idées «N'ayons pas peur!» se sont demandé si l'Europe devait réagir aux attaques terroristes en durcissant les mesures de sécurité ou si elle devait, au contraire, insister sur le principe de liberté individuelle dans nos sociétés. Les ateliers posant la question de savoir si les réfugiés sont véritablement les bienvenus, au-delà du rôle de la foi en l'humanité et de la nécessité de garantir la diversité tout en luttant contre la discrimination, ne sont que quelques exemples des activités desquelles les idées exposées dans le présent rapport ont été tirées.

### Migrations – Vers un objectif commun

**L'Europe est confrontée à la plus grande crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Plus d'un million de réfugiés fuyant pour la plupart les conflits au Moyen-Orient sont entrés en Europe l'année dernière. Leur nombre devrait de nouveau augmenter cette année en raison de l'augmentation des températures en Méditerranée et de l'absence de signes d'une baisse de la violence au Moyen-Orient. Cette crise migratoire a mis à l'épreuve et continue de mettre à l'épreuve la cohésion européenne et les fondements moraux sur lesquels repose l'Union européenne.**

Au niveau de l'Union, des défaillances sont déjà apparues: plus d'un tiers des demandeurs d'asile ont cherché refuge en Allemagne<sup>1</sup>, où les responsables politiques sont partagés sur la nécessité d'en accueillir davantage et sur la manière de les intégrer dans la population locale. Contrairement à l'ouverture relative de l'Allemagne, d'autres États membres ont continué à appliquer la politique de la «porte fermée» tout au long de la crise. Ce manque de cohésion dénote des différences plus larges et plus marquées entre les États membres de l'Union

<sup>1</sup> Eurostat, 2016. Demandes d'asile dans les États membres de l'UE. Disponible en ligne à l'adresse: <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/299552/17203842/3-04032016-AP-FR.pdf/078f4e14-8bb7-45d2-bdbf-8bb3881270b2>



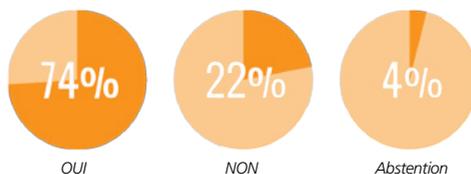
européenne, nombre d'entre eux regrettant amèrement que le principe de la «responsabilité collective» soit mis à mal en permanence.

Les jeunes semblent moins divisés que les décideurs politiques et souhaiteraient que les responsables politiques en fassent davantage pour accueillir et intégrer les réfugiés dans le tissu de la société européenne. Les jeunes sont le seul groupe d'âge en Europe à apporter un large soutien en faveur de la migration et ils devraient donc être considérés comme un atout majeur pour les décideurs politiques, notamment pour essayer d'intégrer les demandeurs d'asile dans la société européenne. Malgré cela, une minorité active de jeunes s'opposent fermement – généralement pour des motifs altruistes et moraux – à une plus grande intégration des réfugiés, car ils craignent qu'il en résulte une désintégration de la culture et des valeurs sociales européennes.

Pour les jeunes des deux côtés du débat, la question de l'accueil des réfugiés est une obligation morale intrinsèquement liée à ce qu'ils considèrent comme les valeurs européennes communes de liberté, d'égalité, de tolérance et d'acceptation. La crise migratoire a également pris une plus grande importance politique pour les jeunes, qui évaluent de plus en plus le succès de l'Union en fonction de sa capacité (ou de la capacité des États membres qui la composent) à se mobiliser autour d'un objectif commun. À bien des égards, cette situation a mis en évidence un manque de cohésion et de coopération au sein de l'Union européenne, que les jeunes ont la ferme volonté de combler.

*Venir en aide aux réfugiés – Un devoir européen ?*

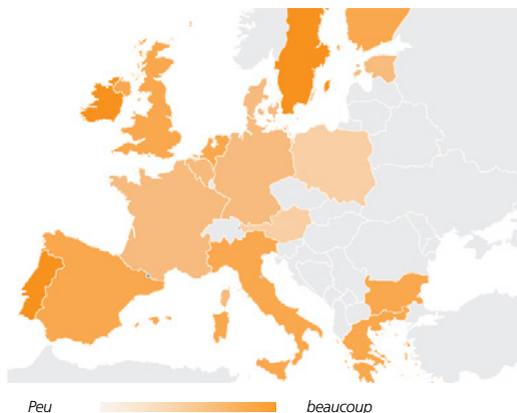
*Source: Vote électronique au sein de l'hémicycle sur la question «Migration: Across the Universe»*



## 1. Placer les migrants dans les pays les plus adaptés à leurs compétences et à leur culture permettrait de limiter les conséquences sur les marchés du travail et de contribuer à améliorer les relations avec la population locale

Le système actuel d'immigration non réglementée a d'importantes répercussions sur les marchés du travail, qui ont subi une longue période de baisse des salaires en raison de l'excédent de main d'œuvre sur le marché. Ce «changement de composition de l'emploi»<sup>2</sup> (selon les termes du FMI) a été observé dans toute l'Europe et il nourrit un profond ressentiment parmi les ouvriers locaux à l'égard du nouvel afflux de réfugiés. Malgré cela, les travailleurs migrants ne devaient pas être considérés comme un groupe homogène. Les responsables politiques ont le devoir de déceler les capacités individuelles et de les faire coïncider avec les lacunes existantes sur le marché. Cette idée est étroitement liée à la réalité économique: la baisse des salaires est aussi néfaste pour les travailleurs autochtones que pour les migrants. Tout le problème est que, le plus souvent, les migrants n'ont pas conscience de l'effet qu'ils exercent sur les salaires, ni de la véritable nature des marchés du travail qu'ils espèrent intégrer.

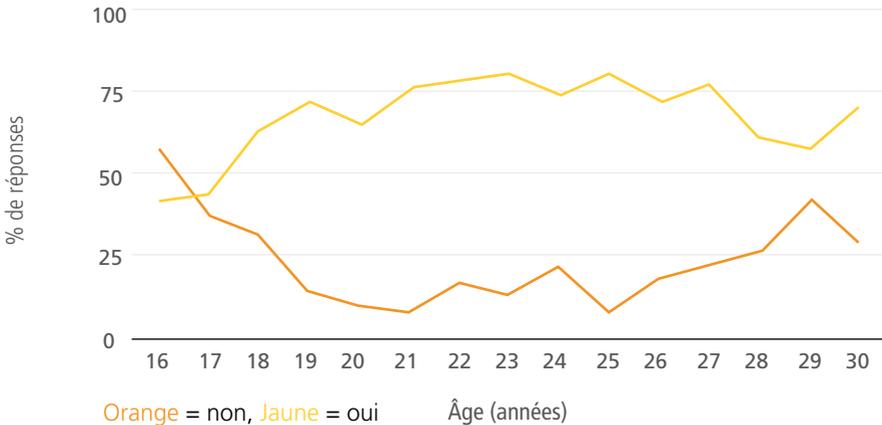
Une solution pourrait être de laisser aux migrants le choix du pays dans lequel ils voudraient s'établir à terme. Cela permettrait aux autorités de déterminer, en concertation avec eux, le pays d'accueil qui présente les conditions économiques, sociales et culturelles les plus à même de convenir aux compétences et aux aptitudes linguistiques des migrants et de leurs familles. Dans un tel système, les réfugiés devraient être informés du fait que les marchés du travail de certains États membres de l'Union présentent des points forts et des lacunes contradictoires. Ce système pourrait très bien être associé à la proposition décrite dans la troisième idée.



*L'Union devrait disposer du pouvoir de contraindre les États membres à accepter des réfugiés (par pays)*

<sup>2</sup> Fonds monétaire international, 2016. «The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges». Disponible en ligne, en anglais uniquement, à l'adresse: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2016/sdn1602.pdf>

*L'Union devrait disposer du pouvoir de contraindre les États membres à accepter des réfugiés (par âge)*



## 2. Instaurer un système de parrainage pour réfugiés : encourager les programmes de bénévolat de jeunes afin d'établir un cadre solide destiné à intégrer les réfugiés dans leurs nouvelles sociétés

Pour de nombreux jeunes, les politiques en matière d'intégration sont le maillon essentiel et pourtant manquant du processus qui fera des réfugiés des membres actifs de la communauté européenne sur le plan économique. À long terme, les politiques destinées aux nouveaux arrivants ne suffisent pas à garantir la réalisation du potentiel économique des réfugiés et leur participation à la société.

Pour être efficace, l'intégration des réfugiés doit prendre en compte les besoins des migrants comme ceux des communautés locales. Lorsque des réfugiés originaires d'un pays tiers arrivent dans un État membre, l'une des principales exigences est leur intégration dans cette nouvelle société: apprentissage de la langue, travail et respect des coutumes locales. Dans la plupart des cas, c'est à ce stade que s'arrêtent les politiques d'intégration autonomes. La manière dont la société européenne comprend et accueille ces réfugiés est trop souvent négligée, tout comme ses capacités d'adaptation devant les nouvelles vagues de migration des réfugiés à l'avenir.

Parmi les jeunes interrogés lors de la Rencontre des jeunes européens, 68 % estiment que l'Union devrait disposer du pouvoir de contraindre les pays à accepter davantage de réfugiés. Cet engouement pour l'accueil et l'intégration des réfugiés place les jeunes dans une position privilégiée pour jeter des ponts entre leurs communautés et les nouveaux arrivants. Le bénévolat, en particulier à l'échelon local, est un secteur dans lequel les jeunes

sont déjà très organisés; les réseaux de bénévoles ont déjà prouvé leur efficacité dans le rapprochement entre les migrants arrivés récemment et les communautés autochtones. Le Comité international de secours a mis en place un système de parrainage qui associe les bénévoles à des réfugiés récemment arrivés aux États-Unis. Ces parrains et marraines apprennent aux nouveaux arrivants à utiliser les transports en commun et leur transmettent des compétences fondamentales, comme la manière de réussir un entretien d'embauche ou d'utiliser l'internet. Au Royaume-Uni, le Réseau de soutien des réfugiés dispose depuis 2009 d'un programme similaire, destiné en priorité aux jeunes demandeurs d'asile et réfugiés du nord-ouest de Londres. D'autres actions semblables, souvent financées par des organisations locales, voient le jour partout en Europe.

Ce type de parrainage, qui associe un réfugié à un bénévole, est reconnu par les gouvernements nationaux dans toute l'Europe. Au Royaume-Uni, le ministère de la santé reconnaît l'importance du soutien individuel pour les mineurs non accompagnés demandeurs d'asile et déclare qu'au vu de la situation dans laquelle se trouvent les mineurs non accompagnés, il est recommandé de nommer un visiteur indépendant. Le parrainage figure dans la loi sur les enfants de 1989. Toutefois, rares sont les services sociaux en Europe qui proposent des programmes de parrainage aux réfugiés arrivés récemment.

Les politiques autonomes d'intégration considèrent les réfugiés comme les seuls responsables de leur intégration. De jeunes bénévoles devraient être encouragés à tisser des liens entre les résidents historiques et les nouveaux arrivants.

*« Je pense que l'Europe doit repenser la manière dont elle accueille et catégorise les migrants... Nous mettons tous ces gens dans le même panier...l'Europe a besoin d'une politique cohérente lorsqu'elle traite avec d'autres puissances internationales. » - Adam Aslam, étudiant et imam à l'université de Leeds*

### **3. Autoriser les ambassades de tous les pays d'Europe à recevoir directement les demandes d'asile afin d'éviter toute traversée dangereuse de la Méditerranée**

Au cours des dernières années, la Méditerranée est devenue une zone très risquée. Pour effectuer cette traversée dangereuse, les réfugiés qui fuient les conflits font appel à des trafiquants d'êtres humains obsédés par le profit, pour qui la sécurité n'est qu'accessoire. Trop souvent, les passagers y laissent la vie, comme lorsque que le corps d'Alan Kurdi, jeune Syrien de trois ans, s'est échoué sur une plage turque l'an dernier.

Pour mettre un terme à ces traversées illégales et dangereuses, les pays d'Europe pourraient recevoir les demandes d'asile directement depuis les régions touchées. Cela pourrait contribuer à réduire le nombre de candidats à la traversée et à leur offrir un abri sûr s'ils font leur demande de cette manière. C'est l'approche utilisée au Canada.

## 4. Encourager une éducation religieuse qui favorise l'ouverture d'esprit - tous les enfants du monde devraient bénéficier de l'égalité des chances et avoir accès à une éducation qui réaffirme l'importance de la tolérance à l'égard des personnes d'autres religions et d'autres cultures

Dans toute l'Europe, des voix s'élèvent pour affirmer que le continent est en proie à des divisions entre ses communautés. Il est certain que le nombre d'attentats terroristes islamistes perpétrés par des Européens a augmenté et que les mouvements d'extrême-droite ont le vent en poupe, contrairement au multiculturalisme.

Pour que l'Europe reste forte, il faut œuvrer davantage en faveur des relations entre les communautés.

L'un des moyens de remédier à ces divisions pourrait être de garantir l'égalité des chances en matière d'éducation dans toute l'Europe, en réaffirmant l'importance de la tolérance et de la compréhension à l'égard des personnes d'autres religions et d'autres cultures. L'Europe pourra ainsi commencer à jeter des ponts par-dessus les barrières qui ont suscité des tensions entre les communautés et à travailler vers une Europe plus tolérante et unie.



**No Hate Speech**  
@nohate\_speech

stand up against hate speech online & offline!  
#eye2016 #nohatespeech @EP\_YouthEvent  
@Youth\_Forum #yofest





## Interview: Nour Machlah

### Architecte syrien qui a demandé l'asile au Portugal en 2014

**Comment s'est passée votre arrivée en Europe il y a deux ans ?** Je ne connaissais pratiquement rien du Portugal et je ne savais pas comment les gens allaient réagir. Mais mon arrivée s'est bien passée, j'ai fait connaissance avec des Portugais et les ai trouvés très sympathiques.

### **Quel a été l'aspect le plus difficile pour vous dans votre nouveau pays ?**

J'ai rencontré plusieurs difficultés. La langue a été une d'entre elles, tout comme le manque d'informations des deux côtés; je pensais en savoir beaucoup sur l'Europe, mais je me suis aperçu que je ne connaissais presque rien et que c'était réciproque. [...]. J'ai néanmoins commencé à répondre aux questions. Lorsque les gens posent des questions, cela signifie qu'ils sont intéressés et c'est agréable.

### **Qu'avez-vous fait pour vous intégrer dans votre nouvel environnement?**

Tout est venu des habitants. Ils ont commencé à me poser des questions lorsqu'ils m'ont vu prier ou lorsque je sortais danser, car ils pensaient qu'en tant que musulman, cela m'était interdit. Nous sommes encore en train de faire connaissance, tout se passe naturellement.

**Demanderiez-vous à la société de faire quelque chose pour faciliter votre intégration?** Aux gens eux-mêmes, non. Ils sont sympathiques, respectueux et curieux de ma religion et de ma culture.

**Et de manière générale, au-delà de votre expérience personnelle, que pouvons-nous faire?** Les réfugiés devraient pouvoir se rendre dans tous les pays où se trouvent déjà des membres de leur famille. Les réfugiés qui vivent déjà en Europe peuvent aider les autres à s'installer et à s'intégrer. Je crois qu'un projet de rapprochement familial à très grande échelle est nécessaire.

### **Comment conciliez-vous la culture portugaise avec la vôtre?**

Elle est différente, mais cela signifie seulement que je dois apprendre quelque chose de nouveau. Cette attitude est indispensable si l'on ne veut pas laisser nos différences nous séparer. La beauté de l'Europe réside dans sa diversité, même si les gens ont tendance à l'oublier. Nous sommes allés jusqu'à la Lune, mais aujourd'hui nous ne sommes plus

capables d'adresser la parole à la personne qui se trouve en face de nous. Nous devons réapprendre à échanger avec les autres.

### **Approuvez-vous la manière dont l'Union réagit face à la crise migratoire?**

La réaction de certains pays n'est pas celle d'une union. Si certains pays se montrent accueillants, d'autres ferment leurs frontières. Pourquoi la plupart des gens arrivent-ils en Allemagne? Parce que l'Allemagne les accueille. Si d'autres pays étaient disposés à accepter des migrants, la pression ne s'exercerait plus seulement sur certains États. L'Union doit faire preuve de cohésion.

### **Quels bienfaits les migrants apportent-ils à l'Europe?**

Il faudra du temps avant que les gens puissent comprendre qu'ils ne sont pas là uniquement pour nous aider, mais que nous avons aussi quelque chose à offrir. Mais cela finira par se produire. Nous pouvons apprendre beaucoup sur nos cultures respectives. C'est aussi une occasion de réapprendre à être humain, car les gens oublient parfois ce dont il s'agit réellement.





**Interview: Dr Denis Mukwege**  
**Lauréat du Prix Sakharov**

**Quelles mesures la communauté internationale doit-elle prendre pour protéger ceux qui fuient les zones de guerre?**

*La communauté internationale peut venir en aide à ces réfugiés. Toutefois, nous devons garder à l'esprit une chose: notre responsabilité est avant tout d'éviter que ces conflits n'éclatent.*

*Aider les réfugiés est une bonne chose. Mais il est préférable d'empêcher l'apparition de situations qui poussent les gens à devenir des réfugiés, à abandonner tout ce qu'ils possèdent, à quitter leur pays dans le déchirement, à se tourner vers des cultures radicalement différentes et qui leur sont inconnues, vers des langues qu'ils ne parlent pas et qu'ils n'ont jamais entendues, vers des traditions et des usages qui leur sont parfaitement étrangers, ce qui revient à détruire tout ce qui fait l'identité d'une personne.*

*Par conséquent, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider une fois qu'ils ont quitté leur pays, évidemment. Mais il serait préférable et bien plus sage que la communauté internationale comprenne finalement que nous devons nous intéresser à la cause première de ces flux de réfugiés qui fuient les régions en guerre, à savoir éviter que ces conflits n'éclatent, permettre à ces gens de rester chez eux sans devoir tout abandonner pour aller chercher désespérément refuge ailleurs, car cela provoque des traumatismes qui les tourmenteront toute leur vie, tant il leur sera difficile de retrouver ce qu'ils avaient avant.*

*Voilà donc quelle devrait être la toute première mission de la communauté internationale aujourd'hui. Nous parlons beaucoup de la mondialisation; nous avons mondialisé l'économie, tout est mondialisé. Pourquoi ne chercherions-nous pas à mondialiser la prévention? Pourquoi n'essaierions-nous pas de mettre un terme à ces conflits partout dans le monde et de permettre aux habitants de rester chez eux, sans être contraints à fuir? Cela ne devrait-il pas être la toute première mission de la communauté internationale?*

*Au lieu de mondialiser l'économie, ce qui est probablement une bonne chose, pourquoi ne pas mondialiser la prévention des conflits, mettre un terme à ces affrontements et permettre à ces gens de continuer à vivre chez eux? Naturellement, une fois qu'ils sont partis, il faut les accueillir. Mais n'oublions pas que ceux qui fuient ne sont pas les seuls à se retrouver dans un environnement hostile: ceux qui les accueillent et les hébergent ne connaissent pas réellement ces nouveaux arrivants et pourraient éprouver une sorte d'hostilité à leur égard, car après tout, les réfugiés sont très nombreux à arriver en même temps.*

*C'est donc simplement une question de logique, de raison et d'humanité que de veiller à ce que la première mission de la communauté internationale, sa mission capitale, soit de prévenir les conflits.*

## Terrorisme - une occasion de mieux se comprendre

**À de nombreux égards, le terrorisme islamiste est la menace existentielle qui caractérise le monde depuis la fin de la Guerre froide. Les jeunes Européens nés depuis 1990 ont vécu sous la menace presque constante d'attentats contre la population civile, qui s'est accrue depuis l'essor du groupe «État islamique» (EI) en Syrie et en Iraq depuis 2014. De plus en plus, l'Europe semble être exposée à la menace d'attentats islamistes et constituer le principal centre de radicalisation et de départ de combattants étrangers vers ce nouveau «califat».**

La décapitation, le 19 août 2014 ou à une date proche, du journaliste américain James Foley par un terroriste cagoulé qui s'exprimait avec un accent londonien a mis la Grande-Bretagne au centre de l'actualité. L'arrestation à Molenbeek, en Belgique, de Salah Abdeslam, considéré comme le cerveau des attentats qui ont fait 137 victimes en 2015 à Paris, constitue un autre exemple glaçant de radicalisation.

Dans un rapport publié l'an dernier, le Parlement européen estimait que des milliers de jeunes Européens s'étaient rendus en Syrie pour participer à la guerre civile<sup>3</sup>.

Ce problème concerne avant tout les jeunes, qui estiment que la tendance européenne à la «diabolisation des musulmans» et la diffusion de politiques nationalistes sur tout le continent contribuent à alimenter la radicalisation islamiste au lieu de la combattre. Pour de nombreux jeunes, la radicalisation est une conséquence de l'isolement et de l'aliénation. D'autres soulignent qu'il est important de mettre en œuvre des contrôles plus stricts aux frontières européennes et de renforcer la surveillance de l'internet, en particulier les forums spécialisés protégés par mot de passe, qui engendrent radicalisation et superstitions.

Les programmes qui aident les personnes radicalisées à se réinsérer dans la société présentent un intérêt particulier.

### **5. Ouvrir les frontières intérieures et protéger les frontières extérieures pour empêcher le morcellement de l'espace Schengen tout en préservant la sécurité**

La multiplication des attentats islamistes et la peur que les flux migratoires en direction de l'Union ne dissimulent des personnes décidées à attaquer des citoyens européens ont ravivé les tensions nationalistes au sein des États membres. Cette tendance a été exacerbée par la découverte, fin 2015, qu'au moins deux des trois terroristes qui se sont fait exploser à l'extérieur du Stade de France, Paris, étaient arrivés sur l'île grecque de Leros en se faisant passer pour des réfugiés.

Bien qu'importantes, ces révélations provoquent une représentation erronée du contexte général. La majorité des extrémistes qui constituent actuellement une menace pour les citoyens européens sont endogènes. De même, les solutions proposées ne sont pas applicables dans la pratique. Même si les électeurs européens décidaient de rétablir les contrôles aux frontières, il

<sup>3</sup> Foreign fighters, Parlement européen, 2015 [format électronique] Consultable à l'adresse suivante: <<http://www.europarl.europa.eu/EPRS/EPRS-Briefing-548980-Foreign-fighters-FINAL.pdf>>

serait impossible, par exemple, de contrôler ne serait-ce que les points de passage routiers entre la Belgique et la France, qui sont près de 200. M. Abdeslam aurait échappé à plusieurs contrôles de police lors de sa fuite depuis Paris.

Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne, a déclaré que *dans un espace de libre circulation sans frontières intérieures, la responsabilité de la gestion des frontières externes de l'Europe devait être partagée*. Il a ajouté que *la crise avait clairement exposé les lacunes des mécanismes actuels destinés à garantir l'application des normes européennes*.

La solution n'est pas d'abandonner Schengen, mais de renforcer les frontières extérieures de l'Union. Cette idée est partagée par bon nombre de décideurs de haut niveau, dont la plupart sont favorables à un durcissement des contrôles aux frontières de l'Europe. L'une des préoccupations liées à cette politique est que le renforcement des frontières extérieures de l'Union nuise aux efforts humanitaires visant à accueillir les réfugiés originaires de zones de conflits et à leur donner un abri sûr. Les jeunes recommandent par conséquent des contrôles généraux aux frontières extérieures de l'Europe qui tiennent compte de l'aspect humanitaire.

## 6. Renforcer les organisations de jeunes qui proposent des activités utiles aux jeunes dont la vie a perdu tout sens

Les motifs de la radicalisation religieuse en Occident sont complexes et présentent plusieurs dimensions. Si le chômage et la discrimination sont parfois des causes directes, bon nombre de preuves suggèrent que les causes de cette radicalisation dépassent le fondamentalisme religieux et la marginalisation économique.

Au mois de juin, un rapport parlementaire français mettait l'accent sur des facteurs plus personnels: une quête existentielle d'identité et d'appartenance entreprise par des personnes souffrant d'un malaise psychologique et social<sup>4</sup>. Les personnes qui se rendent en Syrie sont souvent de petits délinquants, mais aussi parfois des jeunes issus de la classe moyenne, des jeunes filles et des convertis, explique Dounia Bouzar, responsable d'un centre de déradicalisation en France. Akbar Ahmed, ambassadeur et détenteur de la chaire Ibn Khaldun d'études islamiques de l'American University, parle d'un «effet Hemingway» en référence au voyage entrepris par l'auteur anglais Ernest Hemingway afin de prendre les armes dans la Guerre civile espagnole en raison de l'ennui que lui inspirait la vie britannique et du désir d'associer son nom à une cause. Ce malaise psychologique et social peut s'expliquer en partie par la disparition des organisations de jeunesse, qui ont laissé à de jeunes musulmans tout le temps de se radicaliser, sur l'internet et par petits groupes. Dans toute l'Europe, les organisations et les services destinés aux jeunes disparaissent rapidement, du fait de la réduction des financements publics et de l'absence d'une telle demande de la part des jeunes.

À Vilvoorde, banlieue de Bruxelles encore récemment en proie à la radicalisation islamiste, la mise en place en 2014 d'un programme destiné à donner aux jeunes musulmans voix au chapitre dans leur communauté et le lancement de programmes jeunesse visant spécifiquement à offrir aux jeunes une occupation et un passe-temps ont donné d'excellents résultats. Depuis le mois de mai 2014, aucune nouvelle recrue de l'EI n'est partie de Vilvoorde<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Auteur inconnu, 2015. «Jihad at the heart of Europe» (le Jihad au cœur de l'Europe). *The Economist*, [édition électronique] 21 novembre 2015. Consultable à l'adresse suivante: <<http://www.economist.com/news/briefing/21678840-brussels-not-just-europes-political-and-military-capital-it-also-centre-its>>

## 7. Renforcer les relations interreligieuses pour stimuler l'engagement et lutter contre la diffusion de toutes sortes de superstitions en Europe

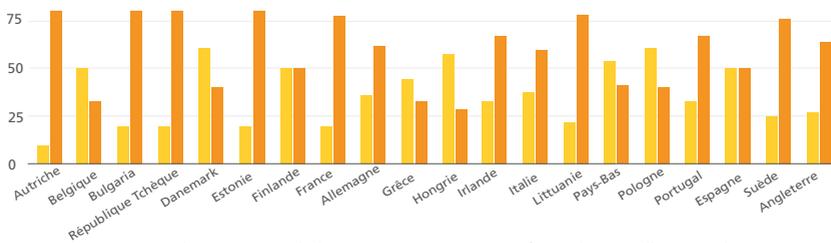
Le dialogue est la clé de toutes les relations réussies. Le silence, plus que tout autre aspect, est facteur de méfiance et de ressentiment. Cette vérité s'applique parfaitement aux relations interreligieuses, dans lesquelles l'absence de dialogue engendre non seulement la méfiance, mais aussi la radicalisation de jeunes. Les religions monothéistes occidentales partagent plus de points communs qu'elles n'ont de différences.

Le travail accompli par des jeunes de différentes religions dans le cadre du dialogue post-conflit en Bosnie-Herzégovine peut être vu comme un exemple de guérison collective grâce à la communication. Lors d'ateliers ouverts aux personnes de différentes confessions et aux athées, les participants se rassemblent pour être formés à la communication constructive et pacifique ou à l'action sociale non violente, ou tout simplement pour mieux se connaître.

Au vu du climat qui règne actuellement en Europe, le dialogue interreligieux fait face à un défi de taille, mais qui n'est pas insurmontable. Les exemples montrent que les initiatives efficaces naissent souvent de manière spontanée des mouvements de solidarité qui font suite aux attentats. Au Danemark, à la suite de l'attaque d'une synagogue en février 2015, les habitants musulmans du quartier se sont regroupés autour du lieu de culte pour témoigner de leur solidarité et protéger les fidèles contre les actes d'extrémisme.

Un facteur important du succès de ces initiatives est l'inclusion des citoyens athées dans les projets interreligieux, en particulier les citoyens qui ont une connaissance limitée des religions et pourraient éprouver une gêne face à des manifestations publiques à caractère religieux. Ce type d'action nécessite un financement public accru des groupes interreligieux de jeunes et un renforcement des initiatives telles que le Réseau européen des jeunes dirigeants interreligieux (un projet créé par le mouvement United Religions Initiative). Les jeunes sont tous du même avis: s'il existe une possibilité de dialogue interreligieux entre les jeunes, il est indispensable de l'exploiter.

*Qu'est-ce qui est le plus important? Une surveillance en ligne renforcée ou une protection accrue de la vie privée?*



Orange = Accroître la protection de la vie privée, Jaune = Renforcer la surveillance en ligne

<sup>5</sup> Cendrowicz, L., «Vilvoorde: The Brussels district fighting radicalisation with kindness» (Vilvoorde: le quartier de Bruxelles qui lutte contre la radicalisation par la gentillesse). *The Independent*, [édition électronique] 30 décembre 2015. Consultable à l'adresse suivante: <<http://www.independent.co.uk/news/world/europe/vilvoorde-the-brussels-district-fighting-radicalisation-with-kindness-a6791186.html>>



**Interview: Asmaa Jaber**  
**Enseignante en science politique à Sciences Po Paris**

**À votre avis, pour quelles raisons les jeunes rejoignent-ils des groupes radicaux?**

Ce que nous appelons aujourd'hui le radicalisme est simplement une autre forme d'attitude politique opposée au système en place. Comme son nom l'indique, une attitude opposée au système présuppose un problème avec le système, que ce soit le système politique, les règles sociales et économiques, les décisions ou autres. J'en déduis que les jeunes qui deviennent sensibles à la propagande de l'EI sont déçus, voire désespérés, par le système. Ils sont laissés en marge, discriminés et exclus, ils n'ont ni espoir, ni perspective d'avenir et ils ne savent pas comment faire face à tout cela. C'est alors que la propagande très efficace entre en jeu...

**Pensez-vous que cela soit dû à une certaine forme de frustration, ou au sentiment qu'ils ne sont pas acceptés par la société dans laquelle ils vivent?**

Personne n'a besoin d'être accepté par la société dans son ensemble. On ne peut pas plaire à tout le monde et nous avons tous nos difficultés. Mais cela devient problématique lorsque rien ne fonctionne pour une personne. Vous savez que vous fréquentez la plus mauvaise des écoles et que votre avenir, la manière dont vous êtes perçu, votre quartier et votre logement ne valent pas mieux. Lorsque vous savez que vous devez supporter ce qui se fait de pire dans tous les domaines de votre vie et que, en prime, vos chances de vous en sortir et d'améliorer ces facteurs sont presque nulles, vous êtes énervé, déçu et vulnérable à la moindre propagande hostile au système.

**Le débat a permis de souligner que l'éducation était le facteur clé dans cette problématique. Comment éduquer les jeunes afin qu'ils ne rejoignent plus les groupes radicaux?**

Je pense que la priorité absolue devrait être de mettre en œuvre des politiques plus efficaces et de se concentrer sur l'échelon local. Il est inutile de mettre l'accent sur l'éducation si ces jeunes continuent à découvrir par la suite que l'égalité des chances est une fiction. À elle seule, l'éducation ne peut pas compenser la ségrégation économique, ethnique et sociale ou l'absence totale de perspectives et d'inclusion. Toutefois, pour répondre à votre question, je recommanderais de parler aux enfants, même très jeunes, de ces sujets sensibles (l'EI, la propagande, etc.) afin de leur inoculer une sorte de vaccin politique. Au moins, la prochaine fois qu'ils en entendront parler, ils sauront déjà de quoi il s'agit et auront déjà été mis en garde. C'est tout ce que je suggérerais pour l'instant, car il est très important pour moi de donner des conseils politiques réalistes, qui puissent être appliqués dès le lendemain.

***Dans votre travail, vous vous intéressez avant tout aux enfants. Pourquoi est-il important de porter une attention particulière aux enfants en matière de radicalisation?***

*Car il vaut mieux, et de loin, prévenir que guérir, c'est-à-dire contribuer à la formation de l'identité politique et sociale d'une personne pendant qu'elle grandit, au lieu de tenter de démolir ce qui a déjà été mal construit pour le rectifier alors qu'il est déjà très tard.*

***Voyez-vous un lien entre la radicalisation et la crise migratoire actuelle?***

*Absolument aucun, sinon que les deux phénomènes peuvent être récupérés par la propagande nationaliste et populiste.*

## Unis dans la diversité - vers la fin de la discrimination moderne

**La discrimination, sous toutes ses formes, est une tâche sur la conscience et sur le tissu moral de la société européenne. C'est ce qui ressort des discussions et des débats entre les jeunes venus de toutes l'Europe pour participer à la Rencontre des jeunes européens de cette année.**

L'Europe est par essence une société multiculturelle. Sur une population de plus de 770 millions, on estime la part des minorités à environ 14 %, soit près de 105 millions de personnes. Malgré tout, le multiculturalisme, considéré pendant si longtemps comme le principal critère de l'ouverture d'esprit et de la faculté d'acceptation européennes, est de plus en plus souvent décrié. La peur du terrorisme et l'augmentation des flux migratoires en provenance de pays tiers ont poussé de larges pans de la société à réaffirmer ce qui est considéré comme ses normes et ses valeurs, ce qui a encore accentué le fossé entre «eux» et «nous».

Le multiculturalisme représente un bénéfice brut pour la société européenne. De manière générale, les migrants réussissent leur arrivée lorsqu'ils bénéficient d'une autonomie suffisante, et ils ont enrichi la culture européenne. L'essor actuel des partis nationalistes de droite dans les États membres est une tendance préoccupante, qui pourrait favoriser les attitudes négatives à l'égard des minorités. Dans ce contexte, les jeunes appellent de leurs vœux des politiques qui portent sur l'intégration en général (au lieu de favoriser une communauté plutôt qu'un autre).

Cela ne veut pas dire que les jeunes soutiennent le multiculturalisme sous toutes ses formes. Certaines pratiques culturelles étrangères n'ont pas leur place dans la société européenne: les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et les mariages forcés, entre autres, figurent parmi les exemples cités. De même, les jeunes ne croient pas qu'il revient exclusivement à la communauté dominante de lutter contre la discrimination. De par sa nature, la discrimination est un processus à double sens, il convient donc de donner davantage de responsabilités aux minorités en ce qui concerne leur intégration.

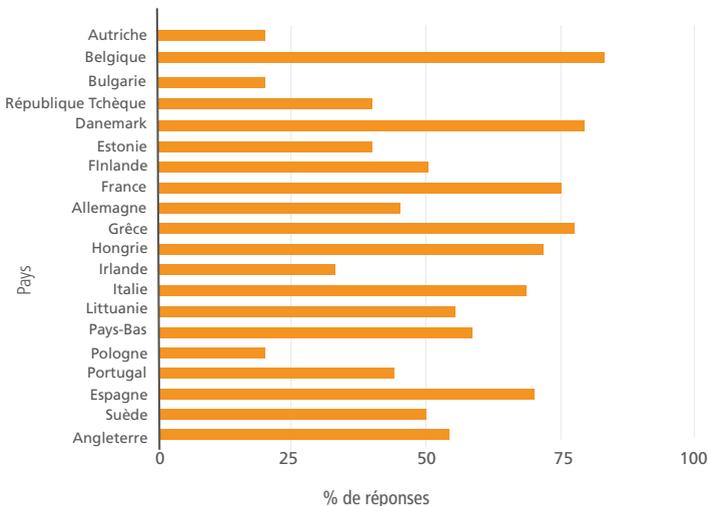
## 8. Soutenir les clubs et les associations qui jettent des ponts entre les groupes culturels dominants et minoritaires dans les écoles mixtes

L'immigration de masse a transformé les sociétés européennes: même dans les pays dont la population était autrefois homogène, comme la Suède, les personnes nées à l'étranger représentent aujourd'hui 14 % de la population. Alors que les partis nationalistes prônent implicitement et, de plus en plus souvent, explicitement l'isolement communautaire et l'absolutisme culturel, les jeunes ne partagent pas cette vision.

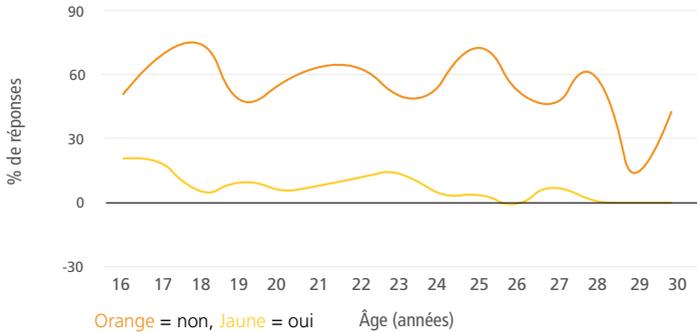
En dépit de la rhétorique de nombreux responsables politiques, l'assimilation culturelle est inévitable en Europe. Les réfugiés se mêlent aux nouveaux immigrants venus d'Europe continentale. Toutefois, et c'est déplorable, l'éducation est l'un des domaines les moins inclusifs de la société moderne. L'incapacité à jeter des ponts entre les communautés majoritaires et minoritaires au cours de ce stade de la vie engendre une vision étroite et une apathie à l'égard de l'intégration.

Les jeunes proposent que les écoles favorisent l'intégration au lieu de l'entraver et demandent que davantage soit accompli pour améliorer la mixité au sein des écoles. Parmi les activités mentionnées, la création de clubs interreligieux et interculturels au sein des écoles contribuerait à exposer les élèves à d'autres cultures et à d'autres croyances. En outre, l'existence d'écoles privées religieuses, qui ne permettent pas suffisamment à leurs élèves de découvrir et de comprendre la vie de ceux qui ont une foi différente ou qui n'ont pas de religion, est également préoccupante, car celles-ci empêchent toute intégration et perpétuent les discriminations.

*La non-intégration est le fait de la société, non des minorités elles-mêmes (par pays)*



La non-intégration est le fait de la société, non des minorités elles-mêmes (par âge)



## 9. Promouvoir les manifestations qui vont à l'encontre de la stigmatisation des personnes handicapées et qui contribuent à réfuter les idées reçues à propos des personnes handicapées dans la société européenne

La discrimination fondée sur le handicap est un véritable fléau pour la conscience morale européenne. Selon les dernières données d'Eurostat, dans les 28 États membres de l'Union, 44 millions de personnes entre 15 et 64 ans (soit 14 % de cette catégorie d'âge) indiquent éprouver des difficultés à accomplir les activités de base<sup>6</sup>, et, dans ce groupe, 35 millions de citoyens européens sont en situation de difficulté professionnelle du fait de leur handicap. Ce nombre est très probablement inférieur à la réalité, notamment compte tenu du grand nombre de personnes qui cachent leur handicap mental ou leur dépression, en particulier chez les hommes, qui sont sensiblement moins nombreux que les femmes à déclarer un handicap. Plus de trois quarts des personnes atteintes de troubles mentaux graves, et plus de 90 % de celles qui souffrent de troubles modérés, sont traités par des médecins non spécialistes ou ne suivent aucun traitement.

La discrimination des personnes atteintes de handicap se rencontre à toutes les étapes de la vie, du harcèlement entre élèves à l'accès aux transports ou aux possibilités d'emploi. Même si la plupart des États membres ont adopté des mesures pour lutter contre la discrimination fondée sur le handicap, le problème semble encore loin d'être définitivement résolu.

Les jeunes témoignent d'une certaine amélioration de la situation des personnes handicapées. Ce n'est pas en se contentant d'appliquer des politiques que l'on mettra fin aux discriminations fondées sur le handicap : il faut réussir à changer la manière de

<sup>6</sup> Eurostat, 2015. Disability statistics – prevalence and demographics. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante: <[http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Disability\\_statistics\\_-\\_prevalence\\_and\\_demographics](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Disability_statistics_-_prevalence_and_demographics)>

penser de nos sociétés. Les Jeux Invictus et les diverses compétitions paralympiques sont de parfaits exemples d'initiatives qui contribuent à changer le regard que la société porte sur les personnes handicapées.

D'après une étude publiée en 2015 par la Commission européenne, 69 % des Européens ne verraient pas d'objection à ce qu'une personne handicapée occupe de hautes fonctions dans leur pays<sup>7</sup>. Une perception plus ouverte et tolérante des maladies mentales et l'attention portée par les médias aux questions de santé mentale ont contribué à cette amélioration.

Les jeunes ont bon espoir que la discrimination fondée sur le handicap soit l'un des premiers types de discrimination à être éradiqué. Pour y parvenir, il faudra que les décideurs et les législateurs soutiennent davantage les initiatives qui contribuent à changer le regard que porte la société sur les personnes handicapées, pour que tout le monde voie la personne, non le handicap.

## **10.** Nommer des ambassadeurs de la diversité pour assurer la représentation des minorités en politique, tant au niveau local que de l'Union

S'il y a certes eu des progrès en matière de diversité au sein des institutions européennes (citons par exemple l'engagement de Jean-Claude Juncker relatif à un taux de 40 % de femmes à des postes d'encadrement supérieur au sein de la Commission), l'on reproche souvent à celles-ci de «ne pas ressembler à l'Europe»<sup>8</sup>. Cela peut donner l'impression que les institutions de l'Union sont coupées de la réalité et incapables de tenir compte des problèmes que rencontrent différentes communautés dans toute l'Union.

Une possibilité pour y remédier serait la nomination d'ambassadeurs de la diversité, afin d'améliorer le dialogue sur les questions ayant trait à la diversité et d'inciter les institutions européennes à honorer les engagements pris en faveur de la diversité, notamment en ce qui concerne le rôle des jeunes. Cela pourrait également faciliter la tenue de dialogues de haut niveau, ce qui permettrait de faire des politiques en matière de jeunesse une priorité des débats au sein de l'Union.

<sup>7</sup> Commission européenne, 2015. *Discrimination dans l'Union européenne en 2015*. Disponible en ligne à l'adresse: <<http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKey/20771>>

<sup>8</sup> Teffer, P. (année inconnue) «Diversité: la Commission européenne ne ressemble pas à l'Europe». *EU Observer*, [édition électronique] 16 mars. Consultable à l'adresse suivante: <<https://euobserver.com/institutional/132692>>



## Jeunesse, Paix et inclusion

### Commentaire du Forum européen de la jeunesse

La paix dans le monde ne se résume pas à la simple absence de conflit armé. La rencontre EYE a donc choisi d'adopter une approche plus large du thème « guerre et paix » et d'aborder ainsi des questions telles que la non-discrimination et les causes profondes de l'extrémisme violent, tout en s'attachant à analyser des conflits armés spécifiques et la réaction européenne à la crise des réfugiés.

#### Migration

La guerre en Syrie, qui fait rage depuis 2011, est à l'origine de la pire crise humanitaire qu'ait connue notre planète depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Une génération entière d'enfants et de jeunes est exposée à la guerre et à la violence, et leurs droits fondamentaux sont bafoués. La Syrie n'est pas le seul conflit en cours : plus d'une douzaine ont éclaté ces cinq dernières années, entre autres en Iraq, au Soudan du Sud et en Ukraine. Près d'un demandeur d'asile sur trois arrivé dans l'Union depuis le 1er janvier 2016 est âgé de moins de 18 ans<sup>1</sup>. Ces jeunes sont privés de leur enfance et risquent fortement de voir leurs droits bafoués ou oubliés. L'Europe n'a pas su se montrer à la hauteur, les responsables politiques ne pensant le plus souvent qu'à endiguer le flux migratoire en direction du continent. Afin de résoudre cette crise qui ne fait que s'aggraver, il conviendrait de prendre les mesures détaillées ci-dessous.

- **Veiller au respect des droits fondamentaux des demandeurs d'asile tout au long de la procédure d'asile.** Pour éviter toute nouvelle perte de vie humaine à leurs portes, l'Union européenne et ses États membres doivent veiller au respect des droits fondamentaux des demandeurs d'asile tout au long de la procédure d'asile. Il convient d'accorder une attention toute particulière aux droits de l'enfant et de veiller au respect de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant. Les intérêts de l'enfant doivent être pris en compte et il faut lui reconnaître une volonté indépendante. La détention des mineurs doit être évitée et il faut fournir un soutien psychologique digne de ce nom aux mineurs non accompagnés.
- **Agir en faveur de l'intégration des réfugiés.** L'intégration dans l'éducation, la formation professionnelle ou l'emploi devrait être facilitée dès que possible et devrait reposer sur les bonnes pratiques existantes afin de construire des sociétés inclusives qui accueillent tous les jeunes sans exception. Pour agir en faveur de l'intégration des jeunes réfugiés, il est indispensable de promouvoir celle-ci dans toute la population ainsi qu'au sein des principales structures institutionnelles : établissements scolaires, monde du travail, administrations et hôpitaux. En outre, il est important d'organiser un débat objectif, dans les médias et les milieux politiques, fondé sur la tolérance et le respect.
- **Reconnaître le rôle des jeunes et des organisations de jeunes dans l'accueil des jeunes réfugiés.** Les organisations de jeunes sont souvent en première ligne lorsqu'il s'agit d'accueillir les jeunes réfugiés et de promouvoir leur intégration. Elles organisent à cette fin des activités qui favorisent le dialogue entre les cultures et la non-discrimination tout en renforçant l'éducation à la citoyenneté. Le rôle des jeunes et des organisations de jeunes doit être davantage reconnu et mieux soutenu par les gouvernements européens.

#### Extrémisme violent

Si l'extrémisme violent lié au fondamentalisme religieux est de plus en plus préoccupant en Europe, l'on assiste également à la montée d'autres formes d'extrémisme violent, fondées sur la xénophobie ou le racisme, qui représentent une grave menace pour les sociétés démocratiques et pacifiques. Il importe d'éviter tout propos ambigu ou discriminatoire lorsqu'on s'exprime sur l'extrémisme ou la radicalisation violente. Être radical peut amener une évolution dans le bon sens en conduisant à remettre en question la pensée traditionnelle. Il faut laisser la possibilité aux idées radicales positives de s'exprimer tout en condamnant l'extrémisme violent<sup>2</sup>. Il est notamment indispensable de :

<sup>1</sup> Données du HCR <http://data.unhcr.org/mediterranean/regional.php> (consultées le 20 juin 2016).

- **s'attaquer aux causes profondes de la radicalisation violente, telles que la marginalisation des jeunes.** Afin de lutter contre l'extrémisme violent, tous les secteurs devraient coopérer pour s'attaquer aux causes profondes de la radicalisation violente, telles que la marginalisation des jeunes.
- **soutenir l'animation socio-éducative et les organisations de jeunes.** En outre, il y a lieu de soutenir l'animation socio-éducative, qui crée un environnement où les jeunes exclus de la société peuvent se sentir en sécurité.
- **investir dans une éducation de qualité (formelle et informelle).** Enfin, il est nécessaire d'investir davantage dans l'éducation de qualité, tant formelle qu'informelle, car elle promeut le dialogue entre les cultures et permet de transmettre aux jeunes des connaissances dans les domaines de la citoyenneté et des droits de l'homme.

### Non-discrimination

La discrimination est une réalité que les jeunes sont de plus en plus nombreux à subir de nos jours, malgré la législation et les engagements des États aux niveaux national, de l'Union, du Conseil de l'Europe et des Nations unies. C'est tout particulièrement le cas dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et du travail, de la liberté de circulation, de l'accès aux biens et services y compris le logement, les services sociaux et les soins de santé, ainsi que de l'accès à la finance par les services bancaires. La discrimination entraîne de lourdes conséquences car elle ralentit la transition des jeunes vers l'âge adulte et l'autonomie. Une discrimination subie dès l'enfance peut avoir des répercussions sur la santé, le bien-être, la confiance en soi et le sentiment d'appartenance à une communauté, ce qui est de très mauvais augure pour l'avenir des jeunes concernés.

- **Renforcer les politiques et la législation en matière de non-discrimination.** Le droit de l'Union interdit la discrimination fondée sur l'âge uniquement dans le domaine de l'emploi. Les États membres ne sont pas obligés de prendre des mesures de lutte contre ce type de discrimination dans d'autres domaines, tels que l'éducation, les soins de santé, la protection sociale et l'accès aux biens et services. Une proposition législative visant à élargir la protection contre la discrimination fondée sur l'âge à d'autres domaines que l'emploi a certes été présentée en 2008, mais elle demeure bloquée au Conseil. Les États membres doivent dès lors accorder de nouveau la priorité à l'adoption de la proposition de directive sur l'égalité de traitement. En outre, il y a lieu de veiller à la mise en application réelle de la législation existante, étant donné que les jeunes continuent de subir une discrimination fondée sur l'âge lors de la recherche d'un emploi.

Signalons également que, contrairement aux idées reçues, les jeunes ne représentent pas un groupe social unique et homogène, défini exclusivement par l'âge. L'identité des jeunes repose sur un ensemble complexe de facteurs, qui peut entraîner de multiples formes de discrimination ou d'oppression. Or, la législation en vigueur en matière de lutte contre la discrimination s'avère souvent peu adéquate à saisir ces formes de discrimination. Il convient d'y remédier en élargissant la définition de ce qui est considéré comme de la discrimination, par exemple en introduisant une liste ouverte de motifs de discrimination, comme le fait la convention européenne des droits de l'homme, et en appliquant la législation en matière de lutte contre la discrimination de manière à reconnaître que les pratiques discriminatoires peuvent être fondées sur plus d'un seul motif.

- **Informers les jeunes de leurs droits et de leurs voies de recours en cas de discrimination.** En outre, si les politiques et la législation en matière de lutte contre la discrimination constituent certes un point de départ utile, elles n'en doivent pas moins s'accompagner de mesures de sensibilisation des jeunes, pour que ceux-ci puissent connaître leurs droits et les voies de recours qui s'offrent à eux en cas de discrimination. Toute personne devrait disposer des connaissances nécessaires pour reconnaître la discrimination et se sentir capable d'y réagir.

<sup>2</sup> Rencontre des jeunes européens 2016. Le rôle des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent. <http://www.youthforum.org/assets/2016/05/The-Role-of-the-Youth-Sector-in-Preventing-Violent-Extremism.pdf>

# Apathie ou participation : Stratégie pour une démocratie *vivante*

*La participation démocratique des jeunes dans leur pays et au sein des organes internationaux tels que l'Union est en pleine évolution. Si les technologies numériques encouragent certes une plus grande participation au débat, la désaffection à l'égard des systèmes démocratiques formels remet en question la manière dont les décideurs politiques engagent le dialogue avec la jeune génération. L'un des problèmes est le creusement des inégalités en matière d'éducation, qui s'inscrit dans le contexte d'une prolifération de tous types d'inégalités en Europe. Pourtant, l'éducation et les technologies, à condition d'être combinées de manière créative, pourraient s'avérer une solution idéale au problème de l'apathie politique européenne.*

De nombreuses activités sur ce thème ont été organisées lors de la rencontre EYE. Les participants se sont vu demander leur avis sur la manière d'améliorer la participation démocratique à la politique et ont ensuite débattu de l'ampleur que prennent les médias numériques en politique en analysant les risques et les bénéfices. Ils ont également réfléchi à diverses nouvelles initiatives médiatiques en ligne visant à susciter une plus grande participation grâce aux tweets, aux récits en ligne, aux blogs et aux applis. Ils ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur les modes de participation qui s'offrent aux étudiants: initiation au lobbying, éducation à la citoyenneté par la pratique et autres éléments liés.

## Participation numérique – le pouvoir en quelques clics

**L'on nous assène souvent que les jeunes n'ont pas le moindre intérêt pour la politique. Pourquoi? L'un des principaux problèmes est le manque de confiance de la population dans les responsables politiques. Les jeunes, surtout, ne se sentent pas concernés parce qu'ils pensent que le gouvernement ne se préoccupe pas vraiment d'eux. En outre, la population ne comprend pas les institutions, devenues trop complexes, ni leur mode de fonctionnement, guère plus simple à leurs yeux.**

Certains sociologues pensent que seuls ceux qui se sentent déjà concernés ont recours à internet pour suivre les actualités politiques. Cependant, il est permis d'espérer qu'internet réussisse à réveiller l'intérêt des citoyens pour la politique. Internet est susceptible de permettre aux jeunes de prendre part aux débats et de faire part de leurs idées à un public plus vaste; d'être plus connectés, en somme, et de découvrir de nouvelles informations. Les outils numériques et internet peuvent-ils permettre aux jeunes de faire entendre leur voix et les rendre plus actifs dans la vie politique? Les responsables politiques et les institutions de l'Union sont-ils capables d'intéresser les jeunes grâce à internet et aux médias sociaux?



La première approche part de la base, la seconde du sommet. Nous estimons qu'elles sont complémentaires. Il ne fait aucun doute que les jeunes sont plus enclins à tirer parti des méthodes de participation moderne, du vote en ligne aux applis en passant par l'usage d'internet et les questions de sécurité. Les jeunes peuvent bénéficier des évolutions issues de la numérisation si nous adaptons celle-ci au processus électoral. En outre, les jeunes sont plus doués en informatique que la génération qui les précède. Le Parlement européen pourrait faire un effort en utilisant des applis et d'autres nouveautés techniques pour inciter davantage de jeunes à participer et pour leur parler directement des questions qui les intéressent. Tous ces avantages de la numérisation ne doivent pas en faire oublier les inconvénients. Les jeunes doivent prendre conscience des risques que comporte une participation en ligne accrue à la vie publique, ainsi que du rôle important qu'ils peuvent jouer pour signaler les menaces et les problèmes.

La numérisation occupe une place de plus en plus importante dans notre démocratie et les jeunes sont à la pointe de ce changement.

## 11. Investir dans le vote en ligne au niveau de l'Union pour un scrutin digne du XXI<sup>e</sup> siècle et une meilleure participation

La participation des jeunes au processus démocratique est faible dans toute l'Europe, tendance qui s'est confirmée lors des dernières élections au Parlement européen, en 2014. Bien que les jeunes (18-24 ans) aient une meilleure image de l'Union européenne que les autres générations, il est inquiétant que seulement 28 % des jeunes électeurs de cette tranche d'âge aient daigné mettre un bulletin dans l'urne, alors que, parmi les plus de 55 ans, en général plus eurosceptiques, 51 % des électeurs soient allés voter<sup>1</sup>.

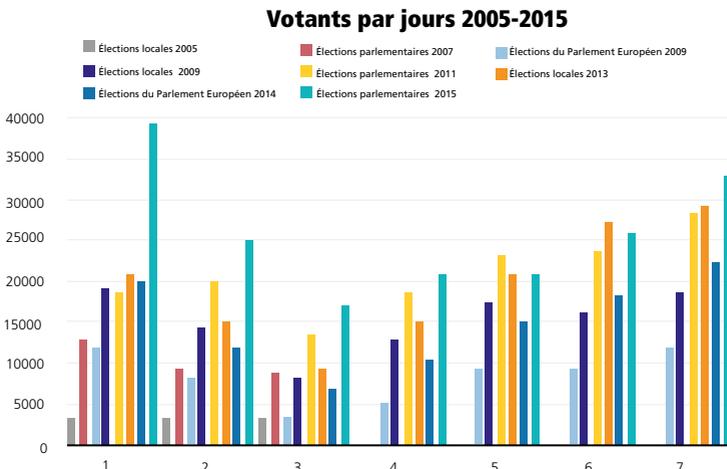
<sup>1</sup> Parlement européen, 2014. Étude post-électorale 2014. Disponible en ligne à l'adresse: <[http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2014/post/post\\_ee2014\\_sociodemographic\\_annex\\_fr.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2014/post/post_ee2014_sociodemographic_annex_fr.pdf)>

Dès lors, la question qui se pose est la suivante: comment améliorer le taux de participation – tant aux élections nationales qu’aux européennes? Le vote en ligne semble une solution intéressante, que les jeunes se disent, d’ailleurs, prêts à essayer. Après l’introduction du vote en ligne en Estonie, un nombre croissant de jeunes a commencé à s’intéresser au fonctionnement de la démocratie dans le pays. Pour pouvoir introduire le vote en ligne aux élections européennes, il faudrait tout d’abord que tous les États membres souscrivent à l’idée et mettent en œuvre les moyens nécessaires pour la concrétiser.

Un autre problème auquel le vote en ligne apporterait une solution est la participation au scrutin des étudiants engagés dans un programme Erasmus Mundus ou dans des programmes d’échange similaires en Europe. Certes, le vote par correspondance ou par procuration existe déjà; toutefois, les délais pour s’inscrire sont souvent bien en avance du jour du scrutin, ce qui fait que de nombreux électeurs finissent par ne pas voter.

La possibilité de voter en ligne signifierait que ceux qui étudient ou travaillent à l’étranger pourraient participer aux scrutins nationaux et européens sans avoir à remplir des kilomètres de formulaires. C’est une situation vraiment paradoxale: Erasmus, programme européen censé encourager la mobilité étudiante, risque de priver ceux qui y participent de leur droit de vote et de leur droit de donner leur avis sur des questions européennes. Le vote en ligne réglerait donc, on le voit, bien des problèmes pratiques. Bien sûr, il comporte lui-même son lot de difficultés, et n’est pas une panacée universelle à l’apathie des jeunes. Cependant, adapter les procédures de vote aux tendances du monde contemporain serait déjà un bon pas en avant vers la construction d’un système auquel tout le monde ait envie de participer.

Nombre d’électeurs votant en ligne en Estonie, 2005-2015<sup>2</sup>



<sup>2</sup> Vabariigi Valimiskomisjon, 2015. Statistikes sur le vote en ligne en Estonie. Disponible en ligne à l’adresse: <<http://www.wk.ee/voting-methods-in-estonia/index/statistics>>

## 12. Mettre au point une appli communautaire qui permette de proposer et de débattre des politiques en temps réel

Internet permet à des millions de personnes dans toute l'Europe de s'exprimer. Il donne l'occasion de critiquer mais aussi d'écouter. Les critiques exprimées sur internet peuvent cependant parfois prendre des airs de cacophonie, les avis et opinions novateurs ayant alors du mal à se faire entendre par-dessus le bruit de fond des propos insidieux ou du harcèlement pur et simple.

D'après des études portant sur les réseaux sociaux en période d'élections, si le taux de participation aux élections augmente chez les jeunes, ce sera en partie grâce aux réseaux sociaux – ce qui montre que leur usage est plus répandu chez les jeunes électeurs. Comment tirer parti de ce phénomène pour que les jeunes puissent donner leur avis sur des questions qui les concernent et que les responsables politiques puissent dégager les idées phares?

Une possibilité consisterait à mettre au point des applis spécialisées, telles qu'Actionbound, qui aideraient les jeunes à s'engager. À l'aide tout simplement d'un smartphone ou d'une tablette, ils pourraient prendre des photos ou filmer des vidéos pour faire passer un message sur une question politique de manière très créative. La créativité est, en effet, un outil de sensibilisation très puissant.

Une autre possibilité consisterait à créer un site web et une appli qui permettraient aux jeunes de participer à la vie publique de l'Union où qu'ils se trouvent et quand l'envie leur en prend. Une appli de ce type devrait être très simple d'utilisation et permettre aux jeunes de présenter des projets. Elle pourrait cibler non seulement un public européen, mais aussi un public local, pour attirer plus de participants. Elle permettrait également de dire si l'on aime ou si l'on déteste le projet d'un député européen, ce qui aurait pour avantage de faire entendre la voix des jeunes au cours du processus de décision européen. En complément, on pourrait imaginer une heure Twitter des députés, au cours de laquelle ces derniers répondraient aux questions posées sur les réseaux sociaux sur tout un éventail de thèmes, dialoguant ainsi davantage avec les électeurs.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la révolution internet accorde aux électeurs une chance de participer directement aux débats et de faire entendre leur voix, par réseaux et appareils électroniques interposés, auprès de ceux qui les représentent. Des innovations technologiques de cet ordre pourraient s'avérer primordiales pour inciter davantage de jeunes à s'intéresser à l'Europe et à la politique.

## 13. Améliorer l'éducation à l'internet pour rendre ce dernier plus démocratique et plus accessible

Pour rendre internet plus démocratique, il faut qu'il soit accessible par tous dans des conditions similaires, dans le cadre d'une sphère internet démocratique. Cela signifie non seulement élargir la couverture de wi-fi gratuit, mais encore veiller à ce que les bibliothèques et les écoles locales aient accès aux dernières technologies. En outre, il faudrait consentir davantage d'efforts pour faire en sorte que toutes les régions d'Europe aient accès à un haut débit de qualité et à l'internet mobile. L'éducation numérique devrait aller de pair avec ces mesures. Il s'agit d'expliquer les concepts de démocratie et de liberté d'expression appliqués à l'internet, ainsi que de fournir des méthodes de chiffrement ou d'effacement des données à caractère personnel afin de préserver le droit au respect de la vie privée.

Il faut savoir que les jeunes acceptent souvent, sans les lire parce qu'ils les jugent trop vagues ou trop longues, les conditions d'utilisation des sites web, des plateformes de réseaux sociaux ou des applis à télécharger gratuitement. Ils transfèrent ainsi, sans rémunération aucune, leurs données à caractère personnel à des organisations à but lucratif qui utilisent ou vendent ensuite ces données. Afin de protéger les internautes, l'Union devrait faire pression pour exiger que les conditions d'utilisation soient plus compréhensibles et pour que le consentement explicite de l'internaute soit nécessaire avant toute communication de données à caractère personnel à des tiers.

## Éducation politique – La voie vers la démocratie ouverte

**Apathique. Désabusée. Frustrée. L'on décrit souvent ainsi la jeunesse d'aujourd'hui. Or, les jeunes représentent l'avenir de l'Union européenne – ce sont eux qui vont hériter du projet européen. S'il est vrai que les sujets européens font souvent la une, et que de nombreux jeunes font l'expérience de l'Europe grâce à Erasmus, la méconnaissance du fonctionnement de l'Union semble néanmoins être la règle. D'après une étude réalisée par le Parlement européen, 44 % des Européens affirment ne pas comprendre le fonctionnement de l'Union<sup>3</sup>.**

Les jeunes peuvent changer la donne en participant directement. Ils peuvent transformer leurs communautés et aider ainsi l'ensemble de l'Union à évoluer pour devenir une démocratie ouverte et vivante. Un rapport publié par la Commission montre que les jeunes sont disposés à se mobiliser sur des questions de société<sup>4</sup> et qu'il faudrait récupérer cet élan pour qu'il se traduise par une plus grande participation démocratique.

Il existe donc bien une volonté de se mobiliser sur des questions de société chez les jeunes. Néanmoins, il est encore possible de faire davantage pour les éduquer sur le fonctionnement de l'Union, ce qui les pousserait à se sentir plus concernés encore et à participer plus à la démocratie. L'avenir de l'Europe est dans sa jeunesse – mettons tout en œuvre pour que celle-ci soit prête et disposée à relever les défis de demain.

### 14. Enseigner la sensibilisation et le lobbying à l'école pour faire en sorte que les jeunes participent davantage à la démocratie

Les jeunes nourrissent des espoirs pour l'avenir. Ils aimeraient pouvoir changer des situations qu'ils trouvent problématiques. La plupart du temps, ils s'en estiment incapables, parce qu'ils ne savent pas comment agir.

L'éducation politique à l'école devrait aider les jeunes à comprendre qu'ils peuvent changer la

<sup>3</sup> Parlement européen, 2016. Damian Draghici : « 44 % des Européens ne comprennent pas le fonctionnement de l'UE ». Disponible en ligne à l'adresse : <<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/20160408STO22170/Rapprocher-l'Union-europ%C3%A9enne-de-ses-citoyens-%C3%A0-travers-l'%C3%A9ducation>>

<sup>4</sup> Commission européenne, 2015. Faire participer les jeunes à la politique pour une Europe plus pacifique. Disponible en ligne à l'adresse : <<https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en/news/engaging-young-people-politics-more-peaceful-europe>>

donne et leur fournir les outils pour ce faire. L'une des manières d'inciter les jeunes à participer davantage est de promouvoir la sensibilisation et le lobbying comme des activités à part entière.

Les leçons en la matière pourraient comporter trois volets: premièrement, les participants rencontrent des spécialistes pour pouvoir se préparer comme il faut (par exemple, pour apprendre la différence entre sensibilisation et lobbying); deuxièmement, ils font part de leurs expériences dans ces domaines, de sorte à enrichir mutuellement leurs connaissances en la matière; et troisièmement, ils réfléchissent ensemble à des problèmes et à leurs solutions de manière hautement interactive et participative.

## **15. Créer un prix à la mémoire de Giulio Regeni pour permettre à davantage de jeunes de voyager pour leurs études et de mieux comprendre la société civile**

Giulio Regeni, jeune étudiant, fut brutalement assassiné en Égypte alors qu'il y poursuivait ses études. Son assassinat, très médiatisé, a provoqué une vague d'indignation dans son pays natal, l'Italie, ainsi que dans d'autres pays d'Europe.

Giulio étudiait à Cambridge et préparait une thèse sur les syndicats égyptiens dans le cadre d'un échange avec l'université américaine du Caire. Les jeunes Européens souhaitent honorer sa mémoire et célébrer son travail.

Il est donc proposé de créer un prix en l'honneur de Giulio Regeni afin d'encourager davantage de jeunes à étudier la société civile et à voyager. Une telle initiative, quoique d'envergure modeste, ferait passer un message fort en encourageant les jeunes à s'intéresser à la société civile dans le monde entier.

## **16. Enseigner la politique européenne à l'école pour faire en sorte que les jeunes participent davantage à la démocratie**

Les élèves apprennent d'importantes leçons de citoyenneté, mais rien sur la citoyenneté européenne. Une solide éducation civique sur des questions telles que le vote, la liberté d'expression et le rôle des médias peut aider les élèves à construire leur citoyenneté et les préparer à mieux comprendre l'Union européenne.

L'Union est à première vue très compliquée. Or, tout le monde sait qu'il est difficile de demander à quelqu'un d'accorder sa confiance et son soutien à quelque chose qu'il ne comprend pas forcément. Un autre problème est que la population ne fait pas la différence entre ce qui relève des États membres et ce qui relève de l'Union. Un rapport publié en 2013<sup>5</sup> montre que l'éducation aux questions européennes est incomplète et manque de précision.

Une possibilité pour aider à combler cette lacune serait d'encourager les États membres à ajouter

<sup>5</sup> ICF GHK, 2013. *Apprendre l'Europe à l'école*. Disponible en ligne à l'adresse: < <http://www.eupika.mfdps.si/Files/Learning%20Europe%20at%20School%20final%20report.pdf> >

davantage de sujets liés à l'Europe dans les programmes d'enseignement nationaux. Cette solution comporte deux volets. Premièrement, les programmes nationaux comprendraient des enseignements destinés à faire comprendre de manière approfondie le fonctionnement et les structures de l'Union européenne. Deuxièmement, un volet davantage axé sur le social, pour enseigner les valeurs communes européennes. Il ne s'agit pas d'encourager la création d'une «culture unique européenne». L'objectif est plutôt d'aider à comprendre les valeurs communes que sont la démocratie, la liberté d'expression et la liberté de la presse – d'autant plus importantes que les questions culturelles suscitent à l'heure actuelle, en Europe, bien des tensions. Sans une bonne connaissance du fonctionnement de l'Union ni une réelle conscience de la nécessité d'un débat pour créer une société européenne inclusive et engagée, le projet n'ira pas loin. En améliorant simplement l'éducation, il a une chance de pouvoir avancer.

## **17. Penser mondialement, agir localement : aider à financer un projet de trois ans destiné à former les dirigeants de demain**

La démocratie est un processus: les jeunes ne font pas que critiquer, ils savent aussi contribuer de manière constructive au débat. La démocratie est souvent liée aux questions rencontrées au niveau local, aux problèmes du quotidien.

D'autres organisations internationales ont déjà pris des initiatives en ce sens. En 2013, les Nations unies ont nommé un envoyé spécial pour la jeunesse. La même année, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) publiait un rapport intitulé «Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral<sup>6</sup>, avant d'élaborer un projet de stratégie en faveur des jeunes pour 2014-2017, dont l'objectif principal est de renforcer la participation des jeunes à la politique et aux institutions publiques. La proposition avance que nous devons cesser de débattre des problèmes rencontrés par les jeunes pour mieux leur permettre de les résoudre eux-mêmes.

Une possibilité pour renforcer la participation des jeunes serait de mettre en place un programme de trois ans destiné à lancer des campagnes et à former des jeunes pour qu'ils deviennent des dirigeants politiques. Cette initiative pourrait bénéficier de soutiens publics au niveau local par le biais de financements d'ateliers dans les écoles. Les élèves choisis comme représentants pourraient présenter leurs qualités en tant que créateurs et innovateurs alternatifs. Les campagnes et les projets devraient se fixer des objectifs précis. Il convient de faire participer les écoles et les associations locales.

Une telle démarche préventive au plus près du citoyen permettrait à toute une génération de vivre la démocratie, au lieu de seulement l'apprendre, dès le plus jeune âge. Cette initiative est inspirée du principe qui consiste à penser mondialement pour agir localement.

<sup>6</sup> PNUD, 2013. Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral. Disponible en ligne à l'adresse: <[http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Electoral%20Systems%20and%20Processes/SP\\_UN-Youth\\_Guide-LR.pdf?download](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Democratic%20Governance/Electoral%20Systems%20and%20Processes/SP_UN-Youth_Guide-LR.pdf?download)>



## Interview: Mairead McGuinness Vice-présidente, Parlement européen

### **Nombreux sont ceux qui affirment que les institutions européennes sont coupées de la réalité – que leur répondez-vous?**

*Je pense que de nombreuses personnes sont promptes à s'exprimer sur de nombreux sujets, y compris à dire qu'elles se sentent déconnectées. Parfois, je leur pose les questions suivantes: savez-vous comment fonctionnent vos pouvoirs publics locaux? Savez-vous comment fonctionne votre collectivité territoriale? Savez-vous comment on adopte des lois dans votre propre État? Et la réponse est souvent négative. Ceci dit, je suppose que Bruxelles peut sembler imposante et distante, et il faut accepter que les citoyens puissent être de cet avis. Sauf que – et c'est très intéressant, n'est-ce pas, comme phénomène – dès que quelque chose ne tourne pas rond dans leur État membre, ces mêmes citoyens se tournent souvent vers l'Union européenne pour demander de l'aide et un soutien. Le bilan est donc mitigé. Je pense que, peut-être, soit nous continuons à donner des arguments à ceux qui pensent que l'Europe se fourvoie et ne s'intéresse pas à eux, soit nous acceptons que l'Europe doit s'améliorer – ce qu'on ne peut nier. Nous ne pouvons agir que si les États membres sont d'accord, que si les députés au Parlement européen sont d'accord, mais le changement est nécessaire. Nous devons démystifier les procédures, qui ont ceci de particulier qu'elles sont compliquées. D'autre part, nous avons de bons mécanismes d'alerte rapide en place en cas de crise, qui fonctionnent très bien; souvenez-vous des affaires de sécurité des aliments ou de contamination, par exemple. C'est la preuve que dans plusieurs domaines, l'Europe a légiféré à bon escient, créé des systèmes qui fonctionnent vraiment bien et protègent notre santé et notre bien-être. Je pense qu'il serait important d'insister sur ces éléments, de parler aussi de nos valeurs, sans omettre bien sûr d'évoquer les domaines où nous essayons des échecs.*

### **L'Union européenne fait-elle le nécessaire pour inciter les jeunes à participer à la vie politique?**

*Je pense que nous pourrions mieux faire, tout au long de l'année. Plutôt que de mettre en avant une rencontre organisée en grande pompe une fois par an, nous devrions encourager les jeunes à promouvoir l'Union au sein des organisations de jeunes et les inciter à s'engager aux côtés d'autres organisations. Pas seulement parce qu'ils sont jeunes, mais surtout parce qu'ils s'intéressent à plusieurs problématiques. Il faut reconnaître que les lobbies ont poussé comme des champignons. Il fut un temps où j'essayais d'accorder un entretien à tous ceux qui demandaient à me rencontrer, mais maintenant c'est tout simplement impossible. Alors, en tant que jeune lobbyiste, il faudra trouver une autre manière de me faire parvenir l'information dont j'ai besoin. Je pourrai alors poser des questions ou prendre la décision de vous aider. Vous devez apprendre les règles du jeu. La politique, c'est du contact humain, des conversations de couloir, des échanges d'information, etc. Même si un grand nombre de réunions se déroulent à huis clos, je pense que le Parlement demeure une institution assez ouverte. Ce qui est une très bonne chose.*

## L'intégration européenne – jeter les bases d'un débat pour les générations futures

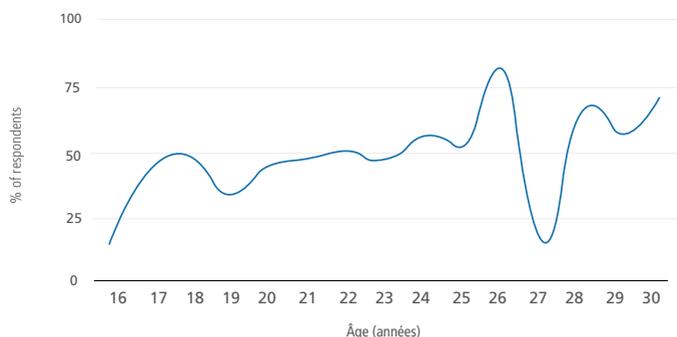
**L'Union européenne subit actuellement toute une série de pressions politiques et économiques, dont une faible croissance, un fort taux de chômage constant dans nombre de ses États membres, et la montée en puissance des partis populistes d'extrême-droite. Les citoyens de l'Union sont nombreux à avoir perdu confiance en la capacité de l'Union à résoudre les problèmes les plus urgents. La notion de déficit démocratique est désormais au cœur de bien des débats.**

Les défenseurs du projet européen, dont de nombreux jeunes, s'inquiètent d'un possible arrêt, voire d'une régression, de l'intégration européenne, dû aux multiples crises que traverse actuellement le continent. Que faire pour contrer cette tendance et renforcer au contraire l'intégration au sein de l'Union?

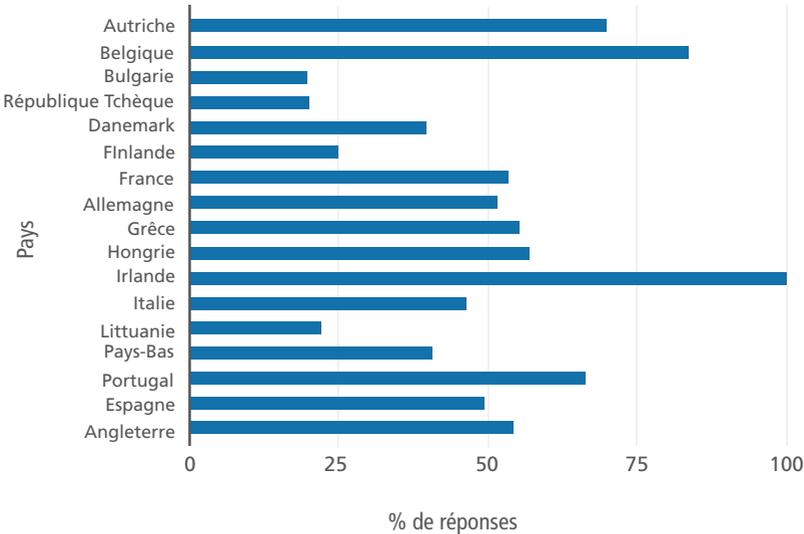
Étant donné que le manque de légitimité démocratique est l'une des objections les plus souvent opposées à une intégration européenne plus poussée, comment l'Union peut-elle s'engager sur une voie plus démocratique et plus inclusive? Plusieurs possibilités s'offrent à nous, l'une d'entre elles étant le transfert de compétences au Parlement européen en tant qu'organe élu, ce qui aiderait à approfondir l'intégration européenne. Une étape supplémentaire consisterait à instaurer des quotas visant à garantir une consultation et une représentation adéquate des jeunes. Il serait envisageable également d'élargir le programme Erasmus à d'autres élèves que ceux de l'enseignement supérieur, ce qui permettrait à l'Union d'être mieux connue et plus influente, s'attirant ainsi un plus grand soutien.

Les jeunes Européens, contrairement aux générations précédentes, sont, en grande majorité, en faveur d'une Europe plus grande et plus intégrée. Afin d'aider à consolider cette vision d'avenir, il faut prendre des mesures pour que les jeunes participent au débat et pour que les avantages de l'Union apparaissent clairement aux yeux de tous.

*L'Union ne fait pas assez pour encourager d'autres possibilités d'emploi (par âge). (Remarque: le très petit nombre de répondants âgés de 27 ans explique le plongeon soudain de la courbe)*



*L'Union ne fait pas assez pour encourager d'autres possibilités d'emploi (par pays).*



## 18. Améliorer l'apprentissage de l'anglais parlé à l'école pour permettre aux citoyens de mieux se comprendre

De nombreux citoyens de l'Union parlent correctement le français et l'anglais. Cependant, il arrive souvent que ces langues ne soient pas enseignées à un niveau suffisamment ambitieux à l'école dans les États membres, avec pour conséquence que l'accès à l'Union est plus difficile dès la première étape – celle de la communication. D'après l'Eurobaromètre de 2012 sur les langues, seuls 38 % des Européens parlent couramment l'anglais<sup>7</sup>.

Afin d'améliorer le niveau d'anglais et, ainsi, l'accès aux institutions de l'Union européenne, il convient que l'enseignement et les examens linguistiques soient plus rigoureux pour garantir que tous les Européens parlent une langue en commun, en plus de toute autre langue locale constituant leur langue maternelle. Cette action peut être mise en œuvre à l'école ainsi que pour les personnes plus âgées; des cours pourraient être proposés à toute personne souhaitant améliorer son niveau d'anglais.

<sup>7</sup> Commission européenne, 2012. *Les Européens et leurs langues* Disponible en ligne à l'adresse: <[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_386\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_386_fr.pdf)>

## 19. Améliorer la transparence et l'accessibilité des documents et de la législation de l'Union européenne afin que les jeunes puissent les comprendre et prendre part au débat

Le manque de légitimité démocratique est l'une des objections les plus souvent opposées à une intégration européenne plus poussée et à l'Union européenne d'une manière générale. Il s'agit, dans le débat, d'une idée essentielle qui consiste à dire que les décisions de l'Union européenne ne tiennent pas suffisamment compte des préférences de la population et du contrôle démocratique. De plus, il existe une forte méfiance par rapport à l'idée d'être gouverné par un organe doté de larges pouvoirs qui n'est pas directement responsable devant un parlement élu. Les décisions les plus importantes, ainsi qu'une part essentielle du processus législatif, incombent aux 28 ministres qui représentent les intérêts nationaux plutôt qu'aux représentants du Parlement européen, élus par les citoyens de toute l'Europe. L'Union européenne à laquelle de nombreux jeunes aspirent est une Union où la législation et les orientations se fondent sur les valeurs humanistes et sur le souhait de la majorité. Toutefois, c'est rarement le cas aujourd'hui et ce qui s'est passé avec le règlement (UE) n° 333/2014 de 2014 relatif aux émissions de CO<sub>2</sub> des voitures particulières peut servir d'exemple.

Dans ce contexte, que peut-on faire pour garantir la transparence et l'efficacité, et donner à l'Union européenne la légitimité démocratique dont elle a besoin? Une solution consisterait à transférer tous les droits d'élaboration de la législation du Conseil au Parlement européen. Tout texte législatif devrait en outre faire l'objet d'une procédure législative ordinaire et d'un vote à la majorité qualifiée. En plus de rendre l'Union européenne plus démocratique, cela éviterait également que les intérêts nationaux de quelques-uns ne manipulent la volonté du plus grand nombre. Si nous aspirons à un gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple, l'Union européenne doit entreprendre des réformes.

Une question qui continue de se poser et sur laquelle a insisté Johanna Nyman, présidente du Forum européen de la jeunesse, c'est que l'Union européenne dépend toujours fortement de ses États membres, notamment pour la plupart de son financement, États membres qui sont parfois réticents à coopérer.

Cette situation où les préoccupations politiques nationales sont davantage prises en considération qu'une réponse européenne paralyse par moments l'Union européenne. Les jeunes estiment qu'une plus grande intégration permettrait à l'Union européenne de résoudre les problèmes à l'échelle continentale – notamment eu égard à la crise des réfugiés actuelle.

## 20. Mise en place d'un système de quotas pour les jeunes dans les collectivités locales et les comités nationaux afin d'améliorer leur représentation

Les jeunes tendent à considérer la politique non pas comme un processus, mais plutôt comme quelque chose d'imposé. Pour changer cette vision négative, il est nécessaire d'encourager davantage les prises de décision conjointes entre les moins de 30 ans et les représentants politiques. Les jeunes peuvent jouer un rôle majeur dans les mouvements et la mobilisation en faveur de la démocratie<sup>8</sup>. De plus, il est important de rappeler que différentes cohortes d'âge

<sup>8</sup> Inter-Parliamentary Union, 2014. Youth participation in national parliaments. [online]. Available at: <[http://www.ipu.org/pdf/publications/youth\\_en.pdf](http://www.ipu.org/pdf/publications/youth_en.pdf)>

peuvent avoir des points de vue contradictoires sur les questions politiques qui concernent les dépenses sociales et les priorités budgétaires. Afin de renforcer la participation politique, la justice et la légitimité démocratique, une présence symbolique des jeunes dans les parlements ne suffit pas, ils méritent d'être associés davantage.

Pour s'assurer que les problèmes qui se posent aux jeunes sont placés au premier plan, une solution consisterait à instaurer un système européen de quotas pour les jeunes au Parlement européen et dans les parlements nationaux. Garantir aux femmes un certain pourcentage des sièges au parlement ou sur les listes électorales est un moyen efficace d'accroître leur représentation: la même logique devrait être appliquée pour la représentation des jeunes. Les problèmes que ceux-ci rencontrent ne devraient pas être débattus par d'autres, mais plutôt par des représentants des jeunes eux-mêmes qui prendraient des décisions en leur nom.

L'accent est mis depuis quelque temps sur l'importance de la diversité intergénérationnelle sur la scène politique. Par exemple, Anne Phillips, professeure à la London School of Economics, souligne dans son livre *The Politics of Presence* (La politique de la présence, 1995) que les activités et la collaboration intergénérationnelles sont importantes car susceptibles de jouer un rôle positif dans la transmission des connaissances et l'élaboration de mécanismes originaux et innovants de résolution des problèmes.

Par ailleurs, dans la publication récente intitulée *Youth Quotas and other Efficient Forms of Youth Participation in Ageing Societies* (Quotas pour la jeunesse et d'autres manières efficaces de promouvoir la participation des jeunes dans les sociétés vieillissantes, 2015), plusieurs spécialistes des sciences sociales étudient les moyens de s'assurer que les droits, les intérêts et les préoccupations des jeunes sont correctement représentés dans les démocraties occidentales. Ils présentent dans ce livre les quotas de jeunes comme une manière de lutter contre l'éventuelle marginalisation des jeunes due au vieillissement de la population et, par conséquent, à la surreprésentation des intérêts des personnes âgées. Michael Kenny, professeur à la Queen Mary University of London, insiste sur les problèmes liés à un électorat comprenant un nombre croissant de personnes âgées, ce qui crée de nouveaux déséquilibres en ce qui concerne la participation électorale, l'inscription des électeurs, le soutien aux partis ainsi que la composition sociale et générationnelle du corps législatif.

La structure démographique évolue, mais un risque d'affaiblissement de la démocratie perdurera tant que les jeunes resteront apathiques. Pour s'assurer d'y remédier, il convient d'aborder les questions qui les concernent et, pour ce faire, les quotas peuvent constituer une solution.



## 21. Étendre le programme Erasmus aux jeunes qui choisissent une autre voie que l'enseignement supérieur

L'Union européenne peut s'inquiéter de l'avenir, toutefois, le programme d'échange Erasmus reste un excellent exemple de la façon dont nous pouvons renforcer positivement l'intégration européenne. Il a été vivement recommandé par de nombreux jeunes participants, qui l'ont décrit comme un programme très enrichissant tant sur le plan culturel que personnel. Nombre d'entre eux ont ressenti qu'ils partageaient des valeurs communes avec les autres Européens rencontrés.

Cependant, le programme Erasmus est généralement proposé par les établissements de l'enseignement supérieur en tant que programme d'études. En partant d'un sentiment d'appréciation mutuelle, de nombreux participants à la rencontre EYE souhaiteraient la création d'un programme d'échange semblable à Erasmus, mais pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'étudier dans l'enseignement supérieur. Un tel programme d'échange pourrait s'intéresser à différents domaines utiles aux personnes qui travaillent dans différents types d'entreprises, y compris des petits commerces, l'hôtellerie et l'industrie automobile.

Il s'agirait d'une avancée non seulement vers une intégration plus poussée, mais aussi vers une intégration moins orientée par les «élites». «Mov'in Europe», une initiative du réseau Erasmus Student Network, étudie déjà ces possibilités, mais si elle est bien destinée aux jeunes, elle ne concerne qu'un choix très restreint de professions différentes.



### Interview: Sylvie Guillaume Vice-présidente, Parlement européen

**Selon vous, pourquoi certaines personnes pensent que leur vote ne compte pas et ne veulent pas participer à la vie politique?**

*Je pense que c'est parce qu'elles estiment ne recevoir aucune réponse ou parce qu'il y a une certaine distance entre elles et leurs représentants, les députés au Parlement européen, qui doivent accorder une plus grande attention à la jeune génération afin de bâtir entre eux une nouvelle forme de confiance. Il est certain que nous avons besoin de plus de diversité dans la représentation par les élus, mais aussi, sans aucun doute, parmi les candidats présents sur les listes européennes et prêts à prendre des responsabilités.*

<sup>17</sup>de Vreese, Boomgaarden 2005, p.60

*Je crois qu'ainsi, nous obtiendrons une plus grande diversité des représentants qui œuvrent pour la population et la société.*

***Que fait le Parlement européen, en plus d'organiser la présente rencontre, pour encourager plus de jeunes à prendre part à la politique?***

*Le Parlement européen prête une grande attention à la jeune génération dans ses politiques. Par exemple, je suis membre de la commission de la culture et de l'éducation, et je sais combien les membres de cette commission s'investissent pour écouter et soutenir les idées développées pour l'éducation des jeunes. Ainsi, les programmes et l'articulation entre l'enseignement primaire et universitaire sont des questions auxquelles les membres élus de cette commission sont attachés. Ils s'engagent davantage encore en soutenant des programmes comme Erasmus, qui permet à plus de jeunes d'étudier dans d'autres pays européens.*

*Je pense qu'il s'agit à la fois d'un intérêt commun et du souhait d'ouvrir des portes aux jeunes en Europe. C'est l'ADN du Parlement européen.*

***Que souhaiteriez-vous dire aux jeunes qui pensent que leur vote ne compte pas vraiment?***

*Je leur dirais tout d'abord qu'en n'allant pas voter, ils laissent d'autres décider à leur place. C'est le principe fondamental de la démocratie. Nous avons bataillé fermement pour conquérir le droit de vote. Les femmes françaises ne l'ont obtenu qu'assez récemment et nous nous demandons comment elles le vivaient auparavant.*

*Ce droit, formidable moyen de participer personnellement à la prise de décision, doit être exercé. Nous avons vu en 2014, lors des élections, qu'un grand nombre de sièges de représentants élus ont été pris par ceux qui sont hostiles à l'Union européenne, les europhobes et les eurosceptiques. Nous devons donc nous mobiliser pour éviter que d'autres décident à notre place puis, afin de changer le cap de l'Union européenne, dire ce que nous voulons. C'est le moment de dire à ceux qui sont élus, ou à ceux qui veulent l'être, ce que nous attendons qu'ils fassent pour nous. C'est ce qui permet de changer le cours de l'avenir. Par conséquent, je pense que vous devez absolument voter et participer. Nous devons renforcer ce projet continental, unique, original et sans égal, et tenir à une solidarité réelle entre nous, entre les 500 millions d'Européens. Faute de quoi nous perdrons et céderons face à la souveraineté nationale.*

## Les jeunes demandent une politique qui intègre davantage les jeunes!

### Commentaire du Forum européen de la jeunesse

Dans le contexte de la campagne [#YouthUp campaign](#), du Forum européen de la jeunesse, qui demande une politique qui intègre davantage les jeunes, nos recherches montrent que la jeunesse est de plus en plus en rupture avec les institutions officielles et traditionnelles de la démocratie représentative. Le taux de participation électorale baisse nettement à tous les niveaux en Europe, et ce recul est encore plus prononcé chez les jeunes électeurs: le taux d'abstention de 72 % enregistré pour les jeunes âgés de 18 à 24 ans lors de l'élection du Parlement européen en 2014 est extrêmement préoccupant.

Cette abstention est due au fait que de plus en plus de jeunes pensent que les structures officielles présentées comme la seule façon de «faire» de la politique ne fonctionnent tout simplement pas. Quand les partis s'échangent le pouvoir et que voter ne semble rien changer, il semble inefficace et déresponsabilisant de glisser un bulletin de vote dans une urne. Les jeunes sortent du système électoral, ce qui crée un cercle vicieux: les responsables politiques ont l'impression que les jeunes peuvent être ignorés, la politique s'en ressent et les jeunes sont de moins en moins représentés dans les parlements (seuls 2 % des députés européens ont moins de 30 ans). Le mécontentement et la défiance augmentent, et par conséquent, le système n'intègre pas les intérêts des jeunes et les maintient à distance des processus décisionnels.

#### Un mythe à dissiper : la jeunesse est loin d'être apathique

Nous avons constaté que les jeunes, loin d'être apathiques ou indifférents, n'ont jamais été aussi actifs sur le plan politique. S'ils rejettent les structures politiques qu'ils trouvent dépassées, ils continuent de mener une activité politique plus directe, par exemple en faisant campagne pour des causes précises, en étant bénévoles ou en participant à des organisations de jeunesse. Quand nous regardons au-delà des partis et des élections, nous observons que les jeunes sont tout autant susceptibles de manifester, de signer des pétitions, de rejoindre des mouvements sociaux et de participer à des débats – aussi bien en ligne que hors ligne – que les générations précédentes. Nous voyons les jeunes prendre les choses en main et se mobiliser massivement à l'occasion de référendums directs portant sur des questions précises, comme celui sur le mariage homosexuel en Irlande ou celui concernant l'indépendance en Écosse.

Cette activité est clairement politique et met à mal l'affirmation paresseuse selon laquelle la jeunesse est tout simplement apathique. Les milliers de jeunes présents à Strasbourg pendant la rencontre EYE, dont l'enthousiasme et les idées enrichissent le week-end, peuvent eux aussi rappeler que ce n'est pas que les jeunes ne sont pas politisés ou qu'ils s'en désintéressent, mais qu'ils rejettent juste les structures qui ne répondent pas aux attentes. Nous devons prendre en considération bien plus que la seule participation électorale lorsque nous évaluons l'engagement des jeunes. Dans la pratique, les jeunes témoignent d'une nette volonté de s'organiser, de se mobiliser et de contester le pouvoir de l'extérieur, et nos recherches mettent l'accent sur ce que les spécialistes des sciences sociales affirment depuis plus de dix ans: il existe un problème de participation politique des jeunes, mais il est exclusivement lié à la politique institutionnelle.

#### Nouvelles stratégies et remèdes miracles

L'examen des stratégies nouvelles et différentes que les jeunes appliquent en politique montre que l'internet et les réseaux sociaux jouent souvent un rôle central. Ce n'est pas étonnant, compte tenu de l'immense potentiel des outils numériques pour atteindre les jeunes, les mettre en relation les uns avec les autres et fournir un espace de découverte, de partage et d'élaboration d'idées. Toutefois, si l'internet et les réseaux sociaux peuvent être des outils importants, ils ne doivent pas être considérés comme un «remède miracle» pour une meilleure participation de la jeunesse. Comme le montrent nos recherches, ces outils reproduisent souvent les inégalités existantes, sans inclure les groupes sociaux exclus ni leur donner davantage de moyens. De même, si le vote électronique peut simplifier la participation des jeunes aux scrutins, il ne résout pas dans le fond la cause sous-jacente de l'abstention de la jeunesse. Le potentiel du vote électronique pour favoriser à lui seul la participation électorale des jeunes est limité. Le Forum européen de la jeunesse estime que toutes les voies susceptibles de rendre la politique plus innovante (plus numérique) devraient être étudiées, mais que nous devons aussi être prêts à nous attaquer aux causes profondes, comme les obstacles sociaux et économiques qui entravent la participation, notre réponse aux crises économiques ainsi que le mécontentement croissant et la défiance par rapport à la politique institutionnelle.

## La démocratie a besoin d'un coup de jeune

Ces efforts visant à favoriser la participation politique de la jeunesse sont essentiels pour que nos démocraties soient légitimes et saines. Si nous ne nous attaquons pas au problème de la sous-représentation des jeunes en politique et de la prise en compte de leurs intérêts, si nous ne reconnaissons pas leurs nouvelles méthodes et leurs convictions, les institutions politiques risquent de devenir de plus en plus distantes et anachroniques. Si une grande part de la société rejette la politique électorale, la démocratie faillit à représenter la volonté du peuple. Nous devons réagir en comblant le fossé entre les jeunes et les institutions politiques, afin de garantir que la créativité et le potentiel de ceux-ci enrichissent les processus décisionnels.

Par l'intermédiaire des organisations de jeunesse membres et des ateliers s'inscrivant dans le cadre de sa campagne de source ouverte #YouthUp, organisés dans toute l'Europe, le Forum européen de la jeunesse travaille à l'élaboration participative d'idées et de solutions possibles qui sont susceptibles de donner plus de place aux jeunes en politique. Chose importante, cette contribution est directement guidée par les jeunes – grâce aux sessions de recherche d'idées et par d'autres moyens, la campagne #YouthUp est une création commune des jeunes, qui présente les changements (grands et petits) que ceux-ci lancent eux-mêmes.

## Qu'est-ce qui peut changer?

Jusqu'à présent, parmi les idées pouvant être mises en pratique immédiatement, plusieurs se situent précisément dans la ligne des discussions menées lors de la rencontre EYE sur la participation. Une meilleure **éducation civique** peut contribuer à combler le manque de culture politique et de compétences qui entrave la participation politique des jeunes. Si les programmes scolaires jouent un rôle important, ils se concentrent souvent, en pratique, sur les détails plus factuels de la politique (comme le fonctionnement du Parlement) au lieu de mettre l'accent sur l'esprit critique, la culture démocratique et la disposition à disséquer des sujets d'actualité complexes tels que l'environnement, les droits de l'homme et la solidarité intergénérationnelle. L'éducation à la citoyenneté peut être améliorée et développée par des méthodes plus pratiques, interactives et non formelles d'« apprentissage de la démocratie », notamment grâce à des partenariats avec les organisations de jeunesse. En outre, les processus de **prise de décision participative** et les outils de codécision qui ciblent directement les jeunes peuvent favoriser leur engagement. Il peut s'agir de systèmes d'élaboration participative des budgets, par lesquels les fonds sont cantonnés, mis aux voix et alloués par les jeunes au moyen de projets lancés publiquement, ou encore d'un renforcement du rôle joué à tous les niveaux de gouvernance par les conseils de la jeunesse, dotés des financements et des compétences adéquates.

En ce qui concerne la **représentation dans les structures démocratiques**, les systèmes de quota pour les candidats ou les représentants les plus jeunes peuvent s'avérer fort utiles, comme ils l'ont été pour promouvoir la parité hommes-femmes en politique. De même, les partis politiques doivent consacrer du temps et des ressources à l'intégration des jeunes (en passant par exemple par leurs mouvements de jeunesse) et à la prise en compte de leurs priorités politiques. Quant à la réforme des **processus électoraux conventionnels actuels**, il est essentiel, pour renforcer la participation, d'informer les électeurs et de mener des campagnes d'éducation ciblées. Selon des recherches, abaisser l'âge électoral (par exemple à 16 ans, comme en Autriche) peut aussi servir: associée à une éducation civique complète, l'abaissement de la majorité électorale contribue grandement à ce que les jeunes, alors qu'ils sont encore scolarisés et vivent généralement chez leurs parents, prennent l'habitude de voter, ce qui augmente le taux de participation tout au long de la vie.

Ces suggestions ne sont pas exhaustives, mais les débats de l'EYE et, à une échelle plus large, la campagne #YouthUp proposent des changements concrets et efficaces qui peuvent aider à ramener les jeunes à la politique électorale. Il incombe aux décideurs et aux dirigeants politiques d'être à l'écoute ainsi que de prendre en compte et d'accueillir favorablement les changements majeurs et profonds, afin d'inverser la tendance des institutions politiques à s'éloigner des citoyens les plus jeunes.

# Exclusion ou inclusion : halte au **chômage** des jeunes

*L'exclusion économique des jeunes dans la société est l'un des plus grands défis auxquels l'Union européenne est confrontée. Les efforts visant à résoudre le grave problème de chômage sont entravés par la hausse des inégalités et la stagnation de l'économie. Afin de remédier à ces questions, les décideurs politiques doivent étudier tant l'offre que la demande. Côté demande, il s'agit d'améliorer le paysage économique européen, notamment pour ce qui est des emplois de début de carrière bien rémunérés pour les jeunes, et côté offre, de favoriser de meilleures compétences et un meilleur accès au travail.*

Pendant la rencontre EYE, les jeunes participants ont présenté leurs idées pour réduire le chômage des jeunes et ont débattu avec les décideurs politiques des moyens de combler l'écart de compétences qui existe entre les critères de l'enseignement et les exigences du monde du travail. Ils ont également participé à de nombreux ateliers sur Erasmus+, l'enseignement et la formation professionnels ou la reconnaissance du bénévolat et de l'enseignement non formel, ainsi qu'à un large éventail de tables rondes et d'ateliers sur l'entrepreneuriat.

## Affronter le chômage des jeunes

**Le chômage des moins de 25 ans dans l'Union est l'un des plus grands défis qui se posent à celle-ci au niveau macroéconomique. À l'échelle mondiale, les chiffres du chômage des jeunes n'ont pas beaucoup changé au cours de la dernière décennie et ne devraient pas non plus s'améliorer dans les prochaines années. Si ces taux mondiaux stagnent, ils augmentent dans l'Union européenne. Les derniers chiffres montrent que, dans les États membres de l'Union, 19,4 % des jeunes sont au chômage et à la recherche d'un emploi.**

Cette situation découle en grande partie de la crise économique de 2008-2009. Depuis la crise financière, le chômage est devenu une réelle préoccupation, surtout pour les jeunes. De nombreux employeurs renvoient d'abord ceux qui ont été recrutés en dernier, de sorte que pendant une récession, le chômage des jeunes augmente de façon disproportionnée. En Grèce et en Espagne, près de 50 % des jeunes sont sans emploi<sup>1</sup>.

L'ampleur du problème est telle que certains ont surnommé notre génération «Génération

<sup>1</sup>Eurostat, 2016. Statistiques sur le chômage. Disponibles en ligne à l'adresse: <[http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment\\_statistics](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics)>



sans emploi», ce qui rend bien compte de la gravité de la situation. Le chômage des jeunes nuit non seulement aux jeunes, mais aussi à l'ensemble des contribuables, qui finissent par en payer la note. Le chômage des jeunes ne pourra être réellement résolu que par le redressement de l'économie européenne et le déblocage des marchés du travail. Néanmoins, les jeunes proposent des solutions intéressantes, notamment en ce qui concerne la manière de réduire le décalage entre l'enseignement et le travail.

## **22. Comblent le fossé entre l'enseignement et le travail en offrant aux jeunes des possibilités de stages rémunérés et de qualité**

L'Europe est peut-être la plus grande économie du monde, mais les jeunes estiment communément qu'ils sont laissés pour compte. L'un des principaux symptômes de cette inégalité est la prolifération des stages non rémunérés, où il est demandé aux jeunes de travailler afin de gagner de l'expérience plutôt qu'un salaire. Cette situation creuse davantage les inégalités, étant donné que ceux qui peuvent se permettre de travailler sans rémunération pendant une période prolongée viennent souvent d'un milieu socioéconomique plus aisé.

Afin de lutter contre ces problèmes, l'Union devrait faire plus pour combler ce fossé, en aidant les entreprises et les institutions à offrir des possibilités d'acquérir réellement de l'expérience tout en étant rémunéré. Cela avantagerait aussi bien les entreprises que les personnes qui gagnent en expérience professionnelle, tout en rendant l'acquisition de cette dernière moins inégalitaire.

Pour y parvenir, des fonds pourraient être alloués, comme pour les stages déjà proposés par le Parlement européen.

## 23. Améliorer l'orientation professionnelle en ligne et les ressources destinées aux chômeurs afin de fournir aux jeunes des informations sur l'emploi

La lutte contre le chômage des jeunes commence par des ressources et un soutien adéquats en matière d'orientation professionnelle, ce qui n'est pas proposé aux jeunes en Europe. La «garantie pour la jeunesse», nouvelle stratégie de l'Union pour s'attaquer au chômage des jeunes, qui veille à ce que tous les jeunes de moins de 25 ans – qu'ils soient ou non inscrits auprès des services de l'emploi – reçoivent une offre concrète et de qualité dans les quatre mois suivant leur sortie du système éducatif ordinaire ou la perte de leur emploi, est encourageante mais n'a pas atteint son objectif dans la plupart des États membres. Selon les estimations de l'Union, la mise en place de dispositifs de garantie pour la jeunesse dans la zone euro représente un coût total de 21 milliards d'euros par an, soit 0,22 % du PIB, et bien que l'Union souligne, à juste titre, que le coût de l'inaction est bien supérieur, de nombreux États membres ne sont pas prêts à réaliser l'investissement nécessaire.

Lorsque la garantie pour la jeunesse ne suffit pas, il est nécessaire de proposer une aide et des conseils en matière d'orientation professionnelle. De nombreux jeunes ne sont pas satisfaits de l'accompagnement disponible à cet égard dans le secteur public, que ce soit dans le système éducatif ou d'une manière plus générale. Il est nécessaire d'investir davantage dans des centres d'orientation professionnelle et de fournir des conseils en carrière plus nuancés et globaux.

## 24. Améliorer la mobilité et le transfert de compétences afin que les jeunes Européens puissent explorer le marché de l'emploi européen

L'un des principaux problèmes du droit du travail de l'Union européenne, c'est que ce sont, en fin de compte, les droits nationaux qui priment. Cette situation constitue une possibilité manquée et empêche les jeunes sans emploi de trouver des employeurs que leurs compétences intéresseraient ailleurs en Europe. À cet égard, un domaine d'intérêt est la mobilité des qualifications professionnelles, qui devraient être transférables à travers les frontières. De cette façon, des compétences spécifiques pourraient être transférées d'un État à un autre et les jeunes spécialisés seraient en mesure de trouver un emploi dans un marché du travail européen mis en commun. De plus, des mesures supplémentaires pourraient être prises afin de publier des annonces concernant des fonctions spécifiques au niveau européen, ce qui permettrait aux employeurs et aux travailleurs de faire correspondre l'offre et la demande à l'échelle de l'Union européenne.



Young people deciding in what should we invest in the future at 'Put Your Money where Youth Is'  
#EYE2016 #YOFEST



## Interview: Allan Päll

**Secrétaire général du Forum européen de la jeunesse**

### **Comment décrirais-tu l'employabilité des jeunes en Europe aujourd'hui?**

*Nous entendons beaucoup parler de l'économie d'après-crise dans laquelle nous nous trouverions et, bien que le PIB progresse dans certains pays, cela ne se traduit pas vraiment dans les chiffres de l'emploi. L'amélioration du PIB n'a entraîné que des changements minimes dans les chiffres du chômage. Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Nous faisons une vraie fixation sur les chiffres du chômage, 25-50 %, etc., mais dans l'histoire complète, il y a aussi la population inactive qui n'entre pas dans ces taux ou les personnes qui ont, d'une certaine façon, un emploi, mais pas à plein temps ou pas de qualité. Ce qui, en fait, ne permet pas aux jeunes de prendre leur indépendance.*

### **Comment évaluerais-tu la communication qu'il devrait y avoir entre les décideurs politiques et les jeunes?**

*Toutes les solutions sont orientées vers l'offre – on s'intéresse aux compétences, à l'enseignement, au droit du travail –, mais pas vers la création d'emplois. Si tu es un jeune entrepreneur, mieux vaut ne pas y penser. Nous perpétons le mythe de l'innovation économique et des start-ups, mais pour l'immense majorité des jeunes, ce n'est pas une possibilité réaliste. Même pour ceux qui s'y essaient, c'est très précaire. Ils ont besoin de financement pour entreprendre, mais ils n'ont souvent pas de sécurité sociale, ou doivent déjà disposer d'un type de structure en place et d'un patrimoine pour pouvoir se lancer. Cela ne crée pas beaucoup de nouveaux emplois. Nous devons être très critiques par rapport à la situation actuelle sur le marché du travail, car elle va probablement empirer vu la façon dont le monde change.*

### **Peux-tu donner un exemple positif de ce que fait l'Europe en faveur de l'employabilité?**

*L'un des exemples les plus connus, bien sûr, c'est l'initiative pour l'emploi des jeunes et la garantie pour la jeunesse. Cependant, elles ne visent pas à créer des emplois, mais à s'assurer que les jeunes deviennent actifs et obtiennent une nouvelle possibilité. Un problème majeur, c'est que les jeunes sont souvent découragés par le processus de candidature à un emploi. Ils ne savent pas comment postuler et ont besoin de formations visant à leur donner davantage confiance. Quand leur première tentative d'obtenir un emploi se solde par un échec, ils ne savent pas quoi faire. Nous devons trouver une manière de contrebalancer ce sentiment, par exemple grâce à un service de conseil. La garantie pour la jeunesse introduit également certaines mesures concernant l'employeur afin d'incorporer les apprentissages. C'est un point positif et cela commence à se réaliser, même si nous ne savons pas si la politique européenne poursuivra cet effort, car des critiques se font entendre actuellement. Par ailleurs, nous avons vraiment besoin de créer de nouveaux débouchés et de nouveaux emplois pour les jeunes, ainsi que pour les personnes désavantagées sur le marché du travail.*

## Compétences – Construire les outils dont nous avons besoin pour le XXI<sup>e</sup> siècle

L'Europe pâtit d'un «décalage des compétences» entre celles acquises dans l'enseignement et celles requises dans le monde du travail. Les employeurs sont inondés de candidatures, mais se plaignent de ne pas pouvoir trouver de candidat possédant les bonnes aptitudes. McKinsey, un cabinet de conseil, signale que dans les neuf pays où il a effectué une étude approfondie (États-Unis, Brésil, Royaume-Uni, Allemagne, Inde, Mexique, Maroc, Arabie saoudite et Turquie), seuls 43 % des employeurs estiment trouver suffisamment de travailleurs qualifiés en début de carrière. En bref, trop de jeunes n'ont pas les compétences de l'emploi dans un monde où les travailleurs qualifiés manquent.

L'enseignement professionnel et numérique est un domaine prometteur qui mérite d'être pris en compte, et les pays qui ont consenti d'importants investissements dans ce secteur en récoltent les fruits. L'Allemagne possède une longue tradition d'apprentissages et d'enseignement professionnel de qualité, ce qui a contribué, ces dernières années, à réduire le chômage des jeunes malgré une croissance modeste. Il est important de ne pas considérer le déficit de compétences comme un problème qui ne touche que les jeunes. À plus d'un titre, le marché pour les diplômés est en porte-à-faux avec celui de l'éducation, et les jeunes quittent l'université et l'enseignement supérieur sans les compétences dont ils ont besoin pour travailler.

Pour y remédier, il ne s'agit pas de tirer un trait sur les formations d'excellence actuelles de l'enseignement supérieur, mais plutôt de faire concorder plus facilement celui-ci avec des solutions concrètes. De plus, la spécialisation professionnelle ne devrait pas se limiter à la promotion des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, mais devrait aussi porter sur les compétences entrepreneuriales, créatives et d'encadrement nécessaires au travail dans tous ses aspects.

### **25. Faciliter l'acquisition d'expérience professionnelle et les premières chances sur le marché du travail en renforçant la coopération entre universités et entreprises**

Comme nous l'avons déjà mentionné dans ce rapport, les jeunes constatent que l'expérience professionnelle et les stages sont de plus en plus cruciaux pour décrocher un premier emploi. Pourtant, l'expérience professionnelle peut souvent être hors de portée pour les étudiants qui suivent un enseignement à plein temps, étant donné qu'ils ne peuvent acquérir cette expérience que pendant les vacances, période qu'ils doivent toutefois consacrer à des jobs temporaires rémunérés afin de financer leurs études.

Les universités et les établissements d'enseignement supérieur devraient faire davantage pour encourager et faciliter l'expérience professionnelle, en octroyant si nécessaire des financements aux étudiants afin de leur permettre de gagner de l'expérience dans leur domaine. C'est déjà la norme dans plusieurs formations diplômantes scientifiques ou d'ingénierie, qui permettent aux étudiants de travailler un an dans leur secteur, ce qui leur donne une occasion indispensable d'acquérir des compétences essentielles en entreprise.

## 26. Exigences européennes en matière de codage afin de développer les compétences numériques essentielles dans la région

Les employeurs ont l'habitude de dire: «Vous voulez un emploi? Apprenez à programmer». Il y a une part de vérité dans cette affirmation. Pourtant, l'informatique et le codage en particulier sont rarement enseignés dans les écoles en Europe. La raison principale, c'est que les professeurs appartiennent généralement à une génération pour laquelle le codage n'était pas si courant et si important sur le plan professionnel. Il s'agit d'un défi, mais l'Union européenne doit sérieusement penser à des plans qui favorisent l'acquisition et le perfectionnement des compétences informatiques des professeurs. L'Union européenne devrait notamment regarder hors de ses frontières et constater par exemple qu'en Israël, il y a un millier de professeurs d'informatique qualifiés.

Même si la formation des professeurs constitue un obstacle, il est crucial de s'occuper sérieusement de la question de l'enseignement de la programmation si nous voulons doter une nouvelle génération d'étudiants de compétences professionnelles importantes. Cela ne veut pas dire que tous les pays devraient concevoir de la même manière leur programme de renforcement des compétences informatiques. Chaque pays élabore bien sûr son propre programme en fonction de ses besoins économiques. Par exemple, l'Estonie manque de programmeurs pour son secteur technologique en plein essor; elle met donc l'accent sur la programmation et certaines écoles enseignent cette compétence à leurs élèves dès l'âge de six ans. Le Danemark consacre davantage de temps aux questions telles que la conception d'interfaces utilisateur, qui intéresse ses grandes entreprises, ou les incidences des technologies numériques sur la société.

Indépendamment de ces différences, les jeunes estiment qu'il est important de déterminer, à l'échelle européenne, un certain niveau de base en matière d'enseignement de l'informatique. Il incombe à l'Union européenne d'imposer un critère normatif et un mécanisme d'évaluation destiné aux professeurs afin d'améliorer l'enseignement dans ce domaine.

## 27. Encourager les organisations de bénévoles et expliquer aux jeunes que le bénévolat est une voie vers l'emploi

D'après certaines études, les avantages du bénévolat peuvent aider à obtenir un emploi plus durable. Selon un rapport de l'agence américaine Corporation for National and Community Service<sup>3</sup>, les candidats ayant une expérience de bénévolat ont 27 % de chances de plus de trouver du travail. En outre, les programmes de bénévolat dans l'Union européenne sont bien établis. Toutefois, les avantages de l'expérience bénévole et les différentes méthodes de financement et de soutien disponibles pour les jeunes ne sont pas toujours bien connus. Dans une étude réalisée pour le présent rapport, il apparaît que la plupart des jeunes participant à la rencontre n'avaient jamais entendu parler du dispositif de garantie pour la jeunesse destiné aux moins de 25 ans. Ce qui suggère, dès lors, que l'Union européenne pourrait agir davantage pour promouvoir les différents dispositifs disponibles pour les jeunes.

Afin d'encourager davantage de personnes à s'engager bénévolement, une proposition serait d'inciter celles qui sont animées par des préoccupations semblables à créer leur propre organisation

<sup>3</sup>Corporation for National and Community Service, 2013. *Volunteering as a Pathway to Employment*. Disponible en ligne à l'adresse: <[http://www.nationalservice.gov/sites/default/files/upload/employment\\_research\\_report.pdf](http://www.nationalservice.gov/sites/default/files/upload/employment_research_report.pdf)>

de bénévoles. Elles pourraient bénéficier de possibilités de financement et veilleraient à ce que les jeunes acquièrent des compétences cruciales pour la vie tout en apportant leur aide dans des questions sociales qui leur soient familières ou qui aient un lien avec leur parcours.

## 28. Un système de diplôme pour l'éducation informelle afin de réduire la tendance européenne à privilégier les filières traditionnelles de l'enseignement

Bien trop souvent, de nombreux jeunes optent pour un parcours d'enseignement traditionnel qui leur promet un emploi bien rémunéré. Ce modèle peut inciter la société à ignorer certaines compétences non techniques qui seraient utiles dans le cadre du travail. De plus, beaucoup d'organisations affirment qu'en raison de la multiplication du nombre de candidats ayant une formation universitaire, il est difficile de distinguer les meilleurs. Une solution consisterait à instaurer des diplômes d'apprentissage informel afin que les employeurs puissent avoir des preuves d'un éventail plus large de compétences pour les candidats qu'ils envisagent de recruter. Cela contribuerait à créer des environnements professionnels où l'accent est autant mis sur le travail d'équipe que sur les responsabilités individuelles, ainsi qu'à diversifier les voies vers l'emploi habituelles.

### Interview: Nayim Tami

#### Étudiant d'Espagne, participant à la rencontre EYE

#### *Les stages non rémunérés devraient-ils être illégaux?*

*Absolument. Pourquoi les stages non rémunérés existent-ils?*

*Pour donner aux jeunes la chance d'acquérir de l'expérience, selon la réponse officielle. La réponse que les jeunes vous apporteront serait plutôt la suivante: si je fais un stage dans une entreprise, pas pendant ma scolarité ou mes études, mais après, ce serait pour y mettre un pied et faire du réseautage. J'espérerais aussi, par la suite, obtenir un contrat rémunéré à temps plein ou à temps partiel.*

#### *Penses-tu que le bénévolat peut constituer une passerelle entre les études et un emploi?*

*Selon moi, le bénévolat est une activité que l'on peut choisir librement, mais il ne devrait pas être lié au marché du travail. Les emplois occupés par des bénévoles, par des personnes non rémunérées, posent un très gros problème. Si nous devons avoir la possibilité de développer nos compétences et de faire du bénévolat, cela n'a pas lieu d'être dans le marché du travail, où nous devons être rémunérés pour le travail effectué.*

## Universalité du travail – relever le défi de l'accès au marché du travail et faire évoluer les mentalités

Les conditions et les modes de travail changent dans une société en constante évolution. L'Europe doit s'assurer une longueur d'avance afin de créer un environnement stable pour l'emploi. En outre, les personnes qui font face à des obstacles pour accéder au marché du travail pourraient se trouver confrontées à des problèmes supplémentaires dus à la nature de plus en plus temporaire de l'emploi. L'Europe doit permettre à tous les Européens, quelle que soit leur situation, d'accéder à l'emploi dans une société en évolution.

### 29. Centraliser la collaboration entre les ONG à l'échelle européenne afin de stimuler l'emploi et la cohésion et d'affronter les problèmes qui touchent l'Europe dans son ensemble

À l'heure actuelle, de nombreux jeunes sont laissés pour compte dans une société en constante mutation. Les raisons sont multiples: la pauvreté, le manque d'accès à l'internet, le handicap et l'exclusion, voire la discrimination pure et simple. En outre, nombre d'entre eux ont été frappés de plein fouet par les programmes d'austérité.

Renforcer la communication à l'échelle locale, régionale et nationale et investir dans celle-ci devrait être une priorité pour l'Europe. La question de l'inclusion sociale revêt une importance capitale pour l'évolution des jeunes. Le renforcement de la communication et des liens entre les ONG locales, régionales, nationales et européennes est un des moyens d'y parvenir. Par ailleurs, les programmes mis en place par l'Union européenne (tels que la garantie pour la jeunesse et Erasmus+) pourraient être mis à profit par des centres d'orientation professionnelle afin de cibler les jeunes confrontés à des défis et des obstacles particuliers en matière d'emploi. L'Union européenne doit entreprendre davantage pour que toutes les parties intéressées soient associées aux initiatives nouvelles et en cours, en étant présente sur le terrain aux côtés des jeunes et pour les jeunes.

### 30. Créer un site/une application sur les droits des jeunes afin de s'assurer qu'ils connaissent leurs droits et leurs perspectives en matière d'emploi

De nombreux jeunes qui arrivent sur le marché du travail ont l'impression de ne pas être traités de manière équitable. De nombreux pays européens appliquent un salaire minimum inférieur pour les jeunes, ce que beaucoup voient comme une injustice. Dès lors, de nombreux jeunes sont découragés par le travail et ne font pas valoir leurs droits. Il ne s'agit pas seulement de faire prendre conscience aux jeunes de leurs droits, mais également de les encourager à les exercer.

La création d'un portail européen simplifié, que les jeunes pourraient consulter pour obtenir des conseils sur leurs droits et sur les démarches à entreprendre lorsque ceux-ci sont bafoués, pourrait permettre de résoudre ce problème. Ce portail pourrait venir compléter d'autres portails ciblant les jeunes, comme le portail des CV Europass.

La création de ce portail serait un bon moyen d'encourager les jeunes à prendre les devants en cherchant des offres de qualité et à ne pas se laisser exploiter par les employeurs. Une autre solution consisterait à s'assurer que les droits des jeunes sont inscrits dans la législation de l'Union afin de créer un environnement équitable pour tous à travers l'Union européenne et de renforcer les droits des jeunes dans l'ensemble de l'Union et au-delà.

## 31. Officialiser et encourager le télétravail à travers l'Union afin de réduire le nombre de jeunes handicapés qui sont actuellement exclus du marché du travail

Le taux de chômage chez les jeunes atteint pas moins de 50% dans certaines régions d'Europe. Le marché du travail est donc particulièrement volatil, et trouver un emploi devient dès lors plus difficile. De nombreux jeunes Européens ont quitté leur pays natal pour aller étudier ou travailler dans d'autres pays de l'Union européenne offrant davantage de possibilités – une étude réalisée l'année dernière révèle que 200 000 Grecs auraient quitté leur pays à la suite de la crise financière<sup>4</sup>. Toutefois, de nombreux jeunes handicapés qui sont en mesure de travailler ou de faire des études n'ont pas la possibilité de déménager pour aller chercher du travail ou étudier. Ils sont donc injustement désavantagés sur un marché du travail déjà exigeant. Selon un rapport des Nations unies<sup>5</sup>, les personnes handicapées ont deux à trois fois plus de risques d'être touchées par le chômage – pour des raisons qui vont des stéréotypes injustes à la crainte de coûts supplémentaires pour les entreprises. Une possibilité pour régler ce problème consisterait à créer une plateforme de télétravail afin que le travail puisse dépasser les frontières au sein de l'Union. Grâce à la numérisation croissante de l'emploi, la plupart des tâches peuvent être effectuées de chez soi. Encourager les entreprises à proposer le télétravail et créer une base de données officielle reprenant ces informations pourrait contribuer à réduire le chômage des jeunes à travers l'Europe. En outre, une telle initiative pourrait créer des conditions équitables pour tous et ainsi supprimer les désavantages auxquels sont confrontées les personnes handicapées par rapport aux personnes valides.



### Interview: Athanasia Konstantinou Participante chypriote à la rencontre EYE

#### Comment résumerais-tu la situation en Europe en ce qui concerne l'accès des jeunes à l'emploi ?

*Le chômage des jeunes est un grave problème en Europe, mais j'aimerais rester positive. Nous avançons dans la bonne direction avec des projets tels que la garantie pour la jeunesse, mais nous devons aller plus loin et trouver une solution réelle aux différents*

<sup>4</sup>Smith H., 2015, «Young, gifted and Greek». The Guardian, 19 janvier. Disponible en ligne à l'adresse: <<https://www.theguardian.com/world/2015/jan/19/young-talented-greek-generation-g-worlds-biggest-brain-drain>>

<sup>5</sup>Nations unies, 2007. Employment of persons with disabilities. Disponible en ligne à l'adresse: <<http://www.un.org/disabilities/documents/toolaction/employmentfs.pdf>>

problèmes. Nous devons trouver des solutions à long terme plutôt que d'agir à court terme. Nous avons besoin d'une initiative qui ait une réelle incidence sur nos vies.

**Penses-tu que la politique de lutte contre le chômage des jeunes soit suffisamment mise en avant auprès des jeunes ?**

Je pense qu'elle n'est absolument pas mise en avant. La plupart des jeunes ne connaissent pas les programmes existants, tels que le service volontaire européen ou la garantie pour la jeunesse. Le Parlement européen et la Commission devraient faire plus pour aller au-devant des personnes et les informer de ces possibilités et de leurs droits – leur droit à l'emploi et leur droit à un revenu décent.

**Dirais-tu que les jeunes ne connaissent pas suffisamment leurs droits ?**

Ils ne connaissent pas leurs droits et c'est pourquoi ils ne les font pas valoir. Personnellement, je suis contre les stages non rémunérés. Si les jeunes étaient mieux informés de leurs droits, ils prendraient les devants et chercheraient des offres de qualité plutôt que de se laisser exploiter par les employeurs. Les entreprises exploitent souvent les jeunes parce qu'ils veulent bien travailler et acquérir des compétences et une expérience. Parfois, des jeunes sont recrutés sur des postes existants comme solution de remplacement à bas coût.

**Comment encouragerais-tu les jeunes à faire valoir leurs droits ?**

Les politiques en faveur de la jeunesse sont accessibles en ligne. Les jeunes peuvent participer à différents débats et militer pour faire valoir leurs droits. D'une manière générale, nous ne devrions pas avoir peur d'en parler; nous pouvons, par le débat, apprendre les uns des autres. Il est également important de connaître ses droits pour renforcer sa confiance en soi et se sentir en sécurité.

**Quel est le taux de chômage des jeunes dans ton pays, Chypre ?**

Il est très décevant. J'ai 22 ans et je suis stagiaire. J'effectue un stage au bureau du Parlement européen à Chypre. Le stage est rémunéré et le travail est de haute qualité. Toutefois, les jeunes ont beaucoup de difficulté à trouver un travail dans leur secteur. Ils sont déçus et certains décident de quitter le pays. Certains se sacrifient pour travailler.

**Selon toi, quelle sera la situation en Europe dans les années à venir ?**

Nous devons croire au changement, croire que nous pouvons mettre fin au chômage des jeunes et rester positifs. Nous vivons dans une période d'après-crise, donc nous pouvons aller de l'avant. À l'avenir, il est impératif que les jeunes acquièrent davantage de compétences numériques pour renforcer leurs connaissances dans ce domaine.

## Un pacte social pour l'intégration des jeunes

### Commentaire du Forum européen de la jeunesse

Parvenir à l'intégration sociale des jeunes suppose de faire en sorte que tous bénéficient d'un niveau de vie et de bien-être suffisant. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'impose si l'on veut que les citoyens européens puissent jouir pleinement de leurs droits sociaux et économiques. Cependant, à l'heure actuelle, les jeunes constituent le groupe le plus exposé au risque de pauvreté et d'exclusion sociale en Europe. À l'occasion de la rencontre des jeunes européens, des milliers de jeunes ont donc réfléchi à la question suivante: comment faire en sorte que tous les jeunes aient les mêmes chances de se construire un avenir, de devenir autonome et de prendre part à la vie de la société.

#### Enseignement

Un enseignement inclusif et de qualité constitue un élément essentiel à cet égard. Les politiques de l'éducation visent à garantir l'égalité des chances pour tous, et ce dès le plus jeune âge. Ces dernières années, on a vu apparaître en Europe des obstacles à l'accès à l'éducation, qui entravent la mise en œuvre de l'éducation pour tous.

- **Il est primordial que tous aient accès à un enseignement gratuit et de qualité.** Les politiques de l'éducation doivent favoriser l'accès à l'éducation pour tous les jeunes; il est essentiel d'éliminer les coûts liés à l'éducation, y compris les coûts cachés.
- **L'octroi d'une aide personnalisée visant à permettre aux groupes de jeunes les plus vulnérables d'avoir accès à l'éducation est la mesure la plus efficace pour réduire l'exclusion sociale.** L'accès à l'éducation pour tous est encore plus difficile à réaliser dans le cas des groupes de jeunes vulnérables : les jeunes personnes handicapées sont encore très peu nombreuses dans l'enseignement supérieur, tandis que la majorité des jeunes Roms quittent l'école prématurément.
- **La reconnaissance de l'enseignement non formel et de ses prestataires, tels que les organisations de jeunes.** Les prestataires d'enseignement non formel jouent un rôle déterminant en offrant une éducation innovante et souple aux personnes exposées au risque d'exclusion sociale. C'est pourquoi ils doivent être davantage reconnus.

#### Emploi

La crise du chômage des jeunes a également été au cœur des débats lors de la rencontre EYE. Ce problème reste d'actualité, puisque le taux de chômage des jeunes demeure très élevé dans toute l'Europe et que de nombreux jeunes n'ont pu décrocher qu'un emploi précaire ou un stage non rémunéré. La rencontre EYE a donné lieu à plusieurs idées intéressantes à cet égard :

- **La création d'emplois est essentielle.** Miser sur les emplois disponibles ne suffira pas pour donner du travail à tous les jeunes. Investir dans les secteurs présentant un potentiel élevé de création d'emplois est nécessaire si l'on veut commencer à résoudre globalement la crise du chômage des jeunes.
- **Des politiques actives de l'emploi, telles que la garantie pour la jeunesse, doivent aussi viser à l'intégration sociale.** Ces politiques doivent cibler tout particulièrement les jeunes qui sont très éloignés du marché du travail. Il est essentiel d'associer les organisations de jeunes à leur mise en œuvre et, par ailleurs, d'investir dans les services publics de l'emploi, de façon à ce que tous puissent bénéficier de conseils adaptés à leur situation.
- **Il est temps d'adopter une législation équitable concernant les stages.** Près de 50 % des stages en Europe sont non rémunérés, c'est pourquoi il est crucial d'élaborer une réglementation concernant les stages pour éviter que les jeunes ne soient exploités comme main-d'œuvre gratuite ou bon marché. Un stage doit être rémunéré et formateur, et il doit donner lieu à des perspectives d'insertion durable sur le marché du travail.

• **La solution réside notamment dans l'apprentissage et, plus généralement, dans l'enseignement et la formation professionnels.** Accroître l'offre de places d'apprentis ne suffira pas à résoudre la crise du chômage des jeunes, mais cela influera éventuellement sur les niveaux d'emploi. L'apprentissage doit être de qualité, plaçant l'apprenant au cœur de l'expérience, et il doit s'adresser à tous les jeunes.

• **Les modalités des contrats de travail doivent être équitables.** Le principe selon lequel « n'importe quel emploi fera l'affaire » n'est pas une solution car de plus en plus de jeunes ont des emplois précaires à bas salaires et pratiquement dépourvus de sécurité. Si l'on veut que les jeunes puissent sortir de la pauvreté et vivre de manière autonome, il faut leur proposer des emplois sûrs et de qualité offrant une couverture sociale.

### Services

La crise du chômage des jeunes a également mis en évidence l'inefficacité de nos systèmes de protection sociale pour les jeunes. La plupart des systèmes européens sont financés par des cotisations, ce qui fait qu'il est extrêmement difficile pour les jeunes d'avoir accès aux allocations de chômage ou à l'aide au revenu de dernier recours, de même qu'aux régimes de revenu minimum. Dans la plupart des pays de l'Union, il faut avoir travaillé pendant 12 mois pour avoir accès aux prestations de chômage. Ceci non seulement entrave la capacité des jeunes de subvenir à leurs besoins, mais compromet la viabilité de notre système de protection sociale. En effet, un grand nombre de jeunes ont des emplois à court terme ou des emplois précaires qui ne leur permettent pas de verser des cotisations sociales. Cette situation pèse lourdement sur les finances publiques, le vieillissement de notre population constituant en outre un facteur aggravant. Les décideurs européens doivent réformer nos systèmes de sécurité sociale de façon à ce que les jeunes soient mieux protégés.

• **Les stages ou apprentissages devraient être comptabilisés comme des périodes de travail ouvrant des droits aux prestations de sécurité sociale.** Cela contribuerait à permettre aux jeunes d'avoir accès aux prestations de sécurité sociale.

• **Les régimes de revenu minimum doivent être accessibles à tous, indépendamment de l'âge.** Souvent, les personnes de moins de 24 ou 25 ans n'ont pas droit au revenu minimum. Dès lors, s'ils ne parviennent pas à trouver un emploi, ils ne seront pas en mesure de subvenir à leurs besoins. Il faut abolir la discrimination fondée sur l'âge que comportent les régimes de revenu minimum.

• **Des systèmes d'aide à l'indépendance en matière de logement devraient être mis en place.** La hausse des prix de l'immobilier et l'accroissement des inégalités de revenus dû à la faiblesse des salaires ont donné naissance à la «génération colocation». Par ailleurs, les politiques qui encouragent les jeunes à continuer de vivre chez leurs parents sont discriminatoires vis-à-vis de ceux pour qui cette possibilité n'existe pas.

• **Les mesures de lutte contre le sans-abrisme des jeunes doivent être élaborées en collaboration avec les intéressés.** Le sans-abrisme des jeunes est en augmentation dans de nombreux États membres de l'Union, le risque étant de voir ces jeunes tomber dans l'exclusion à long terme. Les politiques doivent viser en priorité à fournir des logements accessibles et à agir de façon précoce pour lutter contre le sans-abrisme.

La question de l'égalité se révèle décisive quant à l'accès ou l'exclusion des jeunes. Les jeunes d'aujourd'hui sont victimes de discriminations fondées sur l'âge aux différentes étapes et phases de leur transition vers l'autonomie. Il en résulte des inégalités, notamment en matière de revenus, entre les générations, ce qui compromet à la fois l'avenir des jeunes, mais aussi celui de l'ensemble du modèle social européen. Le message de cette rencontre était que cette situation ne peut plus durer. Nous devons adapter ces systèmes défavorables aux jeunes à la réalité de la jeunesse européenne d'aujourd'hui.

# Stagnation ou innovation : Le monde du travail *de demain*

*Le monde du travail évolue rapidement. Les méthodes de travail sont remises en question par les nouveaux principes de flexibilité qui régissent notre style de vie. Le marché du travail lui-même connaît une évolution, provoquée principalement par l'avènement de l'intelligence artificielle qui menace non seulement les emplois manuels, mais également les secteurs professionnels et de services. Les palettes de compétences requises pour réussir sur ce nouveau marché évoluent également. Le numérique et l'entrepreneuriat sont deux domaines clés que les décideurs politiques ont mis trop de temps à reconnaître et à prendre en compte.*

*Sur ce thème d'avenir, les participants à la rencontre EYE ont dû répondre à de nombreuses questions: comment l'Europe peut-elle créer des emplois attractifs dans une économie et une société connectée? Comment l'ère numérique a-t-elle modifié le marché du travail et l'emploi au XXI<sup>e</sup> siècle, et quel rôle l'entrepreneuriat devrait-il jouer dans ce contexte? Les décideurs politiques sont-ils toujours bien informés lorsqu'il s'agit de réglementer les nouveaux modèles d'économie du partage? Que pouvons-nous apprendre de la Silicon Valley et en quoi pouvons-nous la dépasser? Tout au long de la manifestation, les participants ont proposé des idées pour régler toutes ces questions auxquelles les jeunes sont confrontés.*

## Nouvelles dynamiques de travail – Élaborer des lignes directrices pour un monde en mutation

Les progrès technologiques rapides ont une incidence considérable sur nos modèles socio-économiques, modifiant le marché du travail et la structure de l'environnement de travail traditionnel. Bientôt, près de 47 % des emplois seront automatisés.

S'il est vrai que cette évolution créera des possibilités uniques pour les entreprises et permettra la création de nouveaux emplois et profils, il est également possible que les êtres humains soient remplacés par des machines au travail. Selon le professeur Moshe Vardi de l'université Rice aux États-Unis, de nombreux emplois des classes moyennes actuellement occupés par des professionnels seront sous-traités à des machines dans les décennies à venir.

Comment la jeunesse européenne peut-elle aborder tous ces changements qui façonneront son avenir professionnel tout en essayant de conserver un équilibre entre vie professionnelle et vie



privée? La jeunesse européenne doit être capable de vivre dans un environnement technologique en constante évolution et, pour cela, il est essentiel que, dès le plus jeune âge, elle dispose des compétences nécessaires pour survivre sur un marché du travail fluide, notamment par le développement de l'apprentissage basé sur un projet et par l'acquisition de compétences numériques et en ligne. En outre, l'automatisation croissante des emplois se traduira par un besoin social accru, celui de s'assurer que les personnes qui ont perdu leur emploi bénéficient d'un soutien et ont la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences qui profiteront à la société dans son ensemble. Certaines villes testent déjà l'introduction d'un salaire universel afin de stimuler la créativité parmi les populations et de s'assurer que les personnes bénéficient des progrès offerts par le développement de l'automatisation et de la technologie dans l'industrie.

Toutefois, l'automatisation croissante constitue également une menace pour les droits des travailleurs. Les jeunes Européens doivent déjà composer avec des taux de chômage considérables et devront prendre part à un débat visant à adapter le droit du travail et, partant, à empêcher un «nivellement par le bas». En définitive, les jeunes sont confrontés à de nombreuses incertitudes en ce qui concerne l'avenir du marché du travail. Mais le désir existe de tirer parti des grandes avancées technologiques dans l'industrie, tout en mettant au point un système qui offre des possibilités à tous et ne remette pas en cause les droits sociaux et des travailleurs.

## **32. Stimuler l'apprentissage basé sur un projet dans les écoles afin de développer les compétences personnelles aux côtés des sciences et de la technologie**

Comme cela a été le cas pour la révolution internet, personne ne sait vraiment où le développement de la technologie nous conduira. Mais ce que l'on sait, c'est que nous devons nous préparer au changement, en particulier en ce qui concerne le type de compétences dont nous aurons besoin

sur le marché du travail de demain. Les écoles doivent par conséquent investir bien plus dans le développement et l'exploration, par les étudiants, de leurs capacités humaines uniques. Les sciences et les compétences telles que la programmation seront essentielles, mais elles devront s'accompagner de compétences personnelles comme la citoyenneté, la communication et la créativité. Un rapport de la Higher Education Academy au Royaume-Uni révèle que sur 24 000 étudiants interrogés, un quart seulement estiment qu'ils ont développé davantage leurs compétences personnelles au cours de leurs études universitaires. Le développement de telles compétences permettrait aux personnes de disposer des différents outils dont elles ont besoin pour pouvoir résoudre et analyser des problèmes dans un environnement extrêmement changeant et ambigu. Si les robots peuvent créer de la richesse, les êtres humains sont toujours ceux qui génèrent de la valeur. Pour que les étudiants développent leur esprit créatif et leurs compétences en matière de résolution de problèmes, ils doivent également pouvoir s'engager plus activement dans leur propre formation. Un moyen d'y parvenir pourrait être d'incorporer davantage l'apprentissage basé sur un projet – une méthode d'apprentissage par laquelle les étudiants explorent les problèmes et les défis du monde réel et qui met fortement l'accent sur l'imagination, la responsabilité et la capacité collaborative des étudiants. La conception d'expériences ou le développement de produits dans le cadre d'un environnement d'entreprise factice sont des exemples d'apprentissage basé sur un projet. Grâce aux progrès réalisés au niveau des technologies axées sur l'apprentissage, l'apprentissage basé sur un projet est aujourd'hui une véritable option d'enseignement. Aux États-Unis, des expériences dans le domaine de l'éducation auraient permis de mettre en évidence de nombreux éléments attestant que l'apprentissage basé sur un projet constitue une méthode efficace pour apprendre aux étudiants des processus et des procédures complexes tels que la planification, la communication, la résolution de problèmes et la prise de décisions<sup>1</sup>.

Il est plus qu'urgent de résoudre ce problème à l'heure où un grand nombre de jeunes sentent que l'enseignement classique ne les a pas assez préparés à la révolution numérique. L'apprentissage basé sur un projet pourrait s'avérer être un choix judicieux pour préparer la prochaine génération à un avenir qui s'annonce aussi excitant que complexe.

### **33. Créer un revenu minimal universel afin d'exploiter pleinement le potentiel de la révolution numérique**

Comme l'a déclaré Florian Kondert, directeur numérique au Zukunftsinstitut: «Tout ce qui peut être automatisé sera automatisé». Les technologies dont nous parlons aujourd'hui touchent à des domaines dont beaucoup pensaient qu'ils seraient toujours la chasse gardée des êtres humains. Même des professions comme la médecine et des tâches non routinières comme la conduite d'une voiture pourront être totalement automatisées. Si certains voient dans ces développements une avancée positive, qui permettra de régler des problèmes sociaux profonds et laissera davantage de temps aux loisirs tout en ouvrant la voie à des emplois plus créatifs et sociaux, une question urgente se pose:

De quoi les personnes qui ne disposent pas de compétences spécifiques vivront-elles dans un monde automatisé? D'où l'idée d'un revenu minimal pour tous qui couvrirait tous les coûts quotidiens de base, garantirait la dignité des personnes et les protégerait contre la pauvreté généralisée. En outre, la sensation de stabilité permettrait aux personnes de se choisir une carrière qui leur apporte

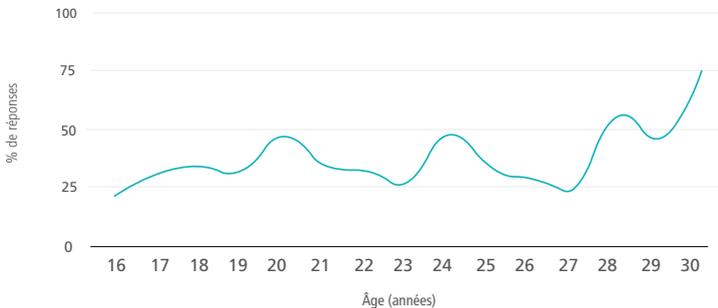
<sup>1</sup> Thomas J., 2000. A review of project-based learning. Disponible en ligne à l'adresse: < [http://www.bobpearlman.org/BestPractices/PBL\\_Research.pdf](http://www.bobpearlman.org/BestPractices/PBL_Research.pdf)>

quelque chose plutôt que de se contenter de gagner leur vie. Un autre bienfait souvent cité serait le passage à une semaine de travail allégée, qui permettrait aux personnes de passer plus de temps avec leurs pairs et leur famille.

Une question urgente se pose toutefois : où trouver l'argent nécessaire pour financer ce revenu minimal si l'on ne doit pas travailler? Jusqu'à présent, de nombreux modèles de revenu minimal se basent sur une certaine forme de fiscalité conventionnelle. Cependant, l'idée a commencé à se propager auprès du grand public et de plus en plus de propositions voient le jour<sup>2</sup>. En outre, de nombreux projets pilotes sont en cours. La Finlande et les Pays-Bas mènent déjà des essais. Le 5 juin 2016, la Suisse a voté contre l'introduction d'un modèle de revenu minimal de 1 000 à 1 500 euros par mois, mais il est clair que ce sujet est en train de faire son entrée dans les programmes nationaux.

Notons en outre que selon un récent sondage réalisé par Dalia Research, 68 % des citoyens des 28 États membres voteraient à coup sûr ou probablement pour l'introduction d'un revenu minimal universel<sup>3</sup>. L'établissement d'un revenu minimal universel contribuerait à relever les défis potentiels d'une plus grande automatisation et renforcerait dès lors l'innovation.

*Je trouve que l'idée de travailler en collaboration avec des robots est intéressante (par âge)*



 **Ian Fahey**  
@ian\_fahey94

It's not a secret that technology is taken jobs away from people. But we need more humanity in the workplace #EYE2016 #IrishEYE

 **NUIG Students' Union**  
@NUIGSU

Making robots, tea & a song for Europe - all go in the Health & Wellbeing tent! #EYE2016 #YOFest #IBackGalway

<sup>2</sup> Henry M., 2014. *How to fund a universal basic income (without scaring the horses)*. Disponible en ligne à l'adresse : <<http://basicincome.org.uk/2014/02/fund-universal-basic-income-without-scaring-horses/>>

<sup>3</sup> Jaspers N., 2016. *What do Europeans think about basic income*. Disponible en ligne à l'adresse : <[http://www.basicincome.org/wp-content/uploads/2016/05/EU\\_Basic-Income-Poll\\_Results.pdf](http://www.basicincome.org/wp-content/uploads/2016/05/EU_Basic-Income-Poll_Results.pdf)>

## 34. Faire respecter les droits des travailleurs européens car les lois existantes sont rendues obsolètes par les technologies numériques

Grâce à la révolution numérique, nous sommes plus mobiles que nous ne l'étions il y a seulement dix ans mais, parallèlement, nous évoluons également dans un environnement de travail beaucoup moins sûr. L'allongement des horaires de travail et la diminution du niveau de sécurité des contrats créent des divisions dans le monde du travail et mettent à mal l'équilibre entre vie privée et professionnelle. Si certains estiment qu'il en est simplement ainsi et que nous devons être compétitifs pour parvenir à nos fins, beaucoup de jeunes éprouvent en revanche un réel désir de renforcer la solidarité et de créer un système de travail équitable au sein d'une Europe unie. Le développement du marché du travail en soi n'est pas soumis au contrôle des États nations et de l'Union européenne. Cependant, ils peuvent faire en sorte que la législation reflète ces évolutions et que les changements opérés soient justes pour les travailleurs.

Pour cela, on pourrait notamment envisager la possibilité d'harmoniser le nombre maximal d'heures de travail dans toute l'Union. Il est très important de mettre l'accent sur un droit du travail commun à l'échelle européenne pour empêcher un « nivellement par le bas » au sein de l'Union. En outre, les entreprises qui accordent davantage d'attention à la responsabilité sociale des entreprises et qui investissent dans la reconversion de leurs travailleurs devraient bénéficier de réductions fiscales. Par le passé, les travailleurs aspiraient à un niveau de vie en augmentation tout au long de leur vie, à un équilibre sain entre vie professionnelle et vie familiale et à des conditions de travail sûres et équitables. Ces exigences sont tout aussi importantes pour les travailleurs de demain. Malgré les incertitudes, de nombreux jeunes sont optimistes quant aux possibilités futures en matière d'emploi – grâce à l'automatisation accrue et à l'éventualité d'un revenu minimal universel, il sera possible de se concentrer davantage sur les industries vertes et l'établissement de modes de travail flexibles.

Il est important de rappeler que chaque grande période d'innovation a connu sa part d'oiseaux de mauvais augure prédisant le pire pour le marché du travail mais que, par le passé, le progrès technologique n'a jamais manqué de générer des possibilités en matière d'emploi.

## Entrepreneuriat numérique – exploiter au mieux les avantages d'un monde connecté

**Le manque de possibilités d'emploi pour les jeunes, combiné à l'internet et à la révolution numérique, ont créé un environnement propice à l'établissement de nombreux jeunes entrepreneurs. Selon notre étude, 65 % des personnes interrogées aimeraient devenir leur propre chef à l'avenir. En ce sens, le contexte n'avait jamais été plus favorable pour les entrepreneurs, les institutions publiques et privées ayant réagi pour soutenir et appuyer leurs initiatives.**

**De nombreuses ressources ont été mises à la disposition des entrepreneurs, mais il semble que la coordination et la vision à long terme quant à la manière de distribuer ces ressources soient encore trop limitées, ce qui crée de la frustration chez de nombreux entrepreneurs potentiels.**

L'Europe dispose de plusieurs moyens pour encourager la formation d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. La création d'une plateforme centralisée d'informations et de soutien à la création d'une entreprise serait un coup de pouce considérable aux jeunes entrepreneurs pour les aider à trouver les informations dont ils ont besoin. En outre, compte tenu du cadre juridique régissant les faillites, beaucoup de nouvelles start-up craignent tout simplement l'échec. Plutôt que de considérer les start-up comme une fin en soi, l'Europe devrait faire plus d'efforts pour aider les jeunes entrepreneurs à tirer les leçons de leurs échecs et à puiser dans cette expérience les outils de leur réussite future.

C'est ainsi que fonctionne le modèle intelligent et innovant de la Silicon Valley : vous pouvez mettre la clé sous la porte rapidement et en limitant les frais avant de vous consacrer à de nouveaux projets plus profitables. Toutefois, l'Europe devrait aller encore plus loin et développer ce modèle en créant un environnement qui récompense également l'innovation et la créativité, en mettant moins l'accent sur l'aspect hiérarchique et en privilégiant les organisations coopératives et ouvertes. Les jeunes ont l'ambition et les idées pour réussir. L'Union européenne doit faire plus pour légiférer et soutenir la prochaine génération de chefs d'entreprises qui promettent croissance et réussite.



*L'entrepreneuriat  
m'est/m'a été enseigné à  
l'école (par pays)*

Peu  Beaucoup

## 35. Unifier les ressources et les exigences de l'entrepreneuriat pour aider les jeunes entreprises à démarrer

S'il y a une chose qu'un entrepreneur ne peut pas se permettre de perdre, c'est du temps. Pourtant, la recherche de financements de l'Union pour créer une entreprise peut s'avérer à la fois déroutante et chronophage. Les informations disponibles peuvent varier en fonction du pays, ce qui peut défavoriser certains entrepreneurs et crée un déséquilibre entre les possibilités. La création d'une base de données en ligne répertoriant tous les fonds européens disponibles ainsi que les exigences requises pour y avoir droit, et permettant de faire la demande en ligne, pourrait être un moyen de supprimer ces obstacles. Cette base de données fournirait une réponse simple aux demandes croissantes des jeunes entrepreneurs. Bien entendu, la simplification du processus de création de l'entreprise ne devrait en aucun cas dispenser de l'analyse sérieuse nécessaire pour décider ou non d'accorder une aide.

Selon le député européen Andreas Schwab, cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles beaucoup de start-up font faillite au bout d'un an à peine. Selon les jeunes créateurs d'entreprises, il serait judicieux d'associer des entrepreneurs expérimentés au processus d'élaboration lors de l'introduction d'une demande d'aide à la création d'entreprise. Un dialogue continu devrait être instauré entre le conseil responsable de l'attribution des fonds et les organisations représentantes des entrepreneurs afin d'échanger des idées et d'obtenir un retour direct.

Le développement de plateformes d'échange pour les start-up et la centralisation des connaissances et des aides relatives à la création d'entreprises sont essentiels pour encourager les jeunes entrepreneurs et pour s'assurer que les entreprises qu'ils fondent puissent se développer durablement dès le début.

## 36. Modifier la législation en matière de faillites pour permettre aux entrepreneurs de bénéficier d'une seconde chance

Dans la Silicon Valley, on essuie les échecs «rapidement et en limitant les frais». Il ne s'agit pas de se réjouir des échecs, mais d'en exploiter les aspects positifs du point de vue de l'apprentissage et de l'expérience. Si les fondateurs de start-up se réunissaient pour discuter des points positifs et des points négatifs, des leçons précieuses pourraient en être retirées. Accepter le risque d'échec et vivre avec celui-ci est une des caractéristiques de l'esprit des start-up américaines, et l'une des principales différences culturelles entre la Silicon Valley et l'Europe.

Les réglementations en matière de faillites diffèrent d'un pays à l'autre en fonction de facteurs techniques et des différences culturelles, et un pays réticent à prendre des risques est plus susceptible d'adopter des législations en matière de faillites qui font augmenter le coût d'un dépôt de bilan pour l'entrepreneur. En Europe, les fonds dont les entrepreneurs disposent proviennent pour beaucoup de prêts qu'ils doivent rembourser même s'ils font faillite. Le processus de remboursement de ces dettes est long et peut entraîner des difficultés à obtenir

de nouveaux prêts. En conséquence, les entrepreneurs potentiels renoncent à créer leur entreprise par peur de l'échec. Les échecs ne sont pas pour autant moins courants chez les jeunes entrepreneurs. D'après les statistiques, les start-up de la deuxième chance connaissent une plus grande réussite. Près de 18 % des entrepreneurs qui réussissent ont vu leur premier essai se solder par un échec<sup>1</sup>. Il semble que les politiques en Europe mettent l'accent sur la nécessité de produire des entrepreneurs plutôt que de soutenir ceux que nous avons déjà. En définitive, le cadre actuel risque d'entraver l'innovation numérique.

L'un des moyens d'y remédier pourrait être calqué sur le code de l'Inde sur les faillites (Insolvency and Bankruptcy Code) qui permet de fermer plus rapidement une jeune entreprise afin d'en créer une nouvelle. En conclusion, il est impératif de modifier la législation en matière de faillites et de « seconde chance ».

Il est nécessaire d'harmoniser à l'échelle de l'Union la législation sur les faillites et les règles en matière de liquidation, de telle sorte qu'en cas de comportement non frauduleux, toutes les procédures juridiques soient achevées dans un délai d'un an. En outre, l'Union pourrait mettre en place des programmes nationaux et régionaux ainsi que des bonnes pratiques visant à aider les entrepreneurs à briser le cycle de la stigmatisation sociale, économique et juridique. Les jeunes entrepreneurs attendent de l'Union qu'elle adopte des mesures de soutien à leur intention, lorsqu'elle entreprendra de définir précisément le rôle d'un créancier privé.

## **37. Créer des espaces de travail participatifs et plus égalitaires dans le but de renforcer les compétences entrepreneuriales des jeunes travailleurs**

Il est clairement judicieux de s'inspirer de modèles et de structures qui ont fait leurs preuves dans d'autres secteurs florissants, comme ceux de la Silicon Valley. Mais, en fait, l'Europe peut-elle faire mieux que la Silicon Valley ? Pour répondre à cette question, il faut prendre en compte deux éléments importants. Tout d'abord, le potentiel de l'Europe n'est plus à démontrer. Ensuite, il va de soi que toute idée devrait être adaptée aux spécificités qui lui sont propres et aux mutations qu'elle connaît, de façon à créer une solide niche d'inspiration.

L'Europe est actuellement en proie à d'importants changements qui peuvent ouvrir des possibilités. Citons, à titre d'exemple, l'accroissement des migrations et de la diversité. Près de la moitié des entreprises de la Silicon Valley ont été créées par des non-Américains. Le fait de sortir de sa zone de confort est source d'idées et d'inspiration. Aujourd'hui, au travail, il ne s'agit plus seulement de collaborer et de s'entendre avec des personnes de culture différente. Il faut aussi composer avec des profils professionnels différents. La révolution numérique fait appel à des profils plus spécialisés. Le monde professionnel de demain sera constitué d'équipes interdisciplinaires et interculturelles qui coopèrent en tirant parti de leurs complémentarités en termes de compétences et de perspectives pour trouver des solutions plus créatives et constructives. Donc, ce dont l'Europe a besoin, ce sont des structures de travail plus ouvertes et horizontales, qui permettent une communication renforcée se déroulant sur un pied d'égalité.

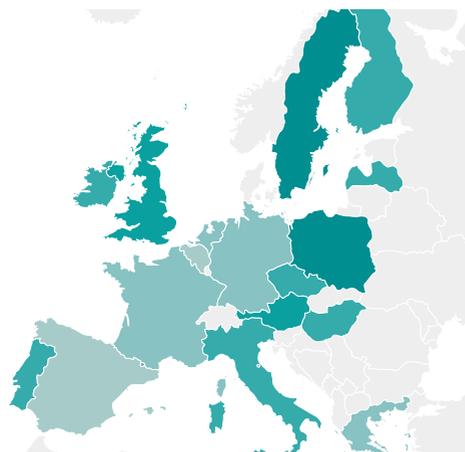
Nous devons changer la dynamique de travail au sein des entreprises, et redécouvrir la richesse des contacts en face à face entre travailleurs à tous les niveaux, de même qu'entre les personnes et les institutions. On pourrait par exemple former des cadres à de nouvelles méthodes de travail pour qu'ils aident les travailleurs à exploiter pleinement leurs talents et leurs capacités.

Un mouvement visant à faire évoluer les pratiques de management en ce sens a déjà fait son apparition. Ainsi, le management « agile » est un mode de gestion d'équipes qui vise à rendre celles-ci autonomes, aptes à collaborer et responsables<sup>2</sup>. De nombreuses jeunes entreprises appliquent ces principes, mettant en place des structures ouvertes et participatives fonctionnant en toute autonomie et sans aucune hiérarchie.

### **38. Le jumelage universitaire permet aux étudiants de suivre un cursus de premier cycle à deux endroits différents**

Étudier à l'étranger est souvent présenté comme une expérience enrichissante et divertissante pour les étudiants. En outre, les employeurs disent que les personnes ayant étudié à l'étranger possèdent bien souvent des compétences qui s'avèrent utiles dans de multiples domaines, comme l'indépendance et le leadership, la connaissance d'autres cultures et de langues étrangères. Ce sont là des qualités essentielles dans une économie de plus en plus mondialisée.

Cette possibilité pourrait être étendue à un plus grand nombre d'étudiants si l'on encourageait le jumelage d'universités avec d'autres établissements situés à l'étranger. À l'heure actuelle, le programme Erasmus permet à des étudiants de passer un semestre ou une année d'étude à l'étranger; toutefois, le jumelage d'universités permettrait à des étudiants d'effectuer la moitié de leur premier cycle dans un pays et l'autre moitié dans un autre. Ce système, qui existe déjà pour certains cursus, offre aux étudiants davantage de possibilités d'étudier dans un autre pays.



*Aimeriez-vous être votre propre patron à l'avenir? (par pays)*

Peu Beaucoup

<sup>2</sup> Méthode agile, date inconnue. The Agile Movement. Consultable en ligne à l'adresse suivante: < <http://agilemethodology.org/> >



## Interview: Jindric Fialka fondateur et PDG de Contiqua

***Dans votre allocution lors de la session interactive intitulée «Esprit d'entreprise: que jaillisse l'étincelle du génie créatif!», vous expliquez qu'il y a deux ans, une idée a germé dans votre esprit, et que vous avez décidé d'arrêter vos études pour la concrétiser. Pouvez-vous expliquer ce qui, au juste, vous a amené à prendre cette décision?***

*En général, je dis ceci: j'ai eu une idée, alors j'ai arrêté l'université, j'ai monté mon entreprise et j'ai créé quelque chose. Mais, en fait, c'est l'inverse qui s'est produit. J'ai toujours eu le sentiment que j'entreprendrais quelque chose à mon compte. Mais je ne savais pas quoi. J'ai ressenti un besoin de m'évader pour changer d'air, alors j'ai quitté l'université, ce qui m'a permis de glaner de nouvelles idées au fil de mes rencontres, et, en somme, de changer de vie. L'idée du «que faire» m'est venue six mois après.*

***Tandis que vous essayiez de faire avancer votre projet, de quelles compétences ou connaissances aviez-vous le sentiment de manquer? Et quels sont les atouts qui vous ont permis de garder le cap?*** *En fait, j'ai fait appel à mes domaines de spécialité, à ce que je connaissais de l'artisanat, mais je n'avais aucune expérience en entreprise. J'ai établi une liste des différentes tâches nécessaires pour créer une nouvelle marque. Elle comportait 20 étapes, et je me suis rendu compte que, pour 90 % d'entre elles, soit je n'avais pas les compétences requises, soit c'étaient des choses que je n'aimais pas faire. Alors, en gros, j'ai décidé de faire moi-même ce pour quoi j'étais doué ou ce qui me permettrait d'apprendre quelque chose d'intéressant et j'ai délégué le reste.*

***Pouvez-vous nous décrire une journée de travail typique? Pensez-vous qu'un entrepreneur puisse concilier vie professionnelle et vie privée?*** *Oui, j'en suis convaincu, mais d'un autre côté, je pense qu'un entrepreneur est quelqu'un qui travaille tout le temps parce qu'il aime ce qu'il fait. Pour moi, travailler, c'est mener des réflexions ou rencontrer de nouvelles personnes. Lorsque je vais à une conférence et que je rencontre des gens, cela fait partie de mon travail. Si vous voulez vraiment concilier vie professionnelle et vie privée, je vous conseille vivement de ne pas travailler depuis la maison. Je pense qu'il est important d'avoir un espace personnel pour tout, mais pas pour le travail. Je ne travaille jamais depuis la maison; je vais dans un café près de chez moi.*

***Pensez-vous qu'en Europe, les entrepreneurs reçoivent suffisamment d'aide de la part de leur pays d'origine pour créer leur entreprise (en termes de procédures administratives, financement, etc.)?*** *En République tchèque, oui, je crois qu'ils sont aidés, mais, très honnêtement, je pense que si votre idée a besoin d'un coup de pouce, c'est que ce n'est pas une bonne idée.*

***Parlons de l'avenir : où est-ce que vous vous voyez travailler dans dix ans?***

*Je crois que j'ai besoin d'un changement dans mon entreprise. J'ai toujours voulu faire quelque chose de positif pour l'homme ou pour l'environnement, peu importe quoi. Alors,*

*J'ai commencé à créer des objets à partir de déchets; c'est super, mais c'est un processus qui a des limites, qui est du coup moins modulable ou, en tout cas, pas assez rapide à mon goût. Après cela, j'aimerais faire quelque chose de complètement différent dans le domaine des technologies. Peut-être étudier des solutions pour les villes intelligentes ou développer une application. C'est vrai que j'ai dit un jour que je ne me voyais pas concevoir une application informatique... moralité, on ne sait jamais. Je pense que l'avenir se trouve dans les technologies. Des technologies plus rapides, plus adaptables.*

## La nouvelle économie - élargir l'impact des innovations technologiques

**Les citoyens sont de plus en plus sensibilisés aux questions éthiques, tels que la durabilité, le commerce équitable et les innovations technologiques. Ceci a donné lieu à l'émergence de nouveaux modèles économiques, offrant toute une gamme de nouvelles options pour les travailleurs et les consommateurs. Si ces modèles favorisent la mise en place de structures plus équilibrées et renforcent la capacité de décision des citoyens ainsi que d'autres valeurs, comme le partage et la cocréation, ils ne mettent nullement à l'abri d'une réglementation injuste ou d'éventuels abus de droits.**

Les jeunes ont besoin d'être informés au sujet des différents modèles économiques qui existent, et il faut veiller à intégrer cette dimension dans les programmes de formation. L'économie du partage est seulement en train de se doter d'un cadre juridique et, dès lors, on passe à côté de certains des avantages potentiels pour la société. Il est plus urgent que jamais d'intégrer ces activités dans le système fiscal.

Ce qui manque aux jeunes, ce sont des forums grâce auxquels influencer la prise de décisions au niveau mondial. Un projet d'entreprises «junior» mené localement au niveau des universités pourrait aider à rapprocher les jeunes du processus de prise de décisions.

### **39. Améliorer la formation et la sensibilisation aux nouveaux modèles économiques afin de stimuler l'innovation dans ce secteur clé**

À propos des nouvelles structures économiques, comme les sociétés coopératives, l'idée répandue est que les jeunes ne comprennent pas leur fonctionnement. Un grand nombre d'entre eux sont attirés par les statistiques qui laissent entendre que ces modèles ont conservé leur vigueur en période de crise, générant des emplois en continu, dont près de 50 % sont occupés par des femmes<sup>2</sup>.

<sup>2</sup>Organisation internationale du travail, 2015. Une étude en ligne montre une participation croissante des femmes dans les coopératives. Disponible en ligne à l'adresse suivante: <[http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_349694/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_349694/lang--fr/index.htm)>

Ce que les jeunes apprécient dans les sociétés coopératives, ce sont leurs valeurs, la dynamique équilibrée et participative qui les caractérise, et les incidences qu'elles ont dans leurs secteurs. Dans notre enquête, 62 % des jeunes ont indiqué qu'ils préféreraient travailler pour une entreprise sociale que pour une entreprise à but lucratif.

Un moyen de pallier le manque de connaissance à propos de ces nouveaux modèles économiques serait de les intégrer dans les programmes de formation, afin que les établissements scolaires puissent combler cette lacune. Cela permettrait de promouvoir l'éducation et de consacrer des moyens permettant aux jeunes d'envisager la mise en place de structures économiques plus durables. À l'heure actuelle, les écoles et les universités offrent peu de formations, voire aucune, dans ce domaine. En outre, il semble que le rôle des coopératives soit méconnu; nombreux sont ceux qui pensent que les coopératives relèvent du domaine agricole et n'ont aucun lien avec l'industrie. En général, les jeunes souhaitent avoir un meilleur contrôle et une plus grande influence sur leur travail. Ils veulent que leur activité professionnelle ait une incidence sociale.

## **40.** Intégrer l'économie du partage dans le système fiscal afin de pouvoir tirer parti des avantages sociaux qui y sont associés

Le commerce équitable et l'économie du partage apportent des avantages considérables dans une société mondialisée. Les jeunes veulent assumer des responsabilités et favoriser les comportements conduisant à la mise en place d'un système plus équitable et plus durable.

Selon Édouard Martin, député au Parlement européen, le secteur du commerce équitable a progressé d'environ 17 % en 2015. Par ailleurs, 76 % des jeunes ont répondu favorablement à la question de savoir s'ils utilisaient régulièrement les plateformes numériques collaboratives pour louer ou vendre des produits et des services. Ces chiffres montrent clairement que ce mouvement n'est nullement temporaire. C'est pourquoi il est temps de créer un cadre juridique adapté aux entreprises de cette nature. Cette tâche s'annonce ardue, mais plusieurs jeunes ont d'ores et déjà présenté des propositions enthousiastes. Karim Mustaghni, directeur du pôle de Francfort de Global Shapers, explique que les recettes fiscales générées par l'économie du partage peuvent contribuer à deux objectifs: améliorer la réglementation et investir dans l'entrepreneuriat.

Mustaghni a demandé à des utilisateurs d'Airbnb s'ils étaient prêts à payer des taxes plus élevées pour ce service s'ils savaient que cela permettrait de générer des fonds supplémentaires pour les entrepreneurs, par exemple. Tous ont répondu positivement. «Lorsque les personnes savent où va leur argent, elles sont plus enclines à collaborer». On constate une nette évolution de la société vers plus de partage et, dans l'ensemble, les gens sont convaincus des bienfaits du modèle collaboratif, comme des avantages sociaux non négligeables, à la fois en termes d'expérience et d'accroissement des recettes. Par conséquent, l'adoption d'une législation visant à intégrer l'économie du partage dans le système fiscal constituerait une étape importante pour éviter les pratiques déloyales, protéger les droits des utilisateurs et des travailleurs, et favoriser un climat d'entente du fait que les industries en place n'auraient pas à lutter contre les nouveaux acteurs.



*J'utilise des plateformes en ligne ou des applications pour acheter ou vendre des objets*

Peu  Beaucoup

## 41. Encourager les junior entreprises à se faire l'écho de l'opinion des jeunes à propos des problématiques mondiales

À en croire Karl Moore, les membres de la génération Y sont, dans leur travail, davantage motivés par la recherche de sens que par le salaire. De plus en plus, les jeunes ont à cœur de contribuer à façonner un système qui soit davantage en phase avec l'évolution du monde. Ce qu'ils veulent, c'est agir pour le bien commun.

Cette prise de conscience semble être l'une des caractéristiques propres aux membres de la génération Y, étant donné que les jeunes cherchent constamment à trouver du sens à ce qu'ils font. L'argent est important, bien sûr, mais, selon Moore, ces jeunes «veulent avant tout participer à un projet qui leur permette de se dépasser. Ils ont besoin de motivation et de sens, et font preuve d'un mélange intéressant d'altruisme et d'intérêt personnel». On peut difficilement espérer mieux lorsqu'il s'agit d'associer les jeunes aux défis du monde actuel. Au cours de l'événement, même des débats aussi complexes que celui sur le PTCI ont attiré de nombreux participants, ce qui témoigne d'une volonté réelle de comprendre tous les tenants et aboutissants. Pour donner la parole aux jeunes, une possibilité est de miser sur les entreprises «junior» qui fleurissent depuis quelque temps sur les campus des universités. Ces entreprises «junior», qui sont gérées par des jeunes, offrent des services de conseil aux entreprises, aux organismes publics et aux citoyens.

L'Union européenne pourrait reconnaître ces entreprises en tant qu'organismes chargés de recueillir et d'étudier l'opinion des jeunes sur différents sujets. L'Union fait déjà beaucoup dans ce domaine. Toutefois, le fait de promouvoir la participation aux entreprises «junior» et de sensibiliser les jeunes à cet égard contribuerait largement à améliorer l'influence directe de ceux-ci sur toute une série de questions. Cela permettrait de rappeler aux décideurs qu'ils doivent associer les jeunes au processus décisionnel, tant pour les questions élémentaires que pour les défis les plus ardues.



## Interview: Chelsea Rustrum Consultante et auteure de «It's a Shareable Life»

### **D'après votre expérience en tant que consultante, quels types de sociétés font appel à vous dans le but de passer à des modèles plus durables?**

*La durabilité s'impose de plus en plus comme étant l'affaire de tous. Des entreprises de toutes tailles doivent donc savoir comment leurs modèles d'entreprise doivent s'adapter et évoluer au fil du temps, mais aussi comment leur incidence sur l'environnement, la planète et les autres personnes et leur objectif général influenceront sur l'intérêt que leurs clients porteront à leurs produits et services. La génération Y s'intéresse à la raison d'être des entreprises et à ce qu'elles font; ces jeunes commencent à se rendre compte de l'influence que leurs décisions d'achat leur permet d'exercer.*

### **Quel est le principal obstacle à surmonter pour adapter les entreprises à des modèles plus novateurs, participatifs et durables?**

*L'argent. C'est l'argent qui pose problème. Je dirais même un usage inadapté des mesures d'incitation. Si une entreprise a pour ambition de faire du profit à n'importe quel prix, elle n'aura pas tendance à décider en fonction de ce qui est mieux pour l'homme ou pour l'environnement, mais elle privilégiera l'option qui permet de réaliser la plus forte plus-value en un minimum de temps.*

### **On voit apparaître sur le marché de plus en plus d'applications collaboratives. Certaines ne sont toujours pas dotées d'une réglementation juridique. Qui subit réellement les conséquences de cette absence de réglementation? Les utilisateurs sont-ils protégés?**

*Les utilisateurs des services collaboratifs sont en sécurité car la réputation associée à l'empreinte numérique de ceux-ci les renseigne sur leur fiabilité. Je dirais que les prestataires sont ceux qui ont le plus à perdre, surtout à longue échéance. Vu la manière dont ces plateformes créent leurs structures d'emploi, rien ne les empêche de réduire les salaires, de recourir à des pratiques déloyales vis-à-vis des travailleurs ou de profiter d'une quelconque manière de la situation des chômeurs ou des personnes sous-employées. En ce qui concerne les entreprises existantes, je suis persuadée que l'internet et les technologies peuvent et doivent nous aider à repenser les pratiques, la nature même du travail, la certification, les qualifications, etc. Je ne m'inquiète pas trop pour les entreprises historiques, bien sûr, même si elles devront, elles aussi, s'adapter.*

### **Quelles répercussions ces «vides juridiques» ont-ils sur les travailleurs?**

*Les incidences se marquent sur le salaire, le statut professionnel, le nombre d'heures, les questions d'assurances et de responsabilité, les impôts ainsi que l'emploi et la stabilité à long terme, notamment en raison de l'automatisation.*

### **Quelles améliorations peut-on apporter à cet égard? Qu'y a-t-il lieu de faire et qui doit s'en charger?**

*Nous devons mettre en place une nouvelle manière de travailler, dans cette économie des petits boulots, de sorte que les chauffeurs, hôtes ou agents de livraisons soient protégés par une législation du travail et soumis à des exigences fiscales qui soient adaptées au travail de demain.*

**On pense que l'économie du partage peut nous permettre de changer de modèle économique. Pensez-vous que ces plateformes ont ce pouvoir ?**

OUI! Nous avons besoin de plateformes de partage de la valeur, pour éliminer les intermédiaires un peu partout et revenir à des échanges de valeur de particulier à particulier. Je vois plusieurs initiatives prometteuses, comme le financement participatif par action, la chaîne de blocs, le coopérativisme de plateformes; dans ce système, des entreprises sont créées autour de la valeur qui est en fait générée par les prestataires au travers des services proposés aux utilisateurs. Par exemple, ce sont les chauffeurs d'Uber et les hôtes d'Airbnb qui génèrent cette valeur, c'est pourquoi ils devraient pouvoir prendre une participation et avoir leur mot à dire dans la gouvernance des entreprises en question. Il est difficile de mettre cela en place sur les plateformes, mais pour les nouvelles qui sont créées, l'idée du partage de valeur et de titres pourra être introduite.

**Comment mesurer les incidences sociales, économiques et environnementales de ces plateformes ?**

La certification B Corp est un bon début, mais cela ne suffit pas.

**Pourquoi les services de partage ont-ils autant de succès ?**

Le principe du partage fonctionne bien parce qu'il nous permet de nous sentir connectés les uns aux autres via le temps, l'espace, les ressources, les compétences et les objets. Lorsque les ressources partagées sont abondantes, nous sommes tous gagnants.

**Le moindre petit geste individuel compte, mais si nous voulons réellement faire évoluer le monde, nous devons repenser nos structures socio-politiques. Que pouvons-nous faire individuellement pour amorcer ce changement ?**

Apprendre à nous connaître. Nous devons chercher à savoir ce qui nous tient vraiment à cœur, puis trouver un moyen d'en faire bénéficier le monde entier. Il nous faut dépasser l'idée que nous sommes définis par ce que l'on gagne et nous dédier à ce que nous faisons de plus bénéfique. Nous sommes de passage sur cette terre; cela ne rime à rien d'accumuler les biens matériels et les preuves de mérite. Les personnes les plus heureuses que j'ai rencontrées étaient celles qui privilégiaient les expériences, les relations et la créativité, en étant très soucieuses d'agir de façon positive dans tous les domaines.

**Comment faire en sorte que les établissements scolaires et les institutions politiques contribuent à l'élaboration de modèles plus durables?**

En suscitant le débat. La rencontre EYE est un bon début, mais on peut aussi organiser d'autres types de rencontres, des dîners et des réunions plus restreintes. Nous devons jeter des ponts, encore et encore. Il y a tellement d'industries, de personnes et d'experts qui travaillent en vase clos. Ce qu'il faut, c'est inviter des personnes de tous les horizons et susciter le débat. Lorsque vous incitez des personnes à parler, très rapidement, des possibilités d'entraide apparaissent, alors n'hésitez pas à jouer ce rôle d'élément cohésif.



## Favoriser la créativité – développer le potentiel des jeunes

*Commentaire du Forum européen de la jeunesse*

Le potentiel de créativité et d'innovation chez les jeunes est illimité. Les jeunes ont des idées, de l'énergie et de la détermination mais ils ne peuvent libérer leurs côtés créatifs par manque de stabilité, d'investissement et de soutien. Les décideurs encouragent l'entrepreneuriat comme moyen de sortir de la crise du chômage. Or, sans un soutien et un investissement approprié, nous vouons les jeunes à l'échec. Tout comme les générations précédentes, ils ont besoin de soutien et de sécurité. Il leur faut des outils et un cadre propice pour démarrer, mais également une protection en cas d'échec.

En vue de relever les défis d'un monde du travail en mutation constante et de favoriser le potentiel d'innovation des jeunes Européens, les mesures suivantes sont nécessaires:

### Investissement dans le potentiel d'innovation des jeunes

L'investissement dans le potentiel des jeunes est considéré comme l'une des principales réponses qui permettraient aux Européens de relever les défis liés à l'évolution rapide des conditions sociales, économiques, technologiques et démographiques. Les jeunes représentent environ 20 % de la population européenne. Malgré ces chiffres, il semble toutefois que les jeunes ne soient pas considérés comme une priorité. L'Union européenne investit beaucoup plus dans les politiques sectorielles telles que l'agriculture que dans son avenir et dans le capital humain et social des jeunes. Afin de faire face à la situation sociale désastreuse de l'Europe, qui a des conséquences particulièrement négatives pour la jeune génération, il est indispensable de promouvoir l'innovation en Europe et de renforcer le capital humain et social des jeunes. Il est essentiel d'accorder la priorité à l'investissement dans le potentiel d'innovation des jeunes afin de rétablir l'équilibre.

**Des investissements efficaces réalisés en temps opportun en faveur des jeunes sont la clé pour rendre l'Europe prospère, sur le plan tant économique que social.** Les taux de chômage des jeunes en Europe restent à des niveaux vertigineux, entraînant des taux croissants de pauvreté et d'exclusion sociale et une augmentation des inégalités. Avec près de 5 millions de jeunes chômeurs en Europe, il y a lieu de mettre l'accent sur les investissements susceptibles de créer des emplois de qualité pour les jeunes en particulier.

### Reconnaissance des organisations de jeunes en tant que laboratoires d'innovation sociale

Les organisations de jeunes ont été reconnues comme l'un des espaces où les jeunes peuvent laisser libre cours à leur potentiel et ainsi générer une valeur ajoutée pour la société dans son ensemble. Les organisations de jeunes sont une composante importante de la société civile en Europe et couvrent une grande variété de défis

sociétaux, notamment les questions sociales et relatives à l'environnement, l'éducation participative et l'inclusion sociale. Par leur contribution à l'acquisition d'aptitudes et à la modification du comportement des jeunes, ces organisations participent du développement personnel, social, politique et économique et peuvent contribuer à résoudre les principaux problèmes auxquels est confrontée l'Europe, comme le chômage des jeunes, l'érosion de la cohésion sociale et le désengagement politique.

La force des organisations de jeunes influe directement sur la solidité sociale et économique de l'Europe et elles doivent être considérées comme un acteur de poids dans la promotion des emplois de qualité pour les jeunes et la lutte contre le chômage, dans une période caractérisée par la crise économique et les difficultés de financement qui en résultent.

### **Promotion et soutien de modèles économiques durables: les coopératives de jeunes**

Les coopératives de jeunes ont prouvé leur efficacité dans la résolution de problèmes communs à toute l'Europe. Elles représentent un espace propice à l'innovation sociale et au développement d'une activité économique démocratique, qui permet aux jeunes de faire mûrir des idées novatrices.

La durabilité et les perspectives de développement à long terme sont les principaux attraits pour ces coopératives. La création d'une coopérative représente pour les jeunes une excellente possibilité de poursuivre leur développement professionnel tout en contribuant à la résolution des défis sociétaux. Les coopératives sont une source d'emploi importante et pourraient donc, pour de nombreux jeunes, représenter un point d'accès au marché du travail qui leur permettrait de développer leurs capacités. Le nombre de jeunes actifs au sein de coopératives est encore assez faible aujourd'hui: on estime que les coopératives emploient 100 millions de personnes dans le monde.

Pour répondre aux nouveaux défis croissants tels que l'immigration, les sociétés diversifiées et la radicalisation de groupes en marge de la société, l'Europe a besoin de davantage d'innovation. Il est donc absolument nécessaire d'investir dans les jeunes et dans les organisations de jeunes.

L'Europe doit reconnaître la valeur de ces organisations, leur contribution au bien-être de notre société et leur rôle de catalyseurs d'innovation. Les organisations de jeunes souhaitent promouvoir une vision à long terme du changement qu'elles aimeraient voir se produire dans la société, afin que les jeunes et leurs organisations continuent à jouer un rôle de premier plan et voient leurs réalisations reconnues.

## Échec ou réussite : Nouvelles pistes pour une Europe *durable*

*Le changement climatique est le problème existentiel le plus important auquel est confrontée l'humanité. Nous ne pourrions relever ce défi que si nous agissons et collaborons animés d'une véritable motivation. S'il est vrai que les obstacles au changement sont considérables, les jeunes sont déterminés à s'attaquer de front au problème. Ils sont en mesure d'influer durablement sur les émissions de gaz à effet de serre de l'Europe en consommant des produits locaux et en menant des activités axées sur la communauté locale.*

*Au programme de la rencontre EYE 2016 ont figuré des sujets englobant l'économie à faibles émissions de carbone, le commerce équitable, le bien-être animal, l'économie circulaire et les mesures destinées à réduire la pauvreté et la faim, et proposant de poser la question de la pérennité de la vie sur Terre vue de l'espace. Ce sont toutes des questions importantes et les jeunes ont été encouragés à débattre sur les efforts supplémentaires qui pourraient être entrepris pour garantir une société plus durable pour eux-mêmes et les générations futures.*

### Changement climatique – l'occasion d'un changement pour une nouvelle génération

**Parmi les grands problèmes auxquels les jeunes sont confrontés, il est difficile d'en trouver un qui soit aussi pressant et potentiellement catastrophique que le changement climatique. Les inondations, les conditions météorologiques imprévisibles et les tempêtes de plus en plus dévastatrices font des ravages chez les plus désespérés, non seulement en Europe mais dans le monde entier. La question du changement climatique ne peut être abordée sans évoquer une évolution vers une plus grande durabilité, qui suppose un changement dans la manière dont nous chauffons nos logements, dont nous nous rendons au travail et dont nous contribuons à faire connaître les menaces que représente le changement climatique pour notre société tout entière.**

Les Nations unies ont proposé les objectifs de développement durable (ODD), mais quelles mesures peut-on prendre pour garantir la réalisation de ces objectifs d'ici 2030, et comment les jeunes peuvent-ils y participer? Il est urgent d'examiner la politique énergétique de l'Union européenne et d'avancer vers une meilleure durabilité dans la manière dont nous menons nos vies quotidiennes. En outre, l'Europe doit s'atteler sérieusement à la lutte contre le changement climatique, à la fixation d'objectifs solides en matière de réduction des émissions et à la promotion de projets tels que la construction de maisons sans effet sur le climat. Il existe une réelle volonté de créer un élan vers la durabilité associant les personnes de tout âge, et pas simplement les jeunes.



## 42. Mettre en commun les ressources énergétiques et investir dans les réseaux intelligents en vue de répondre aux demandes d'énergie croissantes en Europe

L'énergie est un facteur essentiel permettant de garantir la capacité de fonctionnement des pays européens. Certains pays disposent de diverses sources d'énergie, notamment des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie éolienne, marémotrice et solaire, et connaissent peu de problèmes pour satisfaire leurs propres besoins énergétiques. D'autres, par contre, peuvent éprouver des difficultés, en raison de leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles. Une solution à ce problème consiste à centraliser les sources d'énergie en Europe. Par exemple, l'énergie éolienne du Danemark et l'énergie solaire de l'Espagne pourraient être utilisées dans un réseau central accessible à tous les États membres. De cette façon, les énergies renouvelables pourraient être mises à la disposition de tous. L'Union européenne travaille actuellement à l'élaboration de propositions visant à mettre en place ce partage<sup>1</sup> ; toutefois, il est possible d'en faire davantage en encourageant une évolution vers des sources d'énergie plus propres de sorte que les énergies renouvelables répondent aux besoins énergétiques de l'Europe. En outre, l'Europe a pour objectif d'évoluer vers des «réseaux intelligents», reposant sur une numérisation accrue des infrastructures d'électricité, qui pourraient garantir une meilleure protection contre les cyberattaques potentielles et contribuer à affiner les données sur la production.

## 43. Accroître l'engagement de l'Europe en faveur de la lutte contre le changement climatique et fixer des objectifs plus ambitieux – réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030

Le changement climatique constitue une menace mondiale. De nombreux pays européens prennent ce problème au sérieux, mais des préoccupations subsistent. Il ressort de notre questionnaire qu'un peu moins de 60 % des jeunes présents à la rencontre EYE sont d'avis que les dirigeants du monde ne tiennent pas leurs promesses en ce qui concerne le changement climatique. Un moyen d'y remédier serait de prendre l'engagement d'une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Il s'agirait notamment d'évoluer vers les énergies renouvelables et d'investir dans les transports publics dans le but de contribuer à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Cet objectif peut sembler ambitieux. Or, il existe une volonté chez les voisins européens d'influer sérieusement sur leurs émissions – la Norvège s'est récemment engagée à devenir climatiquement neutre à l'horizon 2030.

## 44. Remettre les maisons «zéro carbone» au programme afin de développer un projet à l'échelle européenne visant la construction de maisons à faible consommation d'énergie

Il y a quelques années, le gouvernement britannique s'était engagé à concevoir des maisons neutres en carbone. Cependant, cette politique a ensuite été abandonnée. Malgré ce revers, de nombreux travaux de recherche ont porté sur la politique en matière de planification «zéro carbone». L'Union européenne pourrait contribuer à renouveler cette tentative en prenant un nouvel engagement pour faire en sorte que la construction de logements dans toute l'Europe soit neutre en carbone. Cela permettrait de garantir une plus grande efficacité énergétique dans les logements et d'en faire un élément fondamental de la planification.

<sup>1</sup> Commission européenne, 2015. A fully-integrated internal energy market. Disponible en ligne à l'adresse: <[http://ec.europa.eu/priorities/energy-union-and-climate/fully-integrated-internal-energy-market\\_en](http://ec.europa.eu/priorities/energy-union-and-climate/fully-integrated-internal-energy-market_en)>



.@MaireadMcGMEP Renewables and circular economy offer many new job opportunities for young people #EYE2016 #EYETv

## Interview: Swaroop Rao

*GameChangers, KIC InnoEnergy*

***Au vu de votre expérience, quelles politiques l'Union européenne devrait-elle promouvoir, selon vous, pour lutter contre le changement climatique et améliorer la durabilité?***

*Je pense que l'Union européenne devrait s'employer à promouvoir l'«Union de l'énergie» européenne et également à faciliter l'intégration des différents marchés de l'énergie. L'énergie éolienne générée au Portugal pourrait ainsi être utilisée en Bulgarie et l'énergie solaire grecque en Finlande. L'intégration économique et l'intégration efficace des infrastructures doivent constituer des priorités.*

***Pensez-vous que la solution pour lutter contre le changement climatique et améliorer la durabilité est sociale ou réglementaire?***

*En définitive, elle est sociale, mais il va de soi que la politique contribue à façonner les attitudes sociales, et cela est important. La réglementation, le cas échéant, devrait être socialement équitable et je pense qu'un compromis doit être trouvé entre l'économiquement équitable et le socialement équitable – ils ne vont pas toujours de pair, il y a souvent une incompatibilité. Il n'y a pas lieu de tout réglementer au niveau européen; un cadre général pourrait suffire. Il pourrait y avoir différentes formes de séparation des pouvoirs, par exemple pour la question de savoir quel pouvoir exerce chaque gouvernement sur des éléments tels que l'accès des consommateurs aux informations sur l'énergie. Certains aspects pourraient être laissés aux autorités locales.*

***Dans quelle énergie propre devrions-nous investir, et pourquoi?***

*Cela dépend, bien sûr, de chaque pays. Chaque pays a des points forts et des points faibles. Il serait par exemple absurde d'installer des panneaux solaires en Finlande. Outre la production d'énergie, nous devrions nous concentrer davantage sur le stockage de l'énergie et les réseaux intelligents – je pense que ces deux aspects sont plus importants maintenant en raison de l'afflux croissant d'énergies renouvelables dans le système. Ils constituent un défi fondamental à l'intégrité, tant économique que technique, du réseau électrique lui-même – je pense donc que l'énergie et les réseaux intelligents sont deux aspects que nous devons examiner plus particulièrement.*

### **Quelle est l'importance des jeunes dans ce mouvement?**

*Je crois que les jeunes naissent et grandissent avec un sentiment inné de durabilité, qui est donc dans une certaine mesure déjà intériorisé. Et le défi consiste, selon moi, à le faire progresser. Si vous interrogez une personne née à l'époque du pétrole en plein essor sur le mouvement écologique, il pourrait lui être difficile de comprendre l'importance de ce dont nous parlons, et à bon droit. Je pense que notre génération grandit avec une vision plus verte du développement, il est donc bon d'avancer dans cette voie.*

### **Quelles tendances technologiques vous enthousiasment le plus en vue de l'amélioration de la durabilité et de la lutte contre le changement climatique?**

*Les réseaux intelligents. Parce qu'ils combinent la partie technique de la production d'énergie avec les technologies de l'information et renforcent la transparence et l'accessibilité du flux d'information sur l'énergie pour les consommateurs et les entreprises. Les réseaux intelligents auraient une incidence positive non seulement sur les consommateurs mais également sur le réseau électrique dans son ensemble. L'aspect le plus positif est que les réseaux intelligents permettent de mieux intégrer les énergies renouvelables intermittentes dans le réseau électrique.*

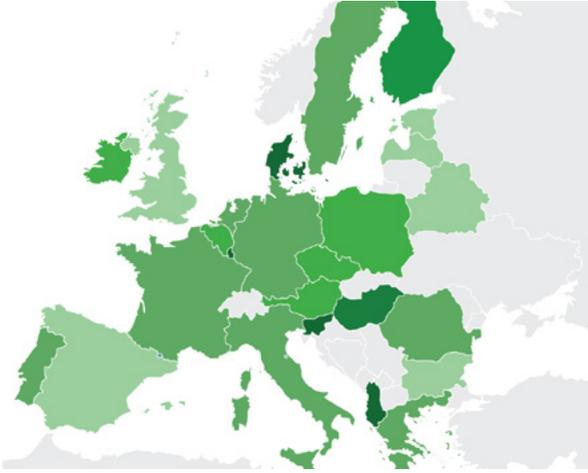
## **Commerce équitable – les jeunes au cœur d'un changement de mentalité**

**Le commerce équitable est une question d'actualité récente qui a donné lieu à de nombreuses discussions entre les jeunes. L'alimentation et la mode s'orientent davantage vers le commerce équitable. La différence de prix et le manque de variété sont des aspects dont doit tenir compte le secteur pour les jeunes consommateurs.**

Le secteur du commerce équitable doit s'améliorer afin d'intéresser davantage de jeunes consommateurs. L'Europe doit mieux éduquer sa population sur la question du commerce équitable, informer les citoyens de ce qui peut être fait et expliquer comment l'industrie devrait s'améliorer. Nous ne pouvons pas faire abstraction des droits des travailleurs à l'extérieur de l'Union européenne. Le défi consiste à lutter contre la pauvreté et à améliorer la durabilité. Le commerce équitable est un moyen de le faire, mais l'Union doit redoubler d'efforts pour décourager les chaînes d'approvisionnement fondées sur l'exploitation.

### **45. Mettre au point une législation propre à ancrer le commerce équitable dans l'industrie en vue de garantir la stabilité et l'équité du marché**

Le secteur du commerce équitable fait l'objet d'une attention croissante ces dernières années. Or, l'un des principaux problèmes que connaissent les producteurs du commerce équitable, et notamment dans la production de café, réside dans la faiblesse des prix, qui implique un revenu moindre pour les petits exploitants. Afin de répondre à ces inquiétudes, l'Union européenne devrait s'employer à faire en sorte que le commerce équitable devienne la norme dans l'industrie,



*Les jeunes attentifs à acheter des produits issus du commerce équitable/biologiques*

Peu  Beaucoup

et également coopérer avec les pays concernés pour veiller à ce que la production de café soit stable et ne fasse pas baisser les prix pour les petits agriculteurs. Ceci pourrait être réalisé en encourageant les importateurs européens à s'engager à n'acheter, par l'intermédiaire de leurs chaînes d'approvisionnement, que du café issu du commerce équitable. La compétitivité du commerce équitable pourrait ainsi être améliorée.

## **46.** Faire la promotion des vêtements issus du commerce équitable, en privilégiant la qualité à la quantité, en vue d'améliorer la commercialisation des vêtements sur la base du prix

Les produits issus du commerce équitable coûtent généralement plus cher que les autres produits sur le marché. Dépenser davantage n'est pas à la portée ni au goût de tous, et, face à un choix, nombreux sont ceux qui optent pour l'option la moins chère. En vue de remédier à cette situation, davantage pourrait être fait pour encourager les marques à commercialiser leurs vêtements sur la base d'un bon rapport qualité-prix et à se concentrer sur l'aspect durable des vêtements issus du commerce équitable, en accordant la préférence à la qualité plutôt qu'à la quantité. La fabrication de produits de haute qualité apportera un changement. L'amélioration de la qualité et l'élargissement de la gamme des produits devraient faire l'objet de plus d'investissements. Il est parfois reproché aux vêtements issus du commerce équitable de ne pas suivre la dernière mode. Les producteurs du commerce équitable devraient répondre aux demandes des consommateurs en matière de style. Toutefois, ils devraient également sensibiliser les consommateurs aux coûts et les encourager à dépenser un peu plus pour obtenir des produits de qualité.

L'Union européenne pourrait apporter son aide à cet égard en incitant les détaillants en textile haut de gamme à adhérer au commerce équitable. Cela pourrait se faire en imposant les entreprises qui ne recourent pas aux chaînes d'approvisionnement du commerce équitable et en récompensant celles qui le font, par des allègements fiscaux ou des subventions. De même, l'Union pourrait augmenter les tarifs douaniers pour les entreprises de pays tiers qui vendent des vêtements non issus du commerce équitable sur le marché de l'Union.

## 47. Appliquer davantage de codes de conduite en guise d'exemple pour les autres marques et établir un code de pratique standard

Pour de très nombreux travailleurs dans le monde, les normes de sécurité et les codes de pratique sont pratiquement inexistantes. Ce problème a été exacerbé par un manque de direction. Les usines des pays en développement ne sont pas en mesure de demander aux clients de soutenir les pratiques du commerce équitable; les marques quant à elles n'assument pas suffisamment la responsabilité des conditions existant dans les usines où leurs produits sont fabriqués. Ce problème est accentué par le fait que les consommateurs n'ont pas une connaissance suffisante des chaînes d'approvisionnement de leurs vêtements. L'Union européenne devrait dès lors s'employer davantage à promouvoir les codes de conduite et à mettre en avant les bons exemples d'initiatives des marques qui s'efforcent activement d'améliorer les conditions des travailleurs fabriquant leurs produits dans les pays en développement. Il est possible de faire plus encore afin que les chaînes d'approvisionnement encouragent les employeurs corrects de même que les entreprises qui veillent à la formation des travailleurs pendant leur travail ainsi qu'à de bonnes conditions salariales et de travail. Certaines marques ont commencé à jouer un rôle d'impulsion en appliquant des codes de conduite et en offrant des formations aux femmes leur permettant de se perfectionner dans les usines; cela devrait avoir valeur d'exemple dans l'industrie et contribuer à améliorer les codes de conduite.

## Alimentation – l'évolution des modes de vie et une chance pour une meilleure consommation

**Ces dernières années, notre façon de consommer et d'apprécier la nourriture a radicalement changé. Avec l'essor des modes de vie végétarien et végétalien et l'accroissement de la demande en produits biologiques, les producteurs doivent commercialiser et vendre autrement leurs produits afin d'en augmenter les ventes.**

Acheter local, améliorer l'enseignement dispensé à l'école sur l'importance de la durabilité et instaurer une taxe sur les transactions financières destinée à financer les pratiques agricoles durables dans les pays en développement, voilà des propositions qui pourraient, selon les jeunes, ouvrir la voie à une plus grande durabilité.

## 48. Acheter local: encourager plus de personnes à acheter de la nourriture localement en vue de réduire l'empreinte carbone et de promouvoir les produits locaux

L'un des grands succès de l'Union européenne est sa promotion d'une agriculture forte dans toute l'Union, qui a donné lieu à des échanges à travers l'Union mais également à une production de masse au détriment de l'environnement et de la santé des animaux.

Nombreux sont donc les jeunes qui ont souligné la nécessité de produire et d'acheter localement afin d'éviter de transporter les denrées alimentaires à travers l'Europe.

Une idée pour promouvoir la production locale serait d'introduire à l'échelle de l'Union un système d'étiquetage permettant de classer les produits locaux. Cette idée a déjà pris forme en partie avec la mise en place du label écologique de l'Union, qui aide les consommateurs à repérer les produits et services biologiques qui ont des incidences réduites sur l'environnement. La création d'un label consacré aux produits locaux permettrait non seulement de promouvoir la réduction des émissions de carbone mais également de renforcer les entreprises locales.

## **49. Promouvoir des cours sur la durabilité et un mode de vie sain dans les écoles de sorte que les jeunes puissent faire des choix en toute connaissance de cause en matière d'achat et d'alimentation**

La sensibilisation est cruciale en vue de réduire la consommation de denrées produites en masse. Si les consommateurs ne connaissent pas les autres choix qui s'offrent à eux et les avantages des différents modes de vie pour leur santé, ils seront moins susceptibles de les adopter. Dans le souci d'une plus grande sensibilisation, l'Union européenne pourrait promouvoir les cours et les séminaires qui expliquent les avantages et les inconvénients des différents modes de vie, notamment les informations sur les aliments biologiques, les aliments transformés et la production de masse.

Si les consommateurs reçoivent les informations les plus complètes possibles, il leur sera plus facile d'acheter les produits en connaissance de cause. Certains pays proposent des cours sur la durabilité aux enfants dès l'âge de 8 ans. Ces programmes éduquent les enfants à partir d'un âge précoce sur la façon de vivre de manière plus durable. L'Union européenne devrait rendre l'enseignement sur la durabilité obligatoire dans les écoles de manière que les générations à venir soient sensibilisées dès le plus jeune âge.

## **50. Lutter contre la faim dans le monde en instituant une taxe sur les transactions financières en vue de financer les campagnes, par exemple pour améliorer l'autosuffisance des agriculteurs**

La pauvreté et la privation de nourriture restent un fléau pour de nombreuses régions du monde en développement. L'Union européenne devrait redoubler d'efforts pour soutenir les régions en proie à la sécheresse et à la famine.

À cette fin, une taxe sur les transactions financières de 0,1 % pourrait être créée en vue de collecter des recettes et de financer des campagnes mondiales contre la faim. Cet argent pourrait ensuite être investi dans l'éducation des populations locales aux pratiques agricoles durables et contribuer à garantir leur autosuffisance. Cela permettrait de réduire la dépendance à l'égard du soutien extérieur, qui risque de se tarir en période de difficultés économiques. Il s'agirait d'une campagne innovatrice et collective qui allouerait des ressources à ceux qui en ont le plus besoin.

## Échec ou réussite : Nouvelles pistes pour une Europe durable

*Commentaire du Forum européen de la jeunesse*

Qu'y aurait-il de plus important pour les jeunes en Europe que la question du développement durable? Pourtant, cette question est souvent négligée au profit d'avantages politiques à court terme ou mal comprise tant par les décideurs que par les jeunes.

Le développement durable, satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs, nécessite une vision à long terme et des actions transversales concertées. Pour cela, notre système économique doit œuvrer au service de la population et de la planète, et non l'inverse. Notre économie doit travailler en harmonie avec notre société et notre environnement, dans le respect des limites de la planète et des ressources naturelles, ainsi que des droits de l'homme et des besoins sociaux. Le développement durable touche tous les domaines de la vie et les efforts en la matière devraient concerner l'ensemble des politiques de l'Union, y compris celles évoquées lors de la rencontre des jeunes européens: politiques pour la paix, l'inclusion, la participation et l'innovation.

Dans le contexte d'une crise humanitaire de plus en plus urgente aux portes de l'Europe et à l'intérieur de ses frontières, de la menace que représente le changement climatique, des inégalités croissantes, de la défiance grandissante à l'égard de la politique et des responsables politiques et de la montée de l'extrémisme, il est évident que le système économique et politique d'aujourd'hui ne fonctionne pas, ni pour notre planète ni pour les peuples, en particulier les jeunes. Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire, pour l'Europe et le monde entier, pour les jeunes et les générations futures, d'œuvrer en faveur d'un changement refondateur et de la réalisation de l'objectif de développement durable.

Lors de la rencontre des jeunes européens 2016, les jeunes Européens ont eu la possibilité de réfléchir sur la nécessité du développement durable et les mesures de base requises pour y parvenir, établissant un lien entre les grandes questions européennes de notre époque et cette question du développement durable. Les débats et les activités organisés sur ce thème ont porté sur le changement climatique, les accords commerciaux, la consommation non durable, l'extrémisme politique, le gaspillage alimentaire, les écosystèmes et les modèles économiques alternatifs. Lors des échanges, il a été question aussi bien des mesures individuelles que nous pouvons tous prendre pour mettre la durabilité au cœur de nos propres vies, que des changements politiques nécessaires et de la responsabilité des gouvernements, voire de la réorganisation de tout notre système économique et politique.

La rencontre EYE a également offert aux participants un espace pour débattre de la réponse de la communauté mondiale au défi du développement durable et de l'engagement pris par l'Union européenne dans le cadre du programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce programme mondial vise à apporter un changement refondateur et à mettre le monde sur une voie plus durable d'ici 2030. Il s'agit là d'un cadre de quinze ans adopté et soutenu par l'Union européenne. Si elle souhaite réaliser l'objectif de développement durable, l'Union européenne doit maintenant se montrer ambitieuse pour mettre en œuvre le programme en Europe et pour aider les pays tiers à le mettre en œuvre chez eux. À cette fin, les actions suivantes sont nécessaires.

### **Mettre en œuvre de manière concertée, cohérente et ambitieuse le programme de développement durable à l'horizon 2030**

L'Union européenne a joué un rôle moteur dans les négociations sur le programme 2030. Elle doit désormais jouer un rôle moteur dans sa mise en œuvre exhaustive, en reconnaissant les interconnexions entre les différents domaines d'action et en plaçant les questions sociales et environnementales sur un pied d'égalité avec l'économie. Le programme offre la possibilité de relever les défis de l'Europe de manière intégrée et de traiter les causes profondes de ces défis, mais il

appartient à l'Union européenne de mettre en place une stratégie qui lui permettra de tirer parti de cette possibilité. La responsabilité première de la mise en œuvre du programme 2030 relève des gouvernements et des institutions, et lors de la rencontre, les jeunes ont constaté qu'un effort plus important s'imposait.

### **Abandonner les pratiques non durables**

Les générations actuelles et passées mettent en péril l'avenir des jeunes par des pratiques économiques non durables peu soucieuses des conséquences futures. Les modèles non durables de consommation, de production, de commerce et d'investissement compromettent l'avenir des peuples et de la planète. Il est urgent d'y remédier pour progresser vers l'égalité d'accès aux ressources et l'égalité en matière de consommation des ressources. Il incombe, en particulier, à l'Union européenne de prendre des mesures à cet égard, et les jeunes ont un rôle majeur à jouer pour ce qui est de prôner les changements politiques nécessaires.

### **Investir globalement dans les jeunes en tant que principales parties prenantes du développement durable**

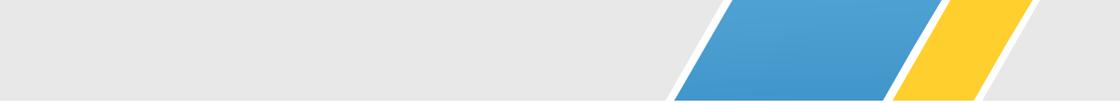
Si, en Europe, les jeunes constituent une population minoritaire, au niveau mondial cette génération de jeunes est la plus grande que le monde ait jamais connue. Les jeunes ont été surnommés les «porte-drapeaux» (torch bearers) du programme 2030 et devront faire avancer ce programme et ses principes dans les années à venir. Il est essentiel d'investir réellement dans les jeunes pour qu'ils soient en mesure de jouer ce rôle. Les investissements dans un enseignement de qualité, la création d'emplois de qualité, la sécurité sociale et la protection sociale sont nécessaires. Les jeunes en Europe sont confrontés à des politiques discriminatoires, sont plus exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale et subissent de plein fouet la crise économique et les mesures d'austérité. Pour que les jeunes puissent jouer un rôle décisif dans le développement durable aujourd'hui et dans les années à venir, il faut que cela change.

### **Sensibiliser au développement durable et faire connaître le programme 2030 et les questions politiques en jeu**

On ne peut attendre des jeunes qu'ils contribuent au programme 2030 et à la réalisation de l'objectif de développement durable s'ils ne sont pas informés du programme ou des enjeux. L'Union européenne et les gouvernements européens devraient transmettre les informations relatives au programme 2030 et aux engagements qu'ils ont pris, et la priorité doit être accordée à l'éducation au développement durable. À travers l'éducation au développement durable, dans des structures éducatives formelles et informelles, les jeunes, en particulier, peuvent réfléchir sur leur rôle et leurs responsabilités dans une société mondialisée et sur la contribution qu'ils peuvent apporter à la justice sociale, environnementale et économique.

### **Participation des jeunes et des organisations de jeunes**

La contribution des jeunes est essentielle pour réaliser l'objectif de développement durable, ce qui rend la participation active des jeunes aux processus décisionnels d'autant plus importante. Les jeunes devraient pouvoir participer à la mise en œuvre du programme 2030, et plus particulièrement à l'élaboration des politiques en vue de cette mise en œuvre, ainsi qu'au suivi et à l'examen des progrès réalisés sur la voie de la concrétisation des objectifs du programme. De plus, ils devraient pouvoir demander des comptes aux gouvernements. Il est urgent de renforcer et d'améliorer les partenariats entre les gouvernements et les organisations de jeunes, d'accroître la participation des jeunes à la prise de décisions en matière sociale, environnementale, politique et économique, d'investir davantage dans les organisations de jeunes et de leur accorder une plus grande reconnaissance.



# Les auteurs

Le European Youth Press, association qui regroupe 60 000 journalistes d'Europe, a mis sur pied une équipe de dix reporters EYE chargée de rédiger un rapport général sur la rencontre EYE.

Sous la direction de deux rédacteurs en chef, une équipe de huit reporters généralistes et spécialistes européens ont été réunis pour recueillir, développer et décrire les principales réflexions et idées de la rencontre. Le présent rapport contient les 50 idées les plus constructives.

Le Forum européen de la jeunesse a apporté sa contribution sous la forme d'un commentaire de deux pages sur chacun des cinq thèmes.



**Hugo Winn,**  
**Royaume-Uni**  
rédacteur en chef



**Greg Bianchi,**  
**Royaume-Uni**  
rédacteur en chef



**Danai Dimitrakopoulos-Diz,**  
**Belgique**  
Spécialiste, Échec ou réussite  
et rédacteur adjoint



**Marie Vejvodová,**  
**République tchèque**  
Spécialiste, Guerre et paix



**Anna Ferrari,**  
**Italie**  
Spécialiste, Apathie ou  
participation



**Julie Mahlerová,**  
**République tchèque**  
Spécialiste, Exclusion ou inclusion



**Cristina Sánchez,**  
**Espagne**  
Spécialiste, Stagnation  
ou innovation



**Hedda Berglund,**  
**Suède**  
Généraliste, Apathie ou participation /  
Stagnation ou innovation



**Walker Darke, Royaume-Uni**  
Généraliste, Guerre et paix /  
Exclusion ou inclusion



**Erika Granath,**  
**Suède**  
Graphiste



**Poppy Empson, Royaume-Uni**  
Responsable des médias sociaux

**EYE**  
2016

LA RENCONTRE  
DES JEUNES  
EUROPÉENS



 [www.ey2016.eu](http://www.ey2016.eu)  
 EuropeanYouthEvent  
 @EP\_YouthEvent  
 @EP\_EYE  
#EYE2016

